FRATERNITÉ D'ARMES

DÉFILÉ 14 juillet 2018



MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La République s'est construite sur un lien indissoluble entre la Nation et ses armées.

Et c'est parce que nos armées procèdent de la Nation qu'elles sont plus particulièrement mises à l'honneur en ce jour de fête nationale.

Au cœur de la capitale, de l'Arc de Triomphe à la place de la Concorde, le défilé militaire du 14 Juillet est l'occasion pour les Français rassemblés de marquer leur reconnaissance et leur estime à celles et ceux qui servent dans nos forces armées mais également dans nos forces de sécurité intérieure.

Ce défilé atteste la force de notre pays, sa résilience et son unité.

Il démontre que la République est le fruit d'un engagement commun cimenté par les difficultés surmontées ensemble et par une cohésion de tous les instants. Il illustre une valeur cardinale de notre nation : la fraternité.

Pour nos soldats, il n'est pas d'action sans fratemité. Sous l'uniforme, engagés au quotidien pour notre défense et notre sécurité, nos militaires et forces de sécurité intérieures savent ce qu'elle représente.

La fratemité d'armes est un des garants de leur efficacité opérationnelle et c'est elle qui réunit tous ceux qui vont défiler ce matin devant nos yeux : l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air mais également la gendarmerie, la police, la sécurité civile, la douane, l'administration pénitentiaire ainsi que nos partenaires européens et étrangers – dont le Japon et Singapour qui nous font l'honneur et l'amitié d'être représentés.

C'est fortes de cette fratemité d'armes sous l'uniforme, de cette culture de l'engagement et du service, que les forces militaires et civiles ont si efficacement porté secours à nos compatriotes frappés par l'Ouragan Irma, en septembre demier. Je suis heureux qu'elles soient mises à l'honneur cette année, en ouverture du défilé.

Si nos armées savent répondre à l'urgence et se déployer à chaque nouvelle crise, elles sont aussi durablement engagées tant sur notre sol que sur des théâtres extérieurs. Il en va de notre défense et de notre sécurité.

Pour préserver nos intérêts supérieurs aujourd'hui et demain, j'ai voulu que la Nation fasse un effort budgétaire inédit et de long terme pour nos armées et ceux qui les servent. C'est pourquoi, à l'instar du renouvellement des capacités opérationnelles et du comblement des manques capacitaires, la loi de programmation militaire met nos militaires et leurs familles au cœur des préoccupations de la Nation.

J'ai voulu une loi de programmation militaire « à hauteur d'homme » qui prenne en compte les soutiens, la vie courante et la condition du personnel. Car il n'est pas d'armée opérationnelle et efficace sans l'attention et la considération de la Nation. La fraternité d'armes soude les militaires dans l'action ; mais c'est la fraternité de tous les Français qui donne sens à leur mission et faconne l'esprit de la République.

Beau 14 Juillet à tous ! Vive la République ! Vive la France !

Emmanuel Macron

Acasa

MESSAGE DE LA MINISTRE DES ARMÉES

Le 14 Juillet, c'est d'abord la concorde. C'est le rassemblement de la France autour de sa Nation ; le rassemblement des Français, au-delà des clivages, des origines, des différences, pour célébrer ce qui les fédère, la République.

C'est le sens même du 14 Juillet, cette union autour d'un idéal et de valeurs qui nous transcendent.

En ce jour, au travers de ce défilé, nous rendons hommage à tous ceux qui ont choisi de servir pour cet idéal, de défendre la République et de risquer leurs vies pour que nos enfants puissent continuer à vivre par et pour ces valeurs.

La liberté. Contre le terrorisme aveugle, contre l'obscurantisme, contre le trafic ou la piraterie, au plus près de nous lors de l'opération Sentinelle, c'est pour que nous puissions vivre libres et en sécurité, que tous les jours, nos militaires s'engagent.

L'égalité. Elle est le souffle de notre Nation et de nos armées. Elle est un des fondements de notre pacte républicain. L'égalité, c'est celle qui traverse nos armées. Car, en opérations comme sur les bases et dans les régiments, lors des épreuves comme des moments de partage ; seuls le talent, l'engagement et la volonté comptent.

La fraternité. La fraternité rappelle cette fraternité d'armes qui unit nos soldats, nos marins, nos aviateurs. Elle est cet élan collectif qui les anime et les pousse, toujours, à se dépasser. C'est cette fraternité, aussi, qui les aide à reprendre le combat, quelles que soient les circonstances, pour les autres, pour la France. C'est elle, enfin, qui unit les familles, crée cette solidarité unique qui permet à nos armées de se dépasser et de défendre notre pays.

Cent ans après la Grande Guerre, ce défilé est un point de passage. Il montre le visage déterminé de notre jeunesse, prête à servir pour son pays. Il fait le pont entre des siècles d'histoire, portés par nos drapeaux, nos rythmes et nos symboles, et des armées profondément modernes, vivant au pouls de la société et adaptées aux conflits d'aujourd'hui et de demain.

Chaque jour, partout dans le monde, des dunes du Sahel aux côtes des Antilles, des montagnes du Levant aux rues de nos villes, soldats, marins et aviateurs, se dévouent corps et âmes pour notre pays. Ce défilé rappelle à tous les Français l'engagement de nos forces. Il est l'occasion d'un hommage sincère et solennel. Mais alors que le vent dissipera les traces bleu-blanc-rouge des avions de la Patrouille de France au-dessus du ciel de Paris, je souhaite que cet hommage reste gravé dans nos esprits. Demain encore, des milliers de militaires effectueront leurs missions et risqueront leur vie pour notre sécurité et notre liberté, ne l'oublions jamais.

Florence Parly

9 h 20	9 h 30	9 h 45 	10 h 00	10 h 15	10 h 20
Fin de la mise en place des troupes à pied et motorisées sur le site Étoile/Champs-Élysées.	par les officiers généraux	détachements d'honneur	Arrivée du Président de la République, avenue de Friedland. Accueil par le général d'armée François Lecointre, Chef d'état-major des armées (CEMA) et le GMP. Revue des troupes.	Honneurs rendus au Président de la République place de la Concorde par le 1er Régiment d'infanterie (1er RI) de la garde républicaine. Accueil par le Premier ministre, M. Édouard Philippe, la ministre des Armées, M ^{mo} Florence Parly, la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, M ^{mo} Geneviève Darrieussecq, et le chef d'état-major particulier du Président de la République, l'amiral Bernard Rogel.	Animation d'ouverture

DÉROULEMENT DU DÉFILÉ

Le défilé est commandé par le général de corps d'armée Bruno Le Ray, Gouverneur militaire de Paris (GMP), officier général de la zone de défense et de sécurité en Île-de-France.

Il est précédé d'une animation mettant en scène un carrousel des formations spéciales de la garde républicaine réunissant fantassins, cavaliers et motocyclistes.

Après le défilé des avions, le défilé des troupes à pied débute par la mise à l'honneur du Japon et de Singapour dont les emblèmes défilent, de part et d'autre de l'emblème français. Sont également mises à l'honneur, les troupes ayant participé aux opérations de secours aux populations à la suite du passage de l'ouragan Irma.

Défilent ensuite les écoles militaires et celles du ministère de l'Intérieur, ainsi que des détachements de la gendarmerie nationale, des trois armées, du service de santé des armées, du commandement de la cyberdéfense, de la police nationale, des sapeurs-pompiers volontaires et professionnels, de l'administration pénitentiaire et de la douane française. Le défilé des troupes à pied est traditionnellement clôturé par la Légion étrangère qui parade sur un pas plus lent que les autres unités des armées françaises (88 pas/minute contre 116).

Le défilé des troupes à pied est suivi du défilé des hélicoptères, des troupes motorisées, puis des troupes montées.

Une animation musicale clôt le défilé. Elle sera réalisée par la musique des équipages de la Flotte, le chœur de l'armée française, les tambours de la garde républicaine ainsi que des jeunes du service militaire volontaire, du service civique et la cantatrice. Julie Cherrier.

10 h 35	10 h 45	11 h 00	11 h 25	11 h 30	11 h 40	11 h 45	12 h 00
Défilé des avions commandé par le général de division aérienne Vincent Cousin, commandant en second la défense aérienne et les opérations aériennes.	troupes à l'honneur.	pied commandé par		motorisées commandé	Défilé des troupes montées.	Animation de clôture.	Départ du Président de la République.

LE DÉFILÉ 2018 EN CHIFFRES

DÉFILÉ DES AVIONS

64 appareils:

- 53 de l'armée de l'air,
- 6 de la marine nationale,
- 2 de la sécurité civile,
- 3 étrangers.

DÉFILÉ DES TROUPES À PIED

4290 hommes et femmes.

DÉFILÉ DES TROUPES MOTORISÉES

220 véhicules dont 62 motos.

DÉFILÉ DES TROUPES MONTÉES

250 chevaux.

DÉFILÉ DES HÉLICOPTÈRES

30 appareils:

- 18 de l'aviation légère de l'armée de terre,
- 5 de l'armée de l'air,
- 2 de la marine nationale,
- 3 de la gendarmerie nationale,
- 2 de la sécurité civile.

RAPPEL HISTORIQUE DU DÉFILÉ MILITAIRE DU 14 JUILLET

Le 14 juillet 1790, les Fédérés partis de la place de la Bastille traversent Paris, précédés et suivis de la garde nationale, en direction du Champ-de-Mars où se déroule, dans un esprit d'union républicaine, la fête de la Fédération universelle de France qui commémore le premier anniversaire de la prise de la Bastille. Jusqu'au Directoire, l'aspect militaire du défilé ne constitue pas l'essentiel de la commémoration.

En 1797-1798 cependant, l'armée joue un rôle prédominant. Elle ne se contente pas de défiler, mais offre aux Parisiens une simulation de combat. À partir du Consulat (1799-1804), la célébration du 14 Juillet perd de son caractère populaire et voit le défilé militaire s'imposer. La date symbolique du 14 Juillet se voit même supplantée par des anniversaires liés à la vie de Bonaparte, voire plus tard à la monarchie restaurée. La Ille République remet le 14 Juillet à l'honneur. C'est avec le décret du 6 juillet 1880 que fêtes nationale et militaire coïncident sans être jamais plus dissociées.

De 1880 à 1914, la fête du 14 Juillet s'est déroulée à Longchamp. Interrompue pendant la première guerre mondiale, la célébration reprend en 1919 sur les Champs-Élysées.

Le 14 juillet 1939, dernier anniversaire avant la seconde guerre mondiale, marque aussi le 150° anniversaire de la Révolution. Les fêtes se déroulent du 12 au 16 juillet, rendant un triple hommage au drapeau, à l'armée et à l'empire. Un défilé de 300000 hommes a lieu de l'Arc de Triomphe à la Concorde.

Le défilé du 14 juillet 1945 marque la Victoire. Depuis cette date, les défilés du 14 Juillet sont l'occasion pour les armées de se présenter devant les Français et de mettre tout particulièrement à l'honneur les unités ayant participé aux opérations intérieures et extérieures.

De 1974 à 1979, le lieu de célébration du défilé varie :

- 14 juillet 1974 : Bastille-République

- 14 juillet 1975 : Cours de Vincennes

- 14 juillet 1976 : Champs-Élysées

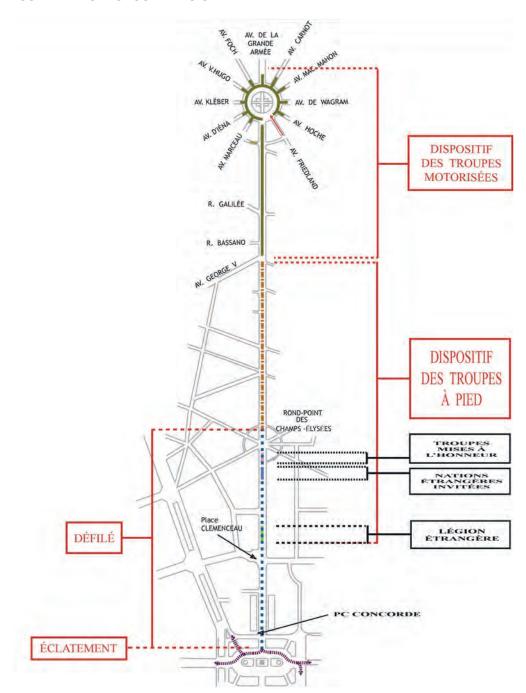
- 14 juillet 1977 : École militaire

- 14 juillet 1978 : Champs-Élysées

- 14 juillet 1979 : République-Bastille

Depuis 1980, les Champs-Élysées sont redevenus le cadre du défilé.

SCHÉMA DU DISPOSITIF DU SITE



DISPOSITIONS PRÉVUES POUR LA PRESSE

Accréditations pour le défilé du 14 Juillet

Les journalistes souhaitant se faire accréditer pour les tribunes réservées à la presse sont invités à se manifester auprès du comité de liaison de la presse.

Tel.: 06 27 31 13 35.

Courriel: contact@lecomitedeliaisondelapresse.fr

Ils peuvent également s'adresser au centre de presse du ministère des Armées - Délégation à l'information et à la communication de la Défense (DICoD).

Tél.: 09 88 67 33 33. Courriel: presse@dicod.fr

Les cartes d'accès pour les véhicules techniques doivent également être demandées au comité de liaison de la presse. Les véhicules privés ne sont pas admis.

Médiatisation du 14 Juillet

Le centre de presse du ministère des Armées coordonne l'ensemble des demandes concernant la médiatisation du défilé du 14 Juillet.

Pour tous renseignements ou demandes d'interview le 14 juillet sur les Champs-Élysées, vous pouvez contacter le centre de presse aux coordonnées suivantes : 09 88 67 33 33.

L'officier de presse en charge du traitement des demandes est le capitaine Philippe Schupp

Tél.: 09 88 67 29 85 — 06 89 16 39 28.

Courriel: presse@dicod.fr

Aide à la presse

Le 14 Juillet, les journalistes accrédités pourront librement circuler sur les Champs-Élysées et accéder aux troupes défilantes jusqu'à 08 h 30.

Les officiers de presse du ministère des Armées se tiendront à la disposition des journalistes sur les Champs-Élysées ainsi que dans les tribunes « presse ».

Répétitions

Une cellule presse consacrée aux reportages lors des répétitions est activée au cabinet du GMP du 2 au 12 juillet 2018 inclus. Elle a pour mission d'assurer la coordination des actions de communication des répétitions réparties en trois sites : Versailles-Satory (Yvelines), Brétigny-sur-Orge (Essonne) et Champs-Élysées. Centre presse principal Invalides :

Tél.: 01 44 42 37 20 — 01 44 42 37 21 — 01 44 42 52 15.

Courriel: 14juillet.gmp@amail.com

Opération de relations publiques

Une opération de relations publiques est organisée sur l'esplanade des Invalides le 14 juillet de 13h30 à 18h00 : «Les Français à la rencontre de leurs armées ». Elle permettra à la population de rencontrer les militaires défilants et leur matériel.

Commandant Jean-Christophe Pastor - Bureau communication du gouverneur militaire de Paris

Tél.: 01 44 42 43 79 — 06 65 39 15 91

Retrouvez plus d'informations sur le site internet dédié : «14 juillet 2018, les coulisses du défilé » https://www.garnison-paris.terre.defense.gouv.fr/14juillet2018

PARTICIPATION DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

Le ministère de la Culture participe traditionnellement à l'organisation de la cérémonie du 14 Juillet.

Sous l'Ancien Régime et au XIX° siècle, le service des bâtiments du Roi (ou de l'Empereur) était chargé de l'organisation des fêtes royales (ou impériales). Ce service, réorganisé par la République sous le nom de service des palais nationaux, a assuré l'organisation des cérémonies nationales. Par un décret de 1945, « l'ordonnance des cérémonies publiques » a été confiée à ce qui est maintenant la direction générale des patrimoines du ministère de la Culture.

Aujourd'hui, l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC), établissement public du ministère de la Culture, est chargé, sous la responsabilité de la sous-direction des monuments historiques et espaces protégés, de la mise en place de l'ensemble des tribunes sur les Champs-Élysées et la place de la Concorde, en collaboration avec le Mobilier National pour le mobilier de la tribune présidentielle.

MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLEGUÉE OPPIC

30, rue du Château des rentiers CS61336

75647 Paris cedex 13 Tél.: 01 44 97 78 00

Assistant à la maîtrise d'ouvrage (AMO OPPIC)

Jean-Jacques BOURGAIN 3, Square des Alizés 24, rue Caruel de Saint Martin 78150 Le Chesnay

FINANCEMENT

Ministère de la culture Direction générale des patrimoines Sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés

182, rue Saint-Honoré 75001 Paris

MOBILIER TRIBUNE PRÉSIDENTIELLE Mobilier National

1, rue Barbier-du-Mets 75013 Paris

ORGANISATION TECHNIQUE DU CHANTIER Maîtrise d'œuvre

Groupement:

- GECELE ARCHITECTURE (mandataire) 19, rue Jean Bleuzen 92170 Vanves
- GEC INGENIERIE
 134 bis, rue du vieux pont de Sèvres
 92100 Boulogne-Billancourt
- DELTA PARTNERS 17, rue du Colisée 75008 Paris
- CASSO & ASSOCIES 52, rue Jacques Hillairet 75612 Paris cedex 12

Contrôleur technique

Bureau Veritas – Agence Paris 21/23, rue des Ardennes 75936 Paris cedex 19

Coordonnateur SPS

ACOR ETUDES
130, avenue Joseph Kessel
78960 Voisins le Bretonneux

ENTREPRISES

Tribunes - Habillage - Mobilier

Groupement:

- GI Events Services
 Hall Expo route d'Irigny –
 ZI Nord-BP 40
 69530 Brignais
- Jaulin SA 10, rue Lindbergh 91380 Chilly-Mazarin

Charpentes métalliques

Nomandie Structures ZI Porte Rouge 27150 Etrepagny

Électricité - Balisage

Bouygues énergies & services 20, route de la Longueraie 91270 Vigneux-sur-Seine

Contrôle d'accès - Gardiennage

V.I.P. sécurité 94, avenue Victor Hugo 92100 Boulogne-Billancourt

CONCEPTION DE LA TRIBUNE PRÉSIDENTIELLE DORNER DESIGN

Marie-Christine Dorner 34, rue Saint-Dominique 75007 Paris

SOMMAIRE DE L'OUVERTURE DU DÉFILÉ

Revue des troupes		9
Honneurs rendus au Président de la République	2	1
Animation d'ouverture	2	3

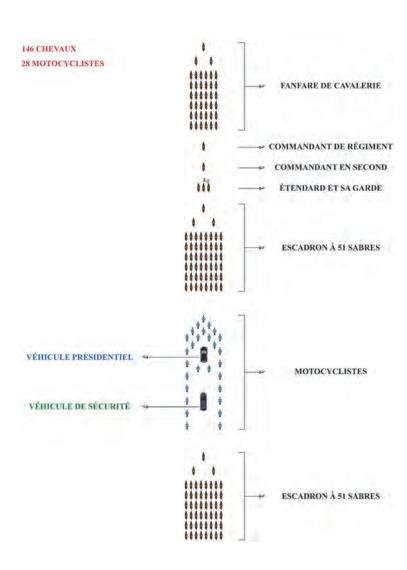
NOTES

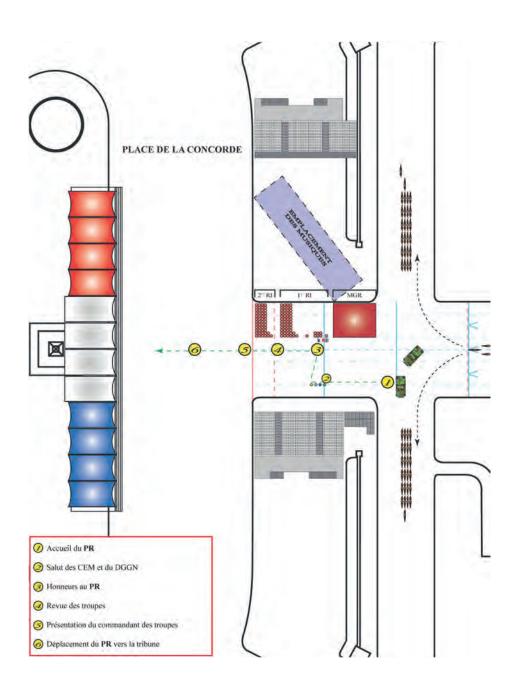
REVUE DES TROUPES

La revue des troupes est passée par le Président de la République, à bord d'un Véhicule léger de reconnaissance et d'appui (VLRA).

Dans le VLRA prennent place le Président de la République, le Chef d'état-major des armées (CEMA) et l'aide de camp du Président de la République.

Le Gouverneur militaire de Paris, son aide de camp et son porte-fanion se placent dans un second VLRA. Les deux VLRA s'insèrent au sein de la grande escorte montée et motorisée de la garde républicaine qui débute immédiatement son mouvement.





HONNEURS RENDUS AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Président de la République descend du VLRA, suivi par le CEMA.

Il est accueilli par le Premier ministre, la ministre des Armées, la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, et le chef d'état-major particulier du Président de la République.

Le GMP descend du second VLRA et rejoint le Président de la République.

Le Président salue les trois chefs d'état-major de chaque armée ainsi que le directeur général de la gendarmerie nationale.

Le Président de la République se dirige vers le drapeau du 1er régiment d'infanterie de la garde républicaine.

La Musique joue Aux Champs pendant le déplacement puis La Marseillaise lorsque les autorités ont rejoint leurs emplacements.

Le drapeau s'incline à l'horizontale.

Le Président de la République passe le détachement d'honneur en revue.

La musique joue la Marche de la garde consulaire à Marengo.

En fin de revue, le Président de la République se retourne pour recevoir le salut du colonel commandant le 1^{er} RI de la garde républicaine.

Le Président de la République gagne la tribune officielle.

NOTES

ANIMATION D'OUVERTURE

Cette année, l'animation d'ouverture du défilé du 14 Juillet met à l'honneur les formations spéciales de la garde républicaine. Pour la première fois, les trois unités de la garde républicaine, montée, à pied et motorisée seront réunies pour réaliser un carrousel.

Accompagnés par 60 militaires de la musique de la garde républicaine, également rattachée au 1er régiment d'infanterie, 16 fantassins, huit motocyclistes et huit cavaliers enchaîneront une succession de figures où justesse et virtuosité des déplacements et du maniement des armes illustreront le professionnalisme des différentes unités regroupées spécialement pour le 14 Juillet.

Les différents tableaux présentés dans ce carrousel du XXI^e siècle allient tradition et modernité: tradition par le port de la tunique et des coiffes des cavaliers et fantassins dont l'origine remonte aux siècles derniers, modernité et innovation par la dynamique des motocyclistes et les figures toujours renouvelées des différents carrousels de la garde républicaine.

NOTES

DÉFILÉ DES AVIONS

Le défilé des avions du 14 Juillet met à l'honneur les aéronefs participant à la protection du territoire national ou engagés en opération extérieure. 64 aéronefs défilent dont 53 de l'armée de l'air, six de la marine nationale, deux de la sécurité civile et trois étrangers.

La Patrouille de France (PAF) ouvre chaque année le défilé. Unité ambassadrice de l'armée de l'air, elle survole l'avenue des Champs-Élysées en formation « Big Nine ».

Les formations présentées mettent en avant les différentes missions de l'armée de l'air, de la marine nationale et de la sécurité civile comme la protection du territoire, la projection de force, le renseignement, le secours d'urgence, mais aussi la formation et l'entraînement.

Un avion d'entraînement avancé M346 de l'armée de l'air de la République de Singapour, un Alphajet de la composante air belge, ainsi qu'un A400M de l'armée de l'air allemande défileront aux côtés des aéronefs français afin d'illustrer les liens qui unissent nos pays.

Le défilé des avions est clôturé par l'équipe de voltige de l'armée de l'air qui sera mise à l'honneur à l'occasion de son cinquantième anniversaire.

QUELQUES CHIFFRES

Altitude

Environ 1000 pieds, soit 305 mètres.

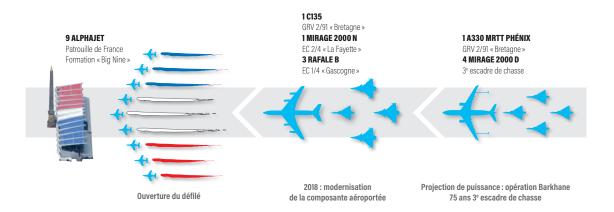
Vitesse

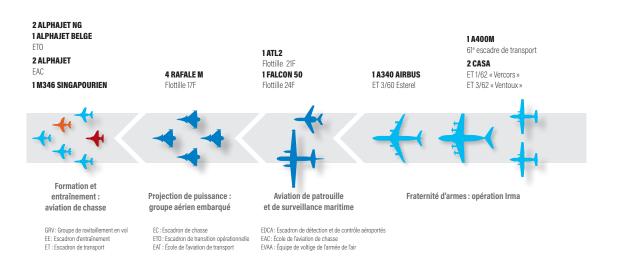
Avions de chasse: 300 nœuds, soit environ 550 km/h; Avions de chasse marine: 280 nœuds, soit environ 520 km/h; Avions de patrouille maritime: 200 nœuds, soit environ 370 km/h; Avions de transport: 180 nœuds, soit environ 330 km/h.

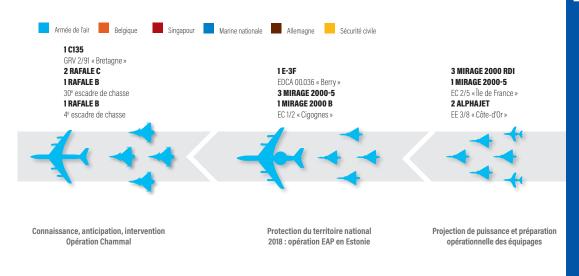
Distances

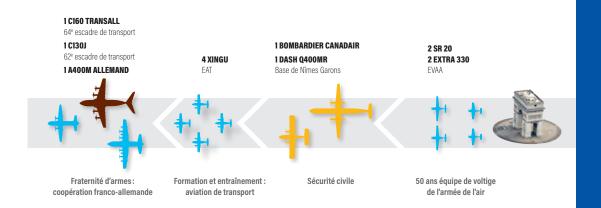
Élongation du défilé des avions : environ 50 km; Entre deux blocs d'avions : environ 6 km; Entre les aéronefs : de 5 m à environ 10 m; La Défense - Place de la Concorde : environ 7 km.

Ouverture du défilé









Clôture du défilé

NOTES

PRÉSENTATION DES BLOCS



OUVERTURE DU DÉFILÉ

La Patrouille de France (PAF) ouvre chaque année le défilé militaire du 14 Juillet. Composée de neuf pilotes, l'unité ambassadrice de l'armée de l'air survole l'avenue des Champs-Élysées en formation « Big Nine ». Elle dessine sur son passage le drapeau tricolore grâce à un pod fumigène fixé sous le ventre de ses Alphaiet.



2018: MODERNISATION DE LA COMPOSANTE NUCLÉAIRE AÉROPORTÉE

Les Forces aériennes stratégiques (FAS) assurent depuis 1964, de manière ininterrompue, la permanence opérationnelle de la composante aéroportée de la dissuasion nucléaire française, une mission fondamentale de l'armée de l'air. Tout en respectant le contrat de posture nucléaire, elles interviennent également sur l'ensemble du spectre des missions conventionnelles des armées françaises. Elles réalisent par exemple des missions offensives dans la profondeur, au travers de raids de longue durée. Le bloc qui défile est constitué d'un avion ravitailleur C135 du groupe de ravitaillement en vol 2/91 «Bretagne», suivi d'un Mirage 2000N de l'Escadron de chasse (EC) 2/4 «La Fayette», et de trois Rafale de l'EC 1/4 «Gascogne». Dans le cadre de la LPM 2019-2025, la composante aéroportée de la dissuasion nucléaire poursuivra sa modernisation, avec le passage à un porteur unique dès 2018, le Rafale, et la rénovation à mi-vie du missile air-sol moyenne portée amélioré (ASMPA). Après 30 ans de service, le Mirage 2000N sera prochainement retiré du service.



PROJECTION DE PUISSANCE : OPÉRATION BARKHANE 75 ANS DE LA 3º ESCADRE DE CHASSE

La projection de puissance permet l'intervention immédiate et l'entrée en premier sur une zone de conflit. Essentielle à toute action aérienne en autonomie, elle permet à l'armée de l'air d'agir loin et sans délai grâce au déploiement de moyens de renseignement et d'intervention. Cette projection de puissance repose sur un tandem composé de chasseurs et de ravitailleurs, indispensables à toutes opérations extérieures. Pour illustrer cette capacité socle de l'armée de l'air, le bloc défilant comporte un A330 MRTT (Multi Role Tanker Transport), nouvel aéronef multirôle qui sera livré en octobre prochain. Il assurera les missions de transport de personnel et de fret, de ravitaillement en vol, de relais de renseignement et sera un acteur central de la mission de dissuasion aéroportée. Il est suivi par quatre Mirage 2000D de la 3° escadre de chasse dont les unités fêtent cette année leur 75° anniversaire. Ils sont engagés sans discontinuer sur tous les théâtres d'opération depuis 2002, en particulier aujourd'hui dans le cadre de l'opération Barkhane, et plus largement sur le théâtre d'Afrique centrale et de l'Ouest, où ils y effectuent des missions de combat, d'appui aérien ou encore de renseignement au profit des troupes déployées au sol.



CONNAISSANCE, ANTICIPATION, INTERVENTION: OPÉRATION CHAMMAL

Avion de combat multirôle, le Rafale remplit à lui seul les principales missions confiées à l'aviation de chasse: la défense aérienne, le bombardement, la reconnaissance et la dissuasion. Ses capteurs embarqués ou l'emport de pods de reconnaissance permettent notamment la mise en œuvre d'une des capacités essentielles de l'armée de l'air : le renseignement, qui accompagne la prise de décision jusqu'à l'action. Engagé dans l'opération Chammal depuis plus de trois ans, il y fait la démonstration de ses exceptionnelles qualités opérationnelles. Les aviateurs de l'armée de l'air mènent ainsi un combat ininterrompu contre les positions de Daech au Levant depuis la base aérienne projetée en Jordanie. Ils y démontrent leur capacité à produire dans la durée des effets de portée stratégique et à réduire les défenses de l'ennemi.

Pour illustrer cette capacité, quatre Rafale (trois Rafale C biplace et un Rafale B monoplace) de la 30° escadre de chasse défilent ensemble, précédés d'un avion ravitailleur C135 du groupe de ravitaillement en vol 2/91 «Bretagne» dont les missions de ravitaillement en vol sont indispensables aux opérations.



La posture permanente de sûreté aérienne de l'armée de l'air est une mission permanente et prioritaire de l'armée de l'air. Discrète, elle est néanmoins indispensable à la défense du territoire national. Elle vise à surveiller l'espace aérien et ses approches, évaluer la menace et fournir aux autorités des éléments d'appréciation de la situation aérienne. Elle garantit la souveraineté de l'espace aérien national et permet de diffuser l'alerte en cas de danger spatial ou aérien. Pour assurer cette mission permanente, l'armée de l'air mobilise un vaste dispositif composé de radars, de centres de contrôles et d'aéronefs prêts à décoller à tout moment. Un Awacs E-3F de l'escadron de détection et de commandement aéroporté 00/036 «Berry» et quatre Mirage 2000-5 de l'EC 1/2 «Cigognes» défilent ensemble pour illustrer cette mission prioritaire. Quatre Mirage 2000-5 de l'EC 1/2 «Cigognes» sont par ailleurs déployés par la France, depuis le 30 avril 2018, dans le cadre de la mission enhanced Air Policing (eAP), sur la base d'Àmari en Estonie. Mission de police du ciel de temps de paix réalisée dans le cadre de l'OTAN, eAP complète le dispositif Baltic Air Policing et renforce la présence alliée dans les zones d'exclusivité aérienne des États baltes. En renouvelant son engagement un an après son déploiement dans le cadre de Baltic Air Policing en 2017, la France montre que sa solidarité envers ses alliés ne faiblit pas.

PROJECTION DE PUISSANCE ET PRÉPARATION OPÉRATIONNELLE DES ÉQUIPAGES

Les aviateurs, pilotes et mécaniciens, bénéficient d'une préparation opérationnelle d'excellence qui leur fournit les aptitudes nécessaires pour mener à bien leurs missions. L'escadron d'entraînement 3/8 « Côte d'Or » met en œuvre les Alphajet destinés à l'entraînement au combat des escadrons de chasse. C'est le seul escadron dédié à la mission « Red Air », dont l'objectif est de simuler une action ennemie de qualité pour entraîner les pilotes et les confronter à tous types de menaces. En charge des missions de défense aérienne et d'appui-feu, l'EC 2/5 «Île-de-France » assure également la transformation des pilotes sur Mirage 2000 c'est-à-dire la formation des jeunes pilotes permettant le passage de leur avion d'entraînement à l'avion de chasse sur lequel ils seront opérationnels durant leur carrière. Le bloc défilant, composé de quatre Mirage 2000 et de deux Alphajet, illustre la préparation opérationnelle des équipages de l'armée de l'air qui participent par ailleurs tout au long de l'année à des exercices d'envergure destinés à les maintenir au plus haut niveau et à accroître leur efficacité opérationnelle, individuellement et en coalition.



FORMATION ET ENTRAÎNEMENT : AVIATION DE CHASSE

Tout au long de leurs carrières, les aviateurs bénéficient d'une formation et d'un entraînement d'excellence, leur assurant d'être toujours opérationnels et de pouvoir réaliser leurs missions exigeant réactivité et endurance. Les jeunes pilotes de chasse sont formés à l'École d'aviation de chasse (EAC) à Tours sur Alphajet. Après y avoir obtenu leur brevet de pilote de chasse, ils continuent leur progression à l'École de transition opérationnelle (ETO) de Cazaux, où leur sont enseignées les bases du combat aérien.

Deux Alphajet de l'EAC et trois Alphajet de l'ETO, dont un belge (les pilotes de chasse de la composante air de l'armée belge y sont actuellement formés), composent ce bloc. Ils sont accompagnés d'un M346 singapourien du 150° Squadron stationné sur la base aérienne de Cazaux. Depuis 20 ans en effet, un détachement de l'armée de l'air singapourienne y est stationné pour effectuer la formation de ses pilotes de chasse.



PROJECTION DE PUISSANCE : GROUPE AÉRIEN EMBARQUÉ

Les Rafale marine de la flottille 17F, avions de combat les plus modernes en service en France, participent principalement, depuis le porte-avions, à la maîtrise de l'espace aérien et à la projection de puissance depuis la mer. Ils se sont déployés sur le porte-avions américain USS George H.W. Bush au mois de mai afin de permettre aux pilotes et techniciens de s'entraîner en conditions réelles avant le retour à la mer du Charles-de-Gaulle. Grâce à la liberté des mers et à la mobilité conférées par un porte-avions, le Rafale Marine représente un outil majeur de projection de puissance. Avec quatre Rafale marine, le bloc défilant met en lumière le bras armé du porte-avions Charles-de-Gaulle : son groupe aérien embarqué.



AVIATION DE PATROUILLE ET DE SURVEILLANCE MARITIME

L'aviation de patrouille et de surveillance maritime est une mission assurée par la flottille 21F d'Atlantique 2 et la flottille 24F de Falcon 50 marine, toutes deux basées à Lann-Bihoué (Morbihan). Les Atlantique 2 sont des avions spécialement conçus pour détecter des sous-marins. Plus généralement, ils réalisent des missions de recueil de renseignement et de frappe au-dessus de la mer, mais également au-dessus de la terre, comme au Sahel (opération Barkhane) ainsi qu'en Irak et en Syrie (opération Chammal). Les Falcon 50M sont des appareils essentiels pour assurer la défense maritime du territoire. Ils surveillent les approches maritimes au quotidien, assurent la lutte contre les pollutions maritimes, la surveillance et la lutte contre les trafics illicites, et contribuent au sauvetage en mer. Un Atlantique 2 et un Falcon 50M défilent côte à côte.



FRATERNITÉ D'ARMES: OPÉRATION IRMA

Le passage de l'ouragan Irma aux Antilles a nécessité une mobilisation exceptionnelle de moyens aériens. De nombreux avions de l'armée de l'air, basés en métropole ou en Guyane, ont permis l'acheminement de 1 200 secouristes et de 110 tonnes de fret ainsi que l'évacuation de plus de 3 000 personnes. L'ensemble des forces déployées a ainsi agi avec un seul but commun : secourir et protéger les populations, rétablir rapidement les communications et multiplier les ravitaillements en eau et en vivres. L'A400M Atlas, avion de transport tactique à élongation stratégique de nouvelle génération, a ainsi participé à sa première mission humanitaire et a confirmé sa plus-value indéniable. Le bloc défilant est composé d'un A340 Airbus de l'escadron de transport 3/60 « Esterel », d'un A400M Atlas de la 61° escadre et de deux Casa CN 235 de l'escadron de transport 1/62 « Vercors » et de l'escadron de transport 3/62 « Ventoux », mettant ainsi à l'honneur la contribution des aviateurs dans l'opération Irma.



FRATERNITÉ D'ARMES : COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE

La coopération franco-allemande se concrétise au quotidien, tout particulièrement dans le domaine du transport aérien militaire, avec la formation commune des équipages et des mécaniciens, l'organisation d'exercices conjoints afin de développer l'interopérabilité des deux armées, la mise en commun de moyens dans le cadre de l'European Air Transport Command (EATC) ou encore la conduite de missions en opérations extérieures. Le bloc défilant se compose de plusieurs aéronefs franco-allemands, dont le Transall, qui a fêté ses 50 ans à la fin de l'année 2017. Il est suivi d'un A400M de la Luftwaffe et un C130J de l'armée de l'air. Ce demier, livré en janvier demier, est un symbole fort de l'Europe de la Défense et sera à l'origine de la création du premier escadron franco-allemand sur la base aérienne d'Évreux en 2021.



FORMATION ET ENTRAÎNEMENT : AVIATION DE TRANSPORT

Tout comme pour les pilotes de chasse, l'armée de l'air attache une importance capitale à la formation de ses pilotes de transport. Implantée sur la base aérienne 702 d'Avord, l'école de l'aviation de transport assure aux futurs pilotes une formation et un entraînement qui répondent en permanence aux exigences opérationnelles. La formation s'effectue sur Xingu EMB 121, un petit bimoteur avec un cockpit équipé d'une double commande. À l'issue, les élèves poursuivront jusqu'à la dernière phase de leur entraînement la transformation sur un des avions de transport de l'armée de l'air. Quatre Xingu de l'école sont présentés dans ce bloc.



SÉCURITÉ CIVILE

Les avions de la sécurité civile interviennent sur le territoire national, en Europe et partout dans le monde dans la lutte contre les incendies. En 2017, ils ont notamment renforcé les flottes du Portugal et de l'Italie sur les dramatiques feux de forêts qui ont affecté ces deux pays. Les bombardiers Canadair CL415 sont des avions amphibies avec une capacité d'emport de 6500 litres. Utilisés en priorité pour l'attaque directe des incendies, ils peuvent aussi intervenir dans le cadre du guet aérien. La rapidité de leurs rotations après écopage est un de leurs atouts incontestables. En 2017, ils ont effectué 9000 largages sur feux. Les bombardiers Dash Q400 MR disposent quant à eux de réservoirs amovibles, permettant de contenir ou de retarder l'eau. Hors période «feux de forêts», ils assurent la projection de détachements pour conduire des missions de sécurité civile. Au nombre de deux actuellement, ils remplaceront progressivement les Trackers. La commande de six nouveaux avions de ce type a été officialisée en janvier demier. Un bombardier Canadair et un Dash Q400 défilent côte à côte.



50 ANS DE L'ÉQUIPE DE VOLTIGE DE L'ARMÉE DE L'AIR

Les deux Extra 330 de l'Équipe de voltige de l'armée de l'air (EVAA) sont mis à l'honneur à l'occasion du cinquantième anniversaire de cette ambassadrice. Depuis 1968, l'équipe de voltige évolue dans le ciel du monde entier réalisant de multiples figures gyroscopiques, soulignées par un panache tricolore. Dans cette discipline extrêmement exigeante, les pilotes témoignent d'un très grand savoir-faire à bord de leur aéronef, un savoir-faire que détiennent plus généralement l'ensemble des pilotes de l'armée de l'air.

Troupes à l'honneur

SOMMAIRE DES TROUPES À L'HONNEUR

Emblèmes du Japon et de Singapour		 			 	 						 		35
Opération Irma	 	 	 	 	 	 						 		39

NOTES

EMBLÈMES DU JAPON ET DE SINGAPOUR

Le défilé du 14 juillet 2018 met à l'honneur le Japon, la République de Singapour et les relations qui unissent ces deux pays à la France. Leurs emblèmes défilent aux côtés de l'emblème français.

JAPON

L'année 2018 marque le 160° anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et le Japon. Les relations militaires, technologiques et industrielles des deux pays, qui remontent à l'ère Meiji, sont en plein essor. La rencontre de janvier 2018 entre les ministres de la Défense et des Affaires étrangères de chaque pays a ouvert une page nouvelle de notre coopération, basée sur une ambition partagée. Les ministres ont réaffirmé lors de cette 7° session du dialogue au format «2+2», leur volonté commune de renforcer le « partenariat d'exception », dans un contexte de dégradation de l'environnement sécuritaire marqué par la modernisation et le renforcement des capacités militaires de pays voisins.

La France et le Japon souhaitent poursuivre et renforcer leur coopération maritime, domaine privilégié du fait de la forte présence française en Indo-Pacifique. Les deux pays partagent les mêmes analyses sur les grands sujets de préoccupation régionaux, notamment la mer de Chine méridionale, où ils sont attachés à faire valoir le droit maritime international.

Cette relation de qualité se concrétise notamment par les escales de la marine nationale dans l'archipel japonais, et le succès du premier exercice conjoint ARC 17, conduit par la France et les États-Unis avec le Japon et le Royaume-Uni en 2017 à proximité du Japon et des îles de Guam et Tinian. Les deux pays ont convenu d'intensifier le partage d'informations sur les programmes d'activités dans ce domaine, afin de mettre à profit toutes les opportunités d'interactions opérationnelles. La Mission Jeanne d'Arc (un bâtiment de projection et de commandement, et une frégate) se déploie également tous les ans en Asie du Sud-Est et conduit à cette occasion de nombreux exercices avec les marines locales dont celle du Japon.

Récemment un avion de patrouille maritime japonais P1 a été déployé sur la base aéronautique navale de Lann Bihoué où il a pu interagir avec un avion Atlantique 2 français. La récente visite de l'amiral Murakawa, chef d'état-major de la force maritime d'auto-défense japonaise, reçu par l'amiral Prazuck, chef d'état-major de la marine française le jeudi 31 mai à Toulon, témoigne également de la dynamique de ces relations.

Dans le domaine de l'armement, l'accord global conclu entre les deux pays dans le cadre des négociations lancées en 2017 pour un Accord d'acquisition et de soutien logistique (ACSA) va dynamiser encore la coopération.

La France et le Japon se rejoignent sur leur engagement commun contre le terrorisme, par l'adoption de mesures destinées à prévenir l'extrémisme et à lutter contre la constitution de filières terroristes et leurs sources de financement.

Enfin, une coopération dans le domaine de la cybersécurité a également été initiée dès 2014, les deux pays partageant leur analyse des menaces qui pèsent actuellement sur nos sociétés ainsi que les politiques qu'ils mettent en œuvre.

SINGAPOUR

La France et la République de Singapour entretiennent depuis plus de 50 ans une coopération bilatérale de défense en pleine expansion, qui s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique signé en 2012. Les deux pays sont des partenaires majeurs en matière de coopération opérationnelle et industrielle, notamment dans les domaines maritime et aérien. Ils entretiennent un dialogue nourri sur les questions de défense et de sécurité.

La France et la République de Singapour ont souligné l'excellente tenue de la coopération bilatérale, lors de la 17° session du dialogue stratégique qui s'est tenue en janvier 2018 à Paris. À cette occasion et en matière d'innovation, les échanges entre la Defence Technology Community de Singapour et la direction générale de l'armement ont permis la mise au point de solutions technologiques innovantes pour la défense et la sécurité que ce soit dans les domaines des véhicules navals autonomes, de la robotique, de l'observation spatiale ou de la lutte contre les menaces biologiques et chimiques.

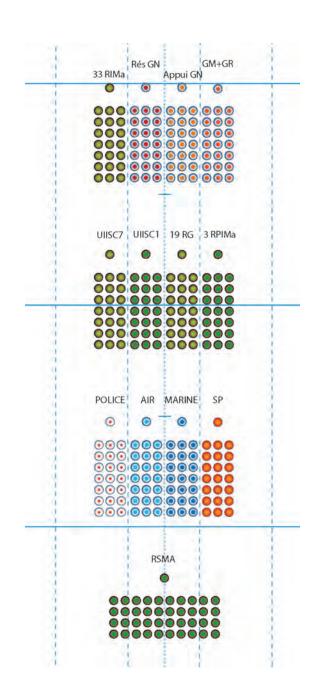
La coopération dans le domaine de la formation aérienne s'est développée autour de l'accueil sur la base aérienne 120 (BA 120) de Cazaux, de l'école de chasse singapourienne. Le Squadron 150 fête en 2018 ses 20 ans d'implantation sur la BA 120 et de coopération avec l'armée de l'air française. Chargé de la formation avancée des pilotes de chasse singapouriens, le détachement compte environ une centaine de personnes. Au total, une communauté d'environ 300 personnes, familles incluses, vivent au sud du bassin d'Arcachon, soit la plus importante communauté singapourienne en Europe.

La sécurité maritime fait également l'objet d'une coopération solide. L'exercice bilatéral de contre-terrorisme maritime Black Arrow se déroule chaque année entre les forces spéciales des deux pays. Par ailleurs cette coopération a récemment été étendue aux opérations de sécurisation des routes maritimes dans le golfe d'Aden et en Asie du Sud-Est. La France et Singapour ont participé à un exercice maritime commun à l'occasion de la présence de la Mission Jeanne d'Arc sur place en 2018.

Par ailleurs, la cyberdéfense a été placée au cœur des discussions bilatérales en janvier 2018. Les deux pays ont décidé de donner la priorité à cette question qui a fait l'objet d'une déclaration commune.

Dans le domaine de l'armement, la République de Singapour est l'un des tout premiers partenaires de la France. En matière d'acquisition, le partenariat stratégique s'est concrétisé dès 2013 par la signature du contrat de modernisation de la défense aérienne terrestre avec le missile ASTER 30, l'acquisition de six frégates furtives de la classe *Formidable* (dont cinq ont été construites à Singapour) ainsi que par le choix de Singapour pour l'A330 Multi Role Tanker Transport d'Airbus (MRTT).

La France et la République de Singapour partagent enfin la même analyse sur plusieurs menaces communes. Les deux pays sont conjointement engagés dans la coalition contre Daech pour lutter contre le terrorisme.



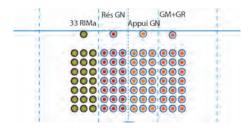
OPÉRATION IRMA

Le défilé du 14 Juillet met cette année à l'honneur l'engagement des forces armées et des services de l'État aux Antilles, à la suite du passage de l'ouragan Irma, qui a dévasté les îles françaises de Saint-Martin et Saint-Barthélémy dans la nuit du 5 au 6 septembre 2017.

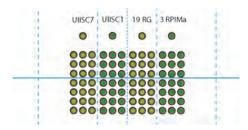
Un dispositif aérien, terrestre et maritime considérable a été déployé pour répondre le plus efficacement et le plus rapidement possible à l'urgence des besoins des populations sinistrées. Réalisée en appui des services de l'État, cette opération a engagé des moyens considérables depuis les Antilles, la Guyane et la métropole.

Les forces du ministère des Armées, du ministère de l'Intérieur et du ministère des Outre-mer ont participé, ensemble, aux opérations de secours d'urgence et d'aide aux populations, au transport de fret par voies maritime et aérienne, au maintien de la sécurité, et à la reconstruction d'urgence.

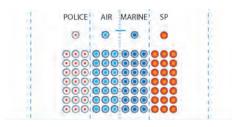
305 hommes et femmes défilent aujourd'hui illustrant la complémentarité des moyens matériels et humains engagés au service des populations à la suite à cet événement climatique hors-normes.



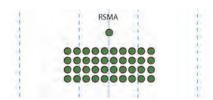
- un détachement du 33e régiment d'infanterie de marine
- un détachement de gendarmes de la réserve territoriale de la gendarmerie nationale
- un détachement de gendarmes de diverses unités
- un détachement de gendarmes mobiles et gardes républicains



- un détachement de l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n°7
- un détachement de l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n°1
- un détachement du 19e régiment du génie
- un détachement du 3° régiment de parachutistes d'infanterie de marine



- un détachement de la police nationale
- un détachement de l'armée de l'air
- un détachement de la marine nationale
- un détachement de sapeurs-pompiers



- un détachement du régiment du service militaire adapté

S'appuyant sur les Forces armées aux Antilles (FAA) et en Guyane (FAG), les armées avaient anticipé l'opération. Un détachement de l'armée de terre a été pré-positionné à Saint-Martin deux jours avant le passage de l'ouragan, avec des moyens de secours d'urgence. Les frégates de surveillance Ventôse et Germinal de la marine nationale, ainsi que des hélicoptères de manœuvre Puma et des avions de transport Casa de l'armée de l'air, ont été mis en alerte. Les armées ont réagi immédiatement au passage de l'ouragan, en participant aux tout premiers secours aux populations. Un avion de reconnaissance maritime Falcon 50 a également contribué à l'évaluation de la situation sur les deux îles dès la fin du passage de l'ouragan.

Démontrant les capacités de réaction immédiate des armées, la réponse a également été organisée depuis la métropole. En projetant des aéronefs CASA, A400M, A310 et A340, l'armée de l'air a mis en place un pont aérien continu sans précédent entre Saint-Martin, les autres îles des Antilles françaises et la métropole. Près de 400 rotations aériennes ont permis d'acheminer 1 200 secouristes, 110 tonnes de fret humanitaire, et d'évacuer 3 000 personnes.

La marine nationale a notamment mobilisé le Bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Tonnerre* équipé de son hôpital de campagne, embarquant à son bord 300 militaires en renfort, 4 hélicoptères, près de 150 véhicules civils et militaires dont les moyens lourds du génie de l'armée de terre, ainsi que des moyens d'hébergement et de désalinisation. Les moyens de la marine nationale engagés ont acheminé plus de 1 000 tonnes de fret sur l'île de Saint-Martin.

L'armée de terre a déployé des unités appartenant à l'échelon national d'urgence. 1 500 soldats ont directement participé aux opérations de secours terrestre à Saint-Martin, accompagnés de moyens lourds du génie et d'hélicoptères Puma et Caïman acheminés de métropole par voie maritime et aérienne. Ces moyens ont contribué au renforcement de la sécurité et à la reconstruction d'urgence des infrastructures de l'île. Ils ont été engagés aux côtés des services de l'État dans 18 chantiers de reconstruction achevés en moins de 15 jours, comprenant la réalisation d'une cité administrative et la construction d'une piste d'accès à un site isolé.

Présent aux Antilles, le régiment du service militaire adapté (subordonné au ministère des Outre-mer) a, quant à lui, largement contribué au déblaiement des routes et à l'acheminement d'eau potable avec l'engagement de plus de 500 cadres et volontaires.

La gendarmerie nationale a été mobilisée dès les premières phases de secours et continue de l'être. Avec plus de 700 gendarmes déployés simultanément au plus fort de la crise, la projection immédiate des effectifs a notamment permis une baisse immédiate des actes d'appropriation frauduleux, la sécurisation des axes de circulation et sites sensibles, ou encore l'escorte des autorités et le contrôle des zones.

Dès les premières heures de l'ouragan, la police nationale a été engagée et a porté assistance à de nombreux sinistrés. Une quarantaine de policiers de la police aux frontières et du groupe d'intervention de la police nationale Antilles-Guyane a été dépêchée pour assurer la protection des personnes et des biens.

Les pompiers ont été mobilisés avant même l'arrivée des événements cycloniques. La sécurité civile, avec plus de 50 de ses membres du personnel des unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile, appuyée d'une dizaine de sapeurs-pompiers territoriaux, a aidé les populations à se préparer aux événements et à se protéger. Ils sont venus au secours des populations dès la fin de l'alerte cyclonique. Les effectifs des sapeurs-pompiers ont ensuite été renforcés et 650 sapeurs-sauveteurs et sapeurs-pompiers ont au total été engagés. Ils ont contribué à la distribution d'eau et de vivres, ainsi qu'à la remise en état des infrastructures.

SOMMAIRE DES TROUPES À PIED

Écoles Militaires	
École polytechnique	. 4
École des officiers de la gendarmerie nationale	
École spéciale militaire de Saint-Cyr	. 49
École militaire interarmes	. 5
École navale	
École de l'air	
Écoles du commissariat des armées	. 5
Écoles du service de santé des armées	. 59
École de gendamerie de Tulle	. 6
École nationale des sous-officiers d'active	
École de maistrance	. 6
École de formation des sous-officiers de l'armée de l'air	. 6
Gendarmerie nationale	
1er et 2e régiments d'infanterie de la garde républicaine	. 69
Armée de terre	
27º bataillon de chasseurs alpins	7
4º régiment de chasseurs	
93e régiment de chasseurs 93e régiment d'artillerie de montagne	
1ª régiment de spahis.	
2º régiment de dragons.	
121° régiment du train.	
Escadrons d'instruction élémentaire de conduite	
Régiment du service militaire adapté de Mayotte	
neginent du service militaire adapte de Mayotte	. 0
Marine nationale	
Frégate de défense aérienne Forbin	. 8
Sous-marin nucléaire lanceur d'engins Le Vigilant et unités de soutien	. 89
Flottilles 17F et 21F	. 9
Armée de l'air	
Base aérienne 107	Q,
Base aérienne 709	
	. 0
Service de santé des armées	
Hôpitaux d'instruction des armées	. 9
Cyberdéfense	
Commandement de la cyberdéfense	Q
Commandament de la cyberdelense	
Police nationale	
Drapeau de la direction générale de la police nationale	10
École nationale supérieure de la police	10
École nationale de police de Nîmes et	
École nationale d'application de la police nationale de Toulouse	10
Consume normalism	
Sapeurs-pompiers École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers	10
11e bataillon des sapeurs-pompiers de France.	
Brigade de sapeurs-pompiers de Paris	
	1.1
Administration pénitentiaire et douane française	
Administration pénitentiaire	
Douane française	118
Légion étrangère	
Pionniers de la Légion étrangère	11
Musique de la Légion étrangère.	
2º régiment étranger d'infanterie.	



ÉCOLE POLYTECHNIQUE

- Le modèle stratégique de l'École polytechnique repose sur trois piliers : enseignement, recherche, développement économique.
- L'innovation et l'entreprenariat sont des axes majeurs du développement de l'École qui a accompagné 50 start-up technologiques par le biais du Drahi-X Novation Center en 2017.
- L'École polytechnique est reconnue parmi les meilleures universités mondiales de sciences et technologies (4° université mondiale du classement «small universities» et 16° université la plus internationale au monde selon le Times Higher Education).

Lieu d'implantation : Palaiseau (Essonne).

Date de création: 1794.

Devise: «Pour la Patrie, les sciences et la gloire».

Subordination organique : sous la tutelle directe du ministère des Armées.

Mission: largement internationalisée, l'École polytechnique, dite «l'X», associe recherche, enseignement et innovation au meilleur niveau scientifique et technologique. Sa formation promeut une culture d'excellence à forte dominante scientifique, ouverte sur une grande tradition humaniste.

À travers son offre de formation, elle forme des décideurs en les exposant à la fois au monde de la recherche et à celui de l'entreprise.

Avec ses 22 laboratoires, dont 21 sont des unités mixtes de recherche avec le CNRS, le centre de recherche de «l'X»

travaille aux frontières de la connaissance sur les grands enjeux interdisciplinaires scientifiques, technologiques et sociétaux.

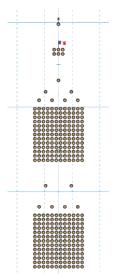
L'École continue d'accroître sa visibilité à l'international notamment avec le lancement en 2017 d'un Bachelor (diplôme de niveau licence) et de nouveaux programmes graduate degrees de niveau master pour attirer des talents internationaux.

Durée de formation: 4 ans en France et à l'étranger, dont 18 mois de stage.

Effectif défilant: 332.

Autorité défilant en tête : colonel Bernard Tourneur, chef de corps et directeur de la formation humaine et militaire de l'École polytechnique.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 7 cadres et 156 élèves; 6 cadres et 156 élèves.





- Les élèves doivent chaque année effectuer des stages : de formation humaine (1º année), en entreprise (2º année), d'option scientifique à vocation recherche (3º année) et à finalité professionnelle (4º année).
- Le stage de formation humaine de 1[™] année vise à favoriser l'ouverture d'esprit et la connaissance des réalités sociales des élèves qui seront demain amenés à exercer des responsabilités d'ingénieurs et de cadres. Deux tiers des élèves français effectuent leur stage au sein du ministère des Armées. Un tiers des élèves réalisent leur stage dans un organisme civil.

EOGN

ÉCOLE DES OFFICIERS DE LA GENDARMERIE NATIONALE

- L'EOGN assure la formation initiale et continue des officiers de la gendarmerie nationale aux fonctions opérationnelles et de soutien.
- Les enseignements professionnels, fondés sur la pratique et la mise en situation, sont complétés par la mise en place d'un campus numérique.

Lieu d'implantation : Melun (Seine-et-Marne).

Date de création: 1918.

Devise: «Pour la Patrie, l'honneur et le droit » (devise de la gendarmerie nationale).

Subordination organique: Commandement des écoles de la gendarmerie nationale (CEGN), Rochefort (Charente-Maritime).

Mission: l'École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN) assure la formation des cadres dirigeants de la gendarmerie au commandement opérationnel et à l'exercice des responsabilités.

Elle prépare les jeunes officiers à l'exercice de leur premier commandement et les accompagne tout au long de leur carrière.

La formation militaire, tactique et professionnelle dispensée par des officiers-professeurs est enrichie par la transmission du savoir-être qui amène les officiers à réfléchir sur le sens de leur engagement.

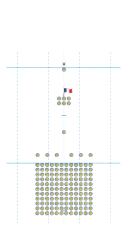
La promotion a été baptisée du nom du colonel Arnaud Beltrame. Elle rend ainsi hommage au geste héroïque du colonel qui a échangé sa vie contre celle d'un otage au cours de l'attentat terroriste de Trèbes, le 23 mars 2018.

Durée des formations: 2 ans pour les officiers de recrutement externe et les anciens sous-officiers; 1 an pour les officiers recrutés sur concours interne et les officiers issus des grandes écoles militaires.

Effectif défilant: 134.

Autorité défilant en tête : colonel Benoît Gautier, directeur de l'enseignement de l'EOGN.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 7 cadres; 120 élèves-officiers.





- L'EOGN célébrera son centenaire à la fin de l'année 2018. Si les officiers de la gendarmerie bénéficient d'une formation depuis 1901, l'école est officiellement créée en 1918.
- Dans le cadre d'un partenariat national entre la gendarmerie et l'Éducation nationale, l'EOGN a organisé cette année cinq stages « prévention et gestion de crise » au profit des directeurs d'établissements scolaires et inspecteurs d'académie.
- Les défilants portent la tenue de tradition de l'École dite «Tétra» et la coiffe dite «Taconnet». Cette tenue est portée par les officiers en formation initiale et leur encadrement, durant leur passage à l'EOGN.

RS \$*NKTRUSENT FCUR VANCEE

ÉCOLE SPÉCIALE MILITAIRE DE SAINT-CYR

 Grande école d'enseignement supérieur, l'ESM assure la formation initiale des officiers de l'armée de terre issus du recrutement externe.

Lieu d'implantation : camp de Coëtquidan, Guer (Morbihan).

Date de création: 1802.

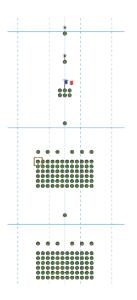
Devise: «Ils s'instruisent pour vaincre».

Subordination organique : Direction des ressources humaines de l'armée de terre (DRHAT), Tours (Indre-et-Loire).

Mission: le projet pédagogique de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr (ESM) est de former des jeunes officiers à devenir des décideurs et meneurs d'hommes maîtrisant l'art du commandement et sachant fédérer les énergies.

L'École forme des chefs militaires, à la fois serviteurs de l'État et hommes et femmes d'action aptes à commander en toutes circonstances. Les élèves officiers y développent leur personnalité, leur culture générale, leur sens des valeurs, et leurs compétences professionnelles.

La spécificité de l'enseignement qui y est dispensé repose sur une étroite imbrication entre la formation militaire, académique et humaine.





La formation des élèves vise à la maîtrise de trois capacités : discemer dans la complexité, décider dans l'incertitude et agir dans l'adversité.

Sur les 180 élèves de la promotion *Général Saint-Hillier*, 14 sont des femmes. 70% des élèves recrutés sont issus des classes préparatoires aux grandes écoles, 10% ont été recrutés sur titre à bac+5, et 20% sont des officiers élèves étrangers originaires de 17 pays. Les élèves ont le choix entre trois filières : scientifique, science économique et sociale ou littéraire.

À l'issue de leur scolarité, les élèves de Saint-Cyr se voient délivrer le diplôme de l'ESM (niveau master 2) et, pour les élèves de la filière scientifique le titre d'ingénieur.

Durée des formations : 3 ans ; 1 an pour les officiers recrutés sur titre.

Effectif défilant : 166.

Autorité défilant en tête : colonel Guillaume Venard, directeur des formations d'élèves des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan

Composition/articulation: le chef de détachement; un cadre; le drapeau et sa garde; 7 cadres et 72 élèves; 7 cadres et 72 élèves.

- En avril 2017, huit élèves-officiers ont effectué avec deux blessés de guerre un raid en raquette de huit jours de 90 km au nord de la Norvège. Cette aventure sportive solidaire vise à montrer que dans son combat pour la reconstruction, le blessé n'est jamais seul. Les élèves ont voulu suivre les traces de leur parrain de promotion, le général Saint-Hillier, officier hors du commun qui a débuté sa carrière comme lieutenant au 11° bataillon de chasseurs alpins et a pris part aux très durs combats de Narvik, au cours desquels il sera blessé
- Sur les trois bataillons de Saint-Cyr, représentants 416 élèves, 24 sont passés par le cours préparatoire à l'enseignement supérieur du lycée militaire de Saint-Cyr soit 5,8% des effectifs. Cette mesure fait partie du plan «égalité des chances».

MILITARINE

ÉCOLE MILITAIRE INTERARMES

- L'EMIA constitue, avec l'ESM, un des cursus de formation des officiers de l'armée de terre,
- Elle est l'école de la promotion interne de l'armée de terre. Ouverte aux sous-officiers et militaires du rang titulaires d'un baccalauréat, comptant au moins trois ans de service et âgés de 23 à 29 ans, son accession se fait sur concours ou sur titre.

Lieu d'implantation : camp de Coëtquidan.

Date de création: 1961.

Devise: «Le travail pour loi, l'honneur comme guide».

Subordination organique: DRHAT.

Mission: l'École militaire interarmes (EMIA) assure la formation initiale des officiers de l'armée de terre recrutés par la voie interne dans le corps des sous-officiers et des engagés volontaires.

Les élèves sont formés à encadrer les unités opérationnelles de l'armée de terre, puis à assumer des responsabilités croissantes d'encadrement, voire de conception et de direction au sein des états-maiors.

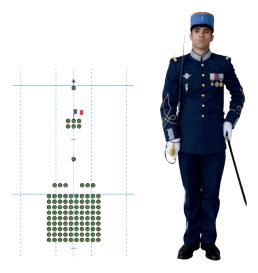
L'EMIA délivre une formation pluridisciplinaire et militaire dont l'esprit est marqué par la référence permanente à la spécificité du métier de soldat, l'ouverture à la société civile et la prise en compte de la dimension internationale exigée par les engagements militaires.

Durée de formation : 2 ans.

Effectif défilant : 104.

Autorité défilant en tête : lieutenant-colonel Édouard Le Jariel des Châtelets, commandant le bataillon de l'FMIA

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 7 cadres; 90 élèves.



Infos complémentaires

- Fidèle aux valeurs de générosité et de solidarité de l'école, la promotion lieutenant-colonel Mairet a souhaité apporter son soutien aux blessés de guerre à travers différents projets : un stage de découverte « Handi-Kitesurf » à Quiberon au profit de quatre blessés, l'ascension du Mont Chimborazo avec un blessé en Équateur, la traversée des Pyrénées en vélo avec cinq blessés et un relais aquatique ouvert au public présidé par Marion Genest, championne du monde de para-triathlon.

ÉCOLE NAVALE

- Grande école militaire de la mer, l'École navale assure la formation de tous les officiers de la marine nationale ainsi que la formation continue des marins des spécialités nautiques.
- Elle contribue à générer les compétences de haut niveau dont la marine nationale aura besoin demain, alors que ses bâtiments, fortement automatisés, sont mis en œuvre par des équipages resserrés qui doivent faire preuve de polyvalence.

Lieu d'implantation : Lanvéoc-Poulmic (Finistère).

Date de création : 1830.

Devise: « parere antequam prodesse » (« Obéir avant de commander »).

Subordination organique: Direction du personnel militaire de la marine (DPMM), Paris.

Mission: l'École navale assure la formation initiale des officiers de carrière issus des recrutements interne et externe, ainsi que celle des officiers sous contrat. Elle assure également la formation continue des officiers mariniers, quartiers-maîtres et matelots des spécialités nautiques, et accueille en formation militaire et nautique les administrateurs des affaires maritimes et les commissaires des armées à ancrage marine.

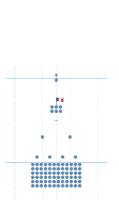
L'école bénéficie d'atouts majeurs comme son institut de recherche, son pôle de formation au leadership opérationnel, ainsi que son centre de formation maritime, à partir desquels elle a développé des compétences uniques. Chaque année, près de 1300 élèves dont 700 officiers sont ainsi formés au travers de cursus variés. La promotion École navale 2016 a formé des officiers de carrière de la marine nationale, et compte 79 aspirants, dont 8 administrateurs des affaires maritimes et 8 officiers étrangers originaires du Bénin, Cameroun, Corée du Sud, Liban, Togo et Tunisie.

Durée des formations : 1 semaine à 3 ans.

Effectif défilant: 85.

Autorité défilant en tête : capitaine de frégate Thomas Vuong, directeur du département des Écoles.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 6 cadres; 72 élèves.





- Les élèves qui défilent embarqueront l'année prochaine pour leur premier déploiement opérationnel dans le cadre de la Mission Jeanne d'Arc. Ils participeront à l'ensemble des opérations conduites dans les zones traversées, à l'instar de leurs aînés de la promotion 2015 qui, le 14 Juillet, seront sur le chemin du retour, à l'issue d'un déploiement d'une durée de cinq mois qui les a menés jusqu'en Asie-Pacifique.
- L'écrivain Pierre Loti, le physicien Maurice de Broglie, le commandant Jacques-Yves Cousteau, le navigateur Éric Tabarly, ou encore le philosophe Michel Serres, ont été élèves de l'École navale.
- L'École navale a été la première école militaire à adopter, en 2017, le statut d'établissement public. Cela lui permet de maintenir et développer ses liens avec l'enseignement supérieur et la recherche, et de garantir l'excellence de la formation scientifique dispensée aux élèves recevant le titre d'indénieur de l'École navale.

ÉCOLE DE L'AIR



- L'EA est l'école de commandement qui dispense à tous les futurs officiers de l'armée de l'air une formation militaire et académique de haut niveau en prise directe avec le milieu opérationnel.
- L'EA est fortement impliquée dans les actions de tutorat (brevet d'initiation aéronautique, plan égalité des chances, formation militaire élémentaire) par une approche de la formation des élèves-officiers par l'engagement.

Lieu d'implantation : Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône).

Date de création: 1935.

Devise: «Faire face».

Subordination organique: Direction des ressources humaines de l'armée de l'air (DRHAA), Tours.

Mission: l'École de l'air (EA) assure la formation initiale de tous les officiers de l'armée de l'air qu'ils soient pilotes, officiers mécaniciens ou officiers du corps des bases (commandos de l'air, contrôleurs aériens, officiers renseignement, etc.). Ils sont recrutés par voie de concours interne (36%) ou externe (64%) en 2017.

La formation s'articule autour de trois axes: un apprentissage de combattant et de chef militaire développant les aptitudes au commandement indispensables à la tenue d'un premier emploi en milieu opérationnel, un enseignement académique d'expert du milieu aéronautique et spatial ainsi qu'une formation aéronautique avec la délivrance d'un premier brevet aéronautique de vol à voile.

Véritable campus aéronautique disposant de moyens opérationnels et de recherche, l'EA met en adéquation ses cursus de formation professionnelle avec l'évolution des technologies dans les domaines stratégiques des drones, du cyber, de l'espace et des systèmes de commandement.

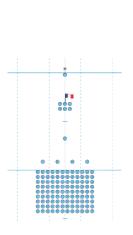
Elle donne également une orientation internationale à la formation de l'officier qui sera amené lors de sa carrière à évoluer au sein de structures multinationales ou au sein des états-majors et forces étrangères. De nombreux programmes d'échange et des stages à l'étranger au profit des élèves officiers ont été mis en place.

Durée des formations: 3 ans pour le cursus master; 2 ans pour le cursus licence; 4 semaines à 4 mois pour le cours spécial de formation des officiers.

Effectif défilant: 120.

Autorité défilant en tête : colonel Xavier Jabot, chef du groupement d'instruction.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 5 cadres; 108 élèves.





- L'École de l'air continue de développer de nombreux partenariats avec les industriels majeurs du monde aéronautique et spatial.
- Les élèves du personnel navigant effectuent une année supplémentaire à Salon-de-Provence au Centre de formation aéronautique militaire initial (CFAMI).
- Parmi les 108 élèves de la promotion qui défile, 12 sont d'origine étrangère (Allemagne, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger et Togo).

ÉCOLES DU COMMISSARIAT DES ARMÉES



- Pour la première fois, le service du commissariat des armées voit défiler côte à côte ses deux écoles sur les Champs-Élysées : l'ECA et l'EFQ.
- L'ECA forme les officiers et les administrateurs civils chargés du soutien des armées et des services.
- L'EFQ forme l'ensemble des militaires non-officiers et du personnel civil de la défense aux métiers de l'administration générale, du soutien commun, et des ressources humaines.

Lieux d'implantation: Salon-de-Provence pour l'ECA ; Cherbourg (Manche) pour l'EFQ.

Dates de création: 2013 pour l'ECA; 1912 pour l'EFQ.

Devise: «Former pour transformer» (devise de l'ECA).

Subordination organique : service du commissariat des armées, Paris.

Mission: l'École des commissaires des armées (ECA) forme les officiers, futurs cadres de direction du ministère des Armées, qui seront, dès leur sortie d'école, en charge de l'Administration générale et du soutien commun (AGSC) de leur unité. Les commissaires sont des experts de haut niveau dans les domaines de la finance, des achats, de l'audit, des affaires juridiques, de l'administration du personnel, de la logistique ou encore du management. L'ECA les prépare à l'exercice de leurs responsabilités et porte une attention particulière à la formation et à la préparation militaire de ses élèves, susceptibles d'être engagés en opération dès la première année suivant la fin de leur scolarité. Les élèves sont recrutés avec un niveau scolaire minimum de bac + 3 et quelques places sont ouvertes au titre du recrutement interne.

L'ECA assure également la formation continue des officiers et cadres civils du ministère des Armées exerçant dans les domaines de l'AGSC.

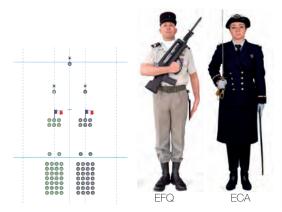
L'École des fourriers de Querqueville (EFQ), école interarmées, assure sa mission au profit du personnel civil, des officiers-mariniers, sous-officiers et militaires du rang des trois armées, et de la gendarmerie nationale. Elle forme aux métiers de l'administration et de la comptabilité, de la gestion des ressources humaines et du secrétariat ainsi qu'aux métiers de la restauration, et de l'hôtellerie. 3600 stagiaires y ont été formés en 2017.

Durée des formations: 2 ans pour l'ECA; 3 jours à 3 mois pour l'EFQ.

Effectif défilant: 75.

Autorité défilant en tête : commissaire général de 2° classe Marc de Becdelièvre, directeur de l'ECA.

Composition/articulation: le chef de détachement; 2 cadres; les drapeaux de l'EFQ et de l'ECA et leurs gardes; 4 cadres; 56 élèves (28 de l'EFQ et 28 de l'ECA).



Infos complémentaires

- La promotion Vauban de l'ECA accompagne l'association d'aide aux handicapés ESAT des Parons, qui a pour but de promouvoir l'emploi des handicapés mentaux dans les services de soutien des armées. Dans le cadre de ce partenariat, la promotion a conçu un guide de l'emploi des handicapés mentaux, et sensibilisé les services employeurs potentiels (restauration, aménagement d'espaces verts, etc.).



ÉCOLES DU SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES

- Les écoles du SSA assurent la formation initiale et continue du personnel de santé. Une dimension opérationnelle est pleinement intégrée aux différents cursus des étudiants pour, dans leur futur emploi, permettre le soutien médical aux forces armées.
- Dans cette dynamique, le rassemblement de l'école des paramédicaux des armées de Toulon et de l'école de santé sur le site de Lyon-Bron, permet d'entraîner le personnel au travail en équipe praticien-infirmier dès la formation initiale.

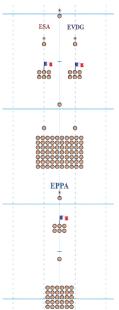
Lieux d'implantation: Paris pour l'École du Val-de-Grâce (EVDG); Lyon-Bron (Rhône) pour l'École de santé des armées (ESA); l'École du personnel paramédical des armées (EPPA) est actuellement en transfert de Toulon (Var) à Lyon-Bron.

Dates de création : 2005 pour l'EVDG ; 2011 pour l'ESA ; 1990 pour l'EPPA.

Devise: «Votre vie, notre combat» (devise du Service de santé des armées [SSA]).

Subordination organique: direction centrale du SSA, Paris.

Mission: l'EVDG fédère l'ensemble de l'enseignement du personnel employé par le SSA: praticiens, militaires infirmiers, techniciens des hôpitaux des armées. Elle assure la formation initiale des internes des hôpitaux des armées et l'enseignement complémentaire pratique adapté aux missions des différentes armées pour les médecins, les pharmaciens, les vétérinaires et les commissaires des armées servant au sein du SSA.





L'ESA encadre les cinq premières années de la formation initiale et militaire générale des pharmaciens et les six premières années de celle des médecins, qui serviront ensuite dans les Centres médicaux des armées (CMA) ou dans les hôpitaux d'instruction des armées. Elle dispense 1800 heures de formation médico-militaire en plus des études suivies à la faculté de Lyon.

L'EPPA prépare les futurs infirmiers militaires à l'obtention du diplôme d'État intégrant les spécificités de l'exercice de leur métier dans les CMA, les chefferies santé spécialisées, ainsi qu'en opération extérieure.

Les écoles du SSA permettent ainsi de répondre aux besoins des forces en matière d'expertise de médecine de guerre et de soutien d'activités à risques sur le territoire national et sur les théâtres d'opération.

Durée des formations: 3 ans pour les internes de médecine générale et 6 ans pour les internes de spécialité hospitalière de l'EVDG; 6 ans pour les élèves de l'ESA; 39 mois pour les élèves infirmiers; 11 mois pour les élèves aides-soignants de l'EPPA.

Effectif défilant : 126.

Autorité défilant en tête : médecin en chef Gérard Peralta, chef du département de la formation initiale spécialisée de l'EVDG.

Composition/articulation: le chef de détachement; 2 cadres; les drapeaux de l'ESA et de l'EDVG et leurs gardes; 3 cadres et 70 élèves (55 de l'ESA et 15 de l'EVDG); 1 cadre; le drapeau de l'EPPA et sa garde; 1 cadre et 30 élèves de l'EPPA.

- Depuis les attentats du 13 novembre 2015, l'EVDG dispense des formations ouvertes à la population civile pour la prise en charge des blessés par armes de querre.
- 80% des jeunes praticiens seront projetés en opérations extérieures dans les deux premières années d'exercice.



ÉCOLE DE GENDARMERIE DE TULLE

- L'EG de Tulle constitue l'une des sept écoles de formation de sous-officiers et gendarmes adjoints volontaires de la gendarmerie nationale.
- Cette année, c'est la compagnie franco-espagnole, dite « compagnie Valdemoro » qui est mise à l'honneur. La formation commune des gendarmes français et des gardes civils espagnols fait en effet l'objet d'un partenariat bilatéral innovant et inédit en Europe.

Lieu d'implantation : Tulle (Corrèze).

Date de création: 1983.

Subordination organique: CEGN.

Mission: l'École de gendarmerie (EG) de Tulle a pour mission d'assurer la formation initiale des sous-officiers de gendarmerie et des Gendarmes adjoints volontaires (GAV). Elle vise à transmettre aux futurs gendarmes les exigences de la condition militaire, et à leur dispenser les connaissances professionnelles nécessaires à l'exercice d'un métier dédié à la protection des personnes et des biens.

Depuis octobre 2017, l'EG de Tulle compte une compagnie supplémentaire formée à Valdemoro en Espagne, dans le cadre du partenariat entretenu avec l'école de la Guardia Civil. Il vise à améliorer l'action des deux forces de sécurité à la fois sur les zones frontalières (coopération transfrontalière, brigades européennes) et à l'étranger dans la lutte contre le terrorisme (bande sahélo-saharienne). Cette collaboration s'articule autour de quatre missions : la lutte contre le terrorisme, la délinquance itinérante, et l'immigration irrégulière ainsi que la connaissance mutuelle des deux forces de sécurité. La promotion formée au sein du Colegio de Guardias Jovenes est composée de 297 élèves dont 120 élèves gendarmes et 177 élèves gardes.

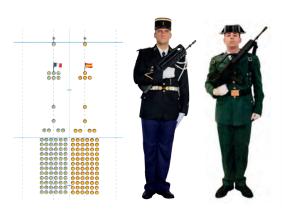
La formation initiale dispense les enseignements fondamentaux militaires communs à la gendarmerie nationale et à la garde civile : rusticité, sens de la collectivité, discipline, vie en campagne, capacité à agir sur le spectre opérationnel « paix-crise-guerre ». Elle vise également à un partage des connaissances et des modes d'action, par des actions pédagogiques conjointes. La formation commune a pour objectif de préparer l'avenir et constitue une expérience pour la construction d'une future force de sécurité européenne. En janvier 2019, c'est une promotion de gardes civils qui sera accueillie et formée à l'école de gendarmerie de Dijon.

Durée des formations: 12 mois pour les élèves gendarmes; 6 à 13 semaines pour les GAV; 12 mois dont 9 en Espagne pour la compagnie franco-espagnole.

Effectif défilant: 168.

Autorité défilant en tête : colonel Thierry Bourret, commandant l'EG de Tulle et colonel Rafael Morales, directeur du Colegio de Guardias Jovenes de Valdemoro.

Composition/articulation: les chefs de détachement français et espagnols; les drapeaux et leurs gardes; 12 cadres; 144 élèves (dont 72 de l'EG et 72 du Colegio de Guardias Jovenes).



- La formation a débuté en Espagne le 1^{er} octobre 2017 après un mois de préparation au sein de l'école de gendarmerie de Tulle.
- Les élèves gendarmes français ont été recrutés parmi plus de 1 000 lauréats du concours gendarmerie. Une lettre a été adressée à chacun pour leur proposer de relever ce défi et de vivre cette expérience inédite. Sur les 700 réponses positives, 120 ont été retenues.
- La devise de la compagnie franco-espagnole est « Se former pour servir Juntos » (« Se former pour servir ensemble »).



ÉCOLE NATIONALE DES SOUS-OFFICIERS D'ACTIVE

- Parce que ses élèves sont les futurs cadres de l'armée de terre, l'ENSOA est dotée des derniers équipements pour dispenser une formation résolument tournée vers l'engagement opérationnel.
- Un 5° bataillon a été créé en 2017, répondant au besoin de formation de l'armée de terre.
 Il sera composé d'une deuxième compagnie en septembre prochain. En 2018, l'école formera 3000 élèves.

Lieu d'implantation : Saint-Maixent-l'École (Deux-Sèvres).

Date de création: 1963.

Devise: «S'élever par l'effort».

Subordination organique : DRHAT.

Mission: école de la rigueur et du commandement, l'École nationale des sous-officiers d'active (ENSOA) a pour mission de former des jeunes de 18 à 30 ans à devenir des chefs aptes à commander, instruire et éduquer un groupe de dix hommes. Elle dispense aux futurs sergents d'active et de réserve de l'armée de terre, une formation militaire, physique et morale, un savoir-faire et un savoir-être indispensables dans leurs futures fonctions, lorsqu'ils seront déployés en mission sur le territoire national ou en opération extérieure.

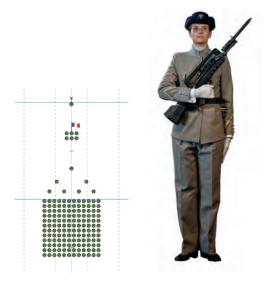
La moitié de ces effectifs est issue du recrutement interne, c'est-à-dire des meilleurs militaires du rang sélectionnés pour intégrer le corps des sous-officiers. L'autre moitié est constituée par le recrutement externe, des jeunes issus directement du monde civil. Il y a juste trois ans, le ratio était de deux tiers d'élèves issus du recrutement interne et d'un tiers issu du recrutement externe.

Durée des formations : 8 mois ; 4 mois pour les élèves issus du recrutement interne.

Effectif défilant: 158.

Autorité défilant en tête : colonel Jean de Mesmay, directeur général de la formation de l'ENSOA.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 19 cadres et 132 élèves du 1er bataillon.



- La promotion qui défile cette année est composée de 319 élèves sous-officiers issus directement du monde civil, dont 59 femmes. Elle porte le nom de « sergent André Maginot ».
- L'ENSOA participe au projet Cadets de la Défense, proposant chaque année une formation à la citoyenneté et une découverte de la Défense à 50 collégiens.
- Tous les ans, l'ENSOA reçoit des étudiants de l'Institut des hautes études économiques et commerciales (INSEEC) pour un stage de leadership et management.



ÉCOLE DE MAISTRANCE

- L'École de maistrance délivre la formation initiale académique, militaire et maritime qui prépare les jeunes recrues à leur métier de cadre.
- Elle les prépare à leur école de spécialité dans 27 métiers différents, dont des micro-filières stratégiques comme celles d'atomiciens, opérateurs cyber, mécatroniciens et opérateurs avioniques.

Lieu d'implantation : Brest (Finistère).

Date de création: 1923.

Devise: «Honneur, Patrie, valeur, discipline».

Subordination organique: DPMM, Paris.

Mission: l'École de maistrance est l'école de formation initiale militaire et maritime des officiers mariniers de la marine nationale. Au cœur des équipages, entre les officiers et les matelots, les officiers mariniers constituent l'ossature de la marine. 900 jeunes y sont formés chaque année, âgés de 17 à 30 ans et au minimum titulaires du baccalauréat. Ils sont recrutés par voie directe et représentent la moitié des officiers-mariniers de la marine.

Les objectifs de formation sont de dispenser en quatre mois un savoir-être de marin militaire, d'inculquer un esprit d'équipage et de développer le sens des responsabilités. Après leur formation, les maistranciers rejoignent une école de spécialité pour acquérir une compétence technique dans le métier qu'ils ont choisi, avant d'embarquer sur les bâtiments de combat ou d'autres unités opérationnelles de la marine nationale.

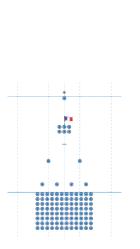
La rentrée 2018 verra l'ouverture d'une antenne de l'École de maistrance à Saint-Mandrier, dans le Var, pour former un flux plus important d'officiers mariniers. En effet, une augmentation des flux est amorcée depuis trois ans et va se poursuivre, la marine visant un flux annuel de 1 250 maistranciers à l'horizon 2023/2024 (contre 900 actuellement).

Durée de formation : 17 semaines.

Effectif défilant : 109.

Autorité défilant en tête : capitaine de frégate Philippe Guyvarc'h, directeur de l'École de maistrance.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 6 cadres; 96 élèves.





- La promotion défilant a choisi comme nom de baptême le nom mythique d'un bâtiment de la flotte française : Astrolabe.
- L'École de maistrance est implantée au cœur du Centre d'instruction naval (CIN) de Brest, campus naval regroupant trois écoles : l'école des mousses, le Lycée naval et l'école de Maistrance. Le CIN de Brest se situe dans les locaux de l'ancienne École navale, en partie détruite durant la seconde guerre mondiale.
- Les galons de la tenue de second-maître sont barrés de « sabords ». Les sabords rouges sont retirés une fois les élèves de l'École de maistrance brevetés et prêts à rejoindre leurs écoles de spécialité respectives. Les sabords bleus seront retirés plus tard, lors de l'inscription effective au tableau d'avancement pour le grade de second maître. Les élèves défilant ont donc franchi avec succès la première étape de leur formation initiale d'officier marinier, ils sont brevetés « maistranciers».

ÉCOLE DE FORMATION DES SOUS-OFFICIERS DE L'ARMÉE DE L'AIR

- L'EFSOAA délivre la formation militaire de l'ensemble des sous-officiers de l'armée de l'air et assure notamment la formation de spécialité de tous les mécaniciens aéronautiques du ministère des Armées et de la gendarmerie.
- Elle forme chaque année 6300 élèves et stagiaires.

Lieu d'implantation : Rochefort.

Date de création: 1933.

Devise: «S'armer pour le futur».

Subordination organique: DRHAA.

Mission: l'École de formation des sous-officiers de l'armée de l'air (EFSOAA) assure la formation militaire de tous les sous-officiers de l'armée de l'air. Les jeunes élèves, après avoir effectué quatre mois de formation militaire, sont orientés vers des écoles de spécialisation professionnelle. Plus de 60 % d'entre eux restent à Rochefort pour effectuer leur formation professionnelle dans dix spécialités différentes, les autres rejoignant différentes écoles de l'armée de l'air, de la marine nationale, de l'armée de terre ou interarmées.

L'EFSOAA est également le pôle unique de formation à la maintenance aéronautique de tous les mécaniciens aéronautiques de l'armée de l'air, de l'aéronavale, de l'aviation légère de l'armée de terre et de la gendarmerie.

Jusqu'à 1850 élèves et stagiaires mécaniciens y sont ainsi formés au quotidien.

L'école assure aussi la formation à certaines spécialités telles que les systèmes d'information et de communication, la logistique ou l'infrastructure opérationnelle.

L'EFSOAA dispose d'une démarche pédagogique novatrice puisqu'elle offre à ses partenaires, comme à ses élèves, la possibilité de profiter d'une structure proche d'un escadron opérationnel afin de rendre concret l'apprentissage des gestes professionnels sur des aéronefs dédiés à l'instruction.

Durée des formations: 3 mois pour la formation militaire initiale; 12 à 49 semaines pour la formation professionnelle, selon la spécialité.

Effectif défilant : 109.

Autorité défilant en tête : général de brigade aérienne Manuel Alvarez, commandant l'EFSOAA.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 6 cadres; 12 cadres et 84 élèves.



- La capacité d'innovation de l'EFSOAA a permis de mettre en place des formations dans des domaines technologiques de pointe tels que la cyberdéfense ou le contrôle non destructif.
- L'école met en œuvre le principe de la formation « contextualisée ». Il s'agit d'envoyer des élèves en instruction pendant une semaine sur une base aérienne avec cours le matin et travaux pratiques ou visites d'unités l'après-midi.

1^{ER} ET 2^E RÉGIMENTS D'INFANTERIE DE LA GARDE RÉPUBLICAINE

Les 1^{er} et 2^e RI de la garde républicaine sont chargés de la protection quotidienne des hauts lieux gouvernementaux. Cette mission mobilise chaque jour près de 900 gendarmes spécialement formés à la maîtrise des individus et à la défense rapprochée.

Lieux d'implantation : Nanterre (Hauts-de-Seine) pour le 1^{er} Régiment d'infanterie (1^{er} RI) et Paris pour le 2^e RI.

Effectifs total des unités: 850 pour le 1^{er} RI; 1 046 pour le 2^e RI.

Date de création: 1978.

Subordination organique: commandement de la garde républicaine. Paris.

Mission: les deux régiments d'infanterie de la garde républicaine assurent les services d'honneur au profit des plus hautes personnalités de l'État ainsi que l'accueil des chefs d'État et de Gouvernement en visite officielle en France. Ils sont également chargés de la protection quotidienne des hauts lieux gouvernementaux.

Le 1er RI est le régiment « présidentiel », chargé des missions de sécurité liées au Palais de l'Élysée et à la Présidence de la République.

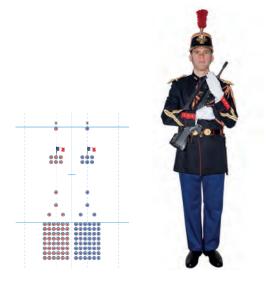
Le 2° RI protège quant à lui la représentation nationale, le Premier ministre et les ministères régaliens.

En cas de menace particulière ou lors des visites d'État, les pelotons d'intervention, les équipes cynophiles et les tireurs de précision de la garde républicaine, qualifiés par le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale, viennent renforcer le dispositif permanent de sécurité.

Effectif défilant : 118.

Autorité défilant en tête : colonel Alain-Jérôme Dedeban, chef de corps du 1er RI et colonel Jean-Pierre Aussenac, chef de corps du 2er RI.

Composition/articulation: les 2 chefs de détachement; les 2 drapeaux et leur garde; 8 cadres; 96 gardes républicains.



- Le peloton d'intervention de la deuxième Compagnie de sécurité et d'honneur (CSH2/II) était présent sur l'île de Saint-Martin lors du passage de l'ouragan Irma.
 Les gardes de cette unité ont été parmi les premiers à intervenir au profit des habitants de l'île.
- L'escadron motocycliste qui assure les grandes escortes, ainsi que la musique de la garde appartiennent au 1^{er} RI.
- Le 2º RI compte trois équipes cynophiles spécialisées dans la recherche d'explosifs.



27^E BATAILLON DE CHASSEURS ALPINS

Le 27° BCA est une unité d'infanterie de l'urgence, des terrains difficiles et des conditions climatiques extrêmes, apte à combattre prioritairement en montagne et en zone urbaine.

Lieu d'implantation : Annecy (Haute-Savoie).

Effectif total de l'unité: 1200.

Date de création: 1871.

Devise: «Vivre libre ou mourir».

Subordination organique : 27° Brigade d'infanterie de montagne (27° BIM), Varces (Isère).

Mission: unité de l'infanterie alpine de l'armée de terre, le 27° Bataillon de chasseurs alpins (BCA) est apte à intervenir sur les terrains difficiles, dans des conditions climatiques extrêmes, et à combattre prioritairement en zone de montagne et en zone urbaine.

Les chasseurs du 27^e BCA maîtrisent parfaitement les déplacements à pied sur les terrains les plus rudes, sur de longues distances et en terrain escarpé, à skis, en parapente, en hélicoptère, en véhicule blindé ou chenillé.

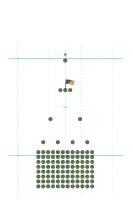
Ils sont aptes à stationner en montagne, en igloo ou refuge et à bivouaquer dans la neige et sont équipés de missiles, mortiers, mitrailleuses, fusils de précision et fusils d'assaut.

Le 27º BCA a été projeté depuis 2017 au Mali, en Irak, en Guyane, au Burkina Faso, au Gabon, à Djibouti et en Norvège.

Effectif défilant : 106.

Autorité défilant en tête : colonel Louis-Marie Vallançon, chef de corps du 27° BCA.

Composition/articulation: le chef de détachement; le fanion et sa garde; 6 cadres; 96 chasseurs.





- Seule unité envoyée deux fois dans la province de Kapisa en Afghanistan, le bataillon a été décoré de la fourragère de la croix de la Valeur militaire pour les succès obtenus lors de ces missions.
- Les chasseurs alpins ont la double spécialité infanterie et soldat de montagne.
- L'insigne du 27º BCA est orné d'un tigre, en hommage à Georges Clemenceau surnommé ainsi, qui remit au bataillon la fourragère aux couleurs de la Légion d'honneur en 1922 pour son engagement dans la première querre mondiale.

Crestation 2

4^E RÉGIMENT DE CHASSEURS

- Le 4° RCh a été intensément engagé à l'été 2017 dans la zone la plus dangereuse du Mali où il a essuyé plusieurs attaques et saisi plus de 25 tonnes d'armement et de munitions.
- Le 4° RCh prévoit un recrutement de 50 chasseurs pour le mois de septembre 2018.

Lieu d'implantation : Gap (Hautes-Alpes).

Effectif total de l'unité: 820.

Date de création : 1779.

Devise: «Toujours prêt, toujours volontaire».

Subordination organique: 27° BIM.

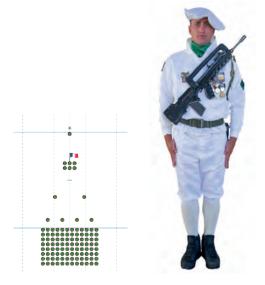
Mission: seule unité de cavalerie des troupes de montagne, le 4° Régiment de chasseurs (4° RCh) combine les savoir-faire de la cavalerie légère à la technique et la rusticité des troupes alpines. Il est spécialisé dans le combat en terrain difficile. Son rôle est de renseigner, de contrôler de vastes espaces et de combattre, en combinant des mouvements rapides à des feux aussi puissants que précis. Polyvalent, il est capable d'intervenir sur n'importe quel théâtre d'opération, prioritairement dans les zones montagneuses et urbaines.

Le 4° RCh est déployé quatre hivers en Afghanistan entre 2007 et 2011, où il participe à la bataille d'Alassaï (2009). En 2014, il s'illustre au cours de la bataille de Batangafo en République centrafricaine. Depuis 2014, le régiment est présent au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane.

Effectif défilant: 109.

Autorité défilant en tête : colonel Pierre Jourdain de Thieulloy, chef de corps du 4° RCh.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde: 6 cadres: 96 chasseurs.



- En 2017, le régiment repousse plusieurs attaques au Mali, faisant six blessés dans ses rangs dont quatre défilent sur les Champs-Élysées et deux sont présents en tribune des blessés.
- Depuis 2014, le 4º RCh est jumelé avec le 12º régiment blindé du Canada. Les militaires français et canadiens effectuent de nombreux échanges interarmées et mènent des exercices de combat en commun.

93^E RÉGIMENT D'ARTILLERIE DE MONTAGNE

- Le 93° RAM possède une capacité unique de par la combinaison de la puissance de l'artillerie et la rusticité des troupes de montagne.
- Cette spécificité montagne le prédispose à combattre dans des conditions climatiques extrêmes et sur des terrains escarpés.

Lieu d'implantation : Varces.

Effectif total de l'unité: 900.

Date de création: 1924.

Devise: «De roc et de feu».

Subordination organique: 27° BIM.

Mission: le 93° Régiment d'artillerie de montagne (93° RAM) est spécialisé dans l'action en terrain montagneux ou accidenté et par conditions climatiques hivernales exigeantes. Il est l'unique régiment de montagne de l'artillerie. Il assure les appuis feux sol-sol de la 27° BIM, le guidage des appuis air-sol à son profit, sa défense sol-air à très courte portée et lui fournit, grâce à sa Batterie d'acquisition et de surveillance (BAS), du renseignement d'origine multi-capteurs.

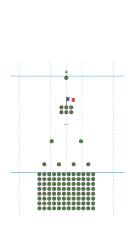
Le matériel principal du 93° RAM est le Camion équipé d'un système d'artillerie (Caesar) de 155 mm, capable de tirer jusqu'à 40 km, le mortier de 120 mm, les Missiles sol-air à très courte portée (MISTRAL) et le Drone de reconnaissance au contact (DRAC).

De juin à octobre 2017, le 93° RAM a participé à l'opération Chammal en appui de la manœuvre offensive des forces irakiennes contre Daech dans le Nord de l'Irak. Après la victoire de la bataille de Mossoul, la Task Force Wagram s'est redéployée afin de fournir un appui permanent aux forces irakiennes dans leur combat contre Daech lors des batailles de Tal Afar. puis Hawiia.

Effectif défilant: 109.

Autorité défilant en tête : lieutenant-colonel Joan Guiguet, chef de corps de la 27° BIM.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 6 cadres; 96 artilleurs de montagne.





- Formé le 1er janvier 1924 à Grenoble, le 93e RAM est l'héritier des batteries alpines et du 1er régiment d'artillerie de montagne, inscrivant ainsi nombre de batailles prestigieuses dans les plis de son étendard : Maroc 1912-1913, Champagne 1915, Dobropolje 1918 et Afrique du Nord 1952-1962. Le 93e RAM participe avec succès à la défense des Alpes en 1940 puis aux combats les plus hauts d'Europe en 1945 aux Od u Midi (3 595 m). À partir de 1952, il participe aux opérations d'Afrique du Nord avant de se réinstaller à Grenoble en 1962.
- Pour ses actions accomplies lors de l'opération Barkhane dans la bande sahélo-saharienne, l'étendard a été décoré d'une deuxième croix de la Valeur militaire avec étoile de bronze.

1^{er} RÉGIMENT DE SPAHIS



Le 1^{er} RS est tourné vers l'engagement opérationnel. Il a participé à la plupart des opérations extérieures françaises ces 30 dernières années.

Lieu d'implantation : Valence (Drôme).

Effectif total de l'unité : 750.

Date de création: 1914.

Devise: «Faire face».

Subordination organique : 6º Brigade légère blindée

(6° BLB) de Nîmes.

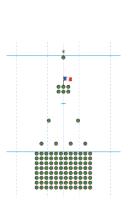
Mission: héritier des traditions de la cavalerie d'Afrique, le 1^{er} Régiment de spahis (1^{er} RS) est issu du régiment de marche de spahis marocains créé en 1914 par le général Hubert Lyautey. Unité de la 6^e BLB, le 1^{er} RS a vocation à être engagé sur tous les théâtres d'opération pour des missions d'intervention, d'assistance, d'interposition ou d'aide humanitaire.

Le régiment est doté de chars AMX 10 RCR, blindés à roues équipés d'un canon de 105 mm qui lui permettent une grande puissance de feu ; de Véhicules blindés légers (VBL) et de Véhicules de l'avant blindé (VAB).

Effectif défilant : 109.

Autorité défilant en tête : colonel François-Xavier Héon, chef de corps du 1er RS.

Composition/articulation: le chef de détachement; l'étendard et sa garde; 6 cadres; 96 spahis.





In memoriam

Le 21 février 2018, un VBL du groupement tactique désert blindé engagé dans l'opération Barkhane a été frappé par un engin explosif improvisé dans la région de Ménaka au Mali. L'explosion a provoqué la mort de deux sous-officiers du 1er RS, l'adjudant Emilien Mougin et le maréchal des logis Timothé Doncourt

- Le 1er RS est le régiment le plus décoré de la cavalerie.
- Le 1^{er} RS est le seul à porter le burnous blanc et bleu.
 Le burnous est la cape traditionnelle des spahis, le bleu étant hérité des spahis marocains.
- Le régiment a une mascotte du nom de Yusuf ; c'est un bélier Mérinos qui a la distinction de 1^{re} classe.
- Le 1er RS, ainsi que sa fanfare, recrutent.

2^E RÉGIMENT DE DRAGONS



- Le 2º RD est l'unique régiment de l'armée de terre spécialisé dans la lutte contre les menaces NRRC
- Il est engagé sur la plupart des théâtres d'opération actuels.

Lieu d'implantation : Fontevraud-L'Abbaye (Maine-et-Loire).

Effectif total de l'unité: 1000.

Date de création: 1635.

Devise: « *Da Materiam Splendescam*» (« Donnez-moi les moyens et je resplendirai»).

Subordination organique: 3° division, Marseille (Bouches-du-Rhône).

Mission: le 2º Régiment de dragons (2º RD) intervient en appui des unités sur les théâtres d'opération pour lutter contre les menaces Nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) et diminuer leurs effets par la mise en œuvre de capacités de reconnaissance et de décontamination.

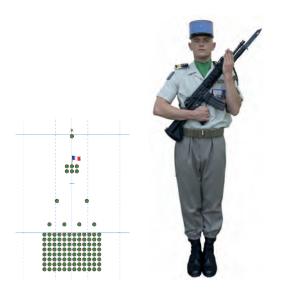
Le 2° RD dispose d'équipes de prélèvement d'échantillons qui peuvent, sur ordre, servir à étayer une procédure juridique dans le cadre d'une allégation d'emploi d'armes ou de dispositifs dispersant des agents biologiques, radioactifs ou chimiques.

Sa mission d'appui NRBC dépasse le cadre strict de l'armée de terre, pour s'inscrire dans une perspective plus large de niveau interarmées, interministériel et international. Aujourd'hui engagé au titre de sa spécialité sur tous les théâtres d'opération, le régiment a acquis une légitimité opérationnelle indéniable.

Effectif défilant: 109.

Autorité défilant en tête : lieutenant-colonel Gaëtan Boireau, chef de corps du 2° RD.

Composition/articulation: le chef de détachement; l'étendard et sa garde; 6 cadres; 96 dragons.



- Le 2º RD possède la particularité d'être le seul régiment de l'armée française à être décoré de la médaille des Évadés, en référence à l'exfiltration de l'étendard à la suite de l'invasion de la zone libre par les Allemands en 1942. Depuis 2017, la marraine du régiment est madame Solange de Neuchèze, fille du chef d'escadrons de Neuchèze, acteur principal de l'évasion de l'étendard du régiment et mort au combat le 9 septembre 1944 à Autun.
- Avant de devenir en 2005 l'unique régiment d'appui NRBC spécialisé de l'armée de terre, le 2° RD était un régiment de chars de combat.
- Valéry Giscard d'Estaing a servi au régiment lors de la campagne de libération de la France en 1944-45 avec le grade de brigadier-chef, et a participé aux combats comme tireur anti char dans un char destroyer T10. Le général Pierre de Villiers a également servi dans ce régiment comme lieutenant chef de peloton de chars AMX 30 de 1978 à 1981.

121^E F

121^E RÉGIMENT DU TRAIN

- Le 121° RT a été partiellement mis en alerte dans le cadre du plan Neptune lors des pics de crue de la Seine en janvier et février 2018.
- Il est l'unique régiment des forces terrestres stationné en Île-de-France.

Lieu d'implantation : Montlhéry (Essonne).

Effectif total de l'unité: 1300.

Date de création: 1920.

Devise: «Transporte et combat».

Subordination organique: commandement logistique des forces. Lille.

Mission: le 121° Régiment du train (121° RT) conduit des missions de transport, de ravitaillement, d'appui aux mouvements et d'escorte de convoi en opérations extérieures. Outre sa participation aux opérations extérieures et intérieures, il est engagé dans les missions d'appui à la circulation et d'escorte et de transport et de transit interarmées.

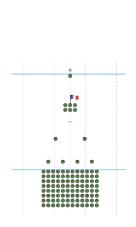
Le régiment est équipé du Porteur polyvalent logistique (PPLOG), véhicule terrestre 8x8 de nouvelle génération, particulièrement efficace par sa capacité d'emport et de franchissement.

Depuis 2016, le 121° RT a été engagé à plusieurs reprises dans la bande sahélo-saharienne, au Liban ou dans les départements et collectivités d'outre-mer. Cette année, il a été déployé en Estonie dans le cadre de l'opération Lynx et pour l'opération Sentinelle, à la tête du groupement tactique de Paris. Le régiment se prépare pour une nouvelle phase de projection à la fin de l'année 2018.

Effectif défilant : 109.

Autorité défilant en tête : colonel Thierry Herveau, chef de corps du 121° RT.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 6 cadres et 96 cadres et militaires du rang.





- Le 121º RT participe au défilé du 14 Juillet en tant qu'unité défilante mais également dans l'organisation du défilé, notamment pour les missions d'itinéraire et d'escorte.
- Le 121° RT est l'héritier du 121° escadron du train automobile créé le 1° octobre 1920 à Mayence à partir des sections du service automobile de l'armée du Rhin qui ont participé à la Grande Guerre. Il prend son appellation définitive en mars 1980.

ESCADRONS D'INSTRUCTION ÉLÉMENTAIRE DE CONDUITE

- La filière «instruction élémentaire de conduite» est composée de cinq escadrons.
- Les EIEC délivrent l'instruction élémentaire de conduite au profit des unités des forces terrestres et des directions et services interarmées.
- Ils accueillent et forment plus de 11 000 stagiaires par an, ce qui en fait la « première auto-école de France ». La formation à toutes les catégories de brevets militaires de conduite y est dispensée.

Lieux d'implantation: 1er EIEC à Castelsarrasin (Tarnet-Garonne); 2e EIEC à La Valbonne (Ain); 3e EIEC à Montlhéry; 4e EIEC à Mourmelon (Marne); 5e EIEC à Sissonne (Aisne).

Effectifs total des unités: 374.

Date de création : 2007.

Devise: «instruire pour l'avenir» pour le 1° EIEC; «souvent instruire, toujours servir» pour le 2° EIEC; «divers horizons, une même direction» pour le 3° EIEC; «instruire pour mieux servir» pour le 4° EIEC; «notre mission instruire, notre fierté votre réussite» pour le 5° EIEC.

Subordination organique: Cellule de pilotage de l'instruction élémentaire de conduite (CPIEC), école du train et de la logistique opérationnelle, Bourges (Cher).

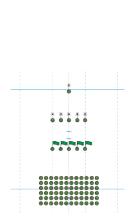
Mission: le CIEC et ses cinq Escadrons d'instruction élémentaire de conduite (EIEC) ont pour objectif de conduire l'instruction élémentaire de conduite au profit des unités des forces terrestres et des directions et services interarmées. Ils contribuent quotidiennement à leur préparation opérationnelle en formant les conducteurs.

La présence des instructeurs est également importante dans les départements et collectivités outre-mer avec des cellules IEC agréées (Polynésie française, Guadeloupe, Mayotte, Martinique, Guyane, La Réunion, Nouvelle-Calédonie).

Effectif défilant: 83.

Autorité défilant en tête : lieutenant-colonel Richard Lefèvre, chef de la CPIEC.

Composition/articulation: le chef de détachement; 5 cadres; 5 fanions des EIEC et leur garde; 72 militaires représentant les 5 EIEC.





- Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la formation à la conduite était dispensée par les régiments. Ce n'est qu'en 1993 que l'acronyme CIEC, pour Centre d'instruction élémentaire de conduite, voit le jour. En 2007, les EIEC sont créés.
- Depuis 2016, la filière forme les jeunes volontaires du service militaire volontaire.

RÉGIMENT DU SERVICE MILITAIRE ADAPTÉ DE MAYOTTE

- Le RSMA de Mayotte est l'une des sept formations du service militaire adapté réparties sur l'ensemble des départements et collectivités d'outre-mer.
- Depuis le 28 juin, un parcours «cadets citoyens» est accessible sur volontariat aux mineurs mahorais à partir de 16 ans et demi.

Lieu d'implantation : Combani (Mayotte).

Date de création : 1988.

Devise: «Apprendre à réussir par l'effort et le travail».

Subordination organique : ministère des Outre-mer.

Mission: sous la tutelle du ministère des Outre-mer, le Service militaire adapté (SMA) s'inscrit dans une logique d'insertion socio-professionnelle des jeunes mahorais éloianés de l'emploi.

Le Régiment du service militaire adapté (RSMA) de Mayotte dispense des stages de formation de six à dix mois dans un cadre militaire dont l'objectif est de permettre aux jeunes volontaires de trouver directement, ou après une formation professionnelle qualifiante, un emploi.

Le régiment s'appuie sur un encadrement d'une centaine de personnes du ministère des Amées mises à disposition du ministère des Outre-mer. Il est constitué d'un état-major et de trois compagnies de formation.

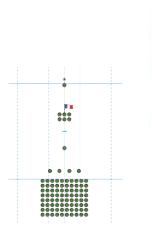
Véritable tremplin pour la jeunesse mahoraise, le régiment est une référence dans la société locale et se place au cœur même des aspirations des familles. Il est également une référence pour les acteurs du monde du travail tant institutionnels que privés. En 2017, le taux d'insertion a été supérieur à 85 %.

Le régiment participe au développement de Mayotte par la réalisation de chantiers école, principalement dans le domaine du bâtiment et des travaux publics. Sa mission peut également l'amener à prendre part aux plans de secours et à œuvrer dans le cadre du soutien aux services publics.

Effectif défilant : 92.

Autorité défilant en tête : lieutenant-colonel Frédéric Jardin, chef de corps du RSMA de Mayotte.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 5 cadres; 80 volontaires.





- Le RSMA de Mayotte accueille chaque année environ 550 volontaires stagiaires dans neuf pôles de formation et une vinotaine de filières professionnelles.
- 70% de la formation est consacrée à la formation professionnelle et 30% aux activités militaires.
- Le 20 avril dernier, le Président de la République a annoncé dans une lettre à la collectivité de Mayotte, la création des cadets du SMA sur le modèle des cadets de la République. Mis en place depuis le 28 juin, ce parcours est encadré par le RSMA de Mayotte et la gendarmerie nationale.



FRÉGATE DE DÉFENSE AÉRIENNE FORBIN

La FDA Forbin, spécialement conçue pour la défense aérienne, opère aussi bien en haute mer pour protéger le groupe aéronaval, que dans une région littorale dans le cadre d'une opération amphibie. Elle peut suivre le trafic aérien, coordonner toute l'activité aérienne dans de vastes espaces et guider des avions de combat vers leurs cibles.

Lieu d'implantation: Toulon (Var).

Effectif total de l'unité: 193.

Date d'admission au service actif : 2010.

Devise : « *Opra sac di sou kraam* » (« Divinité parée de toutes les vertus dans l'art de la querre »).

Subordination organique: Force d'action navale (FAN), Toulon.

Mission: la principale mission de la Frégate de défense aérienne (FDA) Forbin est d'assurer l'escorte et la protection d'un groupe aéronaval constitué autour d'un porte-avions ou d'un groupe amphibie. Elle est capable d'assurer le commandement et la coordination des opérations aériennes menées à partir de la mer.

Au cours de l'année 2016-2017, le Forbin a ainsi participé au déploiement Arromanches III au côté du porte-avions Charles-de-Gaulle et à l'opération Chammal au sein d'un groupe aéronaval américain.

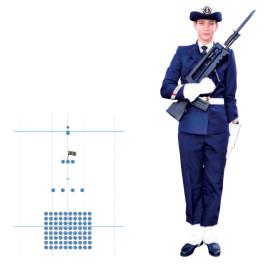
La FDA Forbin s'est également illustrée, lors de son dernier déploiement en océan Atlantique, lors duquel elle s'est vue confiée par l'US Navy la responsabilité de la défense aérienne d'un groupe aéronaval articulé autour du porteavions Georges H.W. Bush. Elle participe régulièrement à des missions de lutte contre le terrorisme aussi bien en Méditerranée qu'en océan Indien.

Les deux frégates de défense aérienne de la marine nationale constituent, aux côtés des Frégates multimissions (FREMM) et des futures Frégates de taille intermédiaire (FTI), les frégates de premier rang de la marine nationale.

Effectif défilant: 88.

Autorité défilant en tête : capitaine de vaisseau Thomas Fraïoli, commandant la FDA Forbin.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 4 cadres; 80 cadres et matelots.



- La silhouette de cette frégate se caractérise par son dôme, qui est un radar de veille à longue portée permettant d'établir une situation d'une exceptionnelle précision jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres.
- Le nom de baptême de la FDA, rend hommage à Claude Forbin, officier de marine chargé en 1635 d'escorter un ambassadeur français jusqu'au roi de Siam, auprès duquel il restera trois ans et qui le nommera amiral et général du roi. La devise de la frégate, en siamois, vient de cet épisode historique et rappelle le titre honorifique décerné par le roi de Siam au chevalier de Forbin.



SNLE LE VIGILANT ET UNITÉS DE SOUTIEN

- -Le Vigilant est un des quatre SNLE de la marine nationale qui assurent la permanence à la mer de la dissuasion nucléaire. Pour rendre possible cette mission, état-major, base opérationnelle, centres de transmissions et escadrille, œuvrent sans relâche au soutien des SNLE. Les effectifs de ces unités défilent côte à côte.
- Cette année un SNLE aura effectué la 500° patrouille à la mer depuis 1972, ce qui représente depuis l'origine près de 35000 jours à la mer.

Lieux d'implantation : Île Longue (Finistère) pour le SNLE; Brest pour l'état-major de la FOST et l'escadrille; Rosnay (Indre), France Sud (Aude), Sainte-Assise (Seine-et-Mame) et Kerlouan (Finistère) pour les CTM.

Effectifs total des unités: 2 équipages de 110 sous-mariniers se relayant pour le SNLE; 206 pour le centre opérationnel; 160 pour les CTM; 129 pour l'escadrille.

Dates de création: 2004 pour le SNLE; 1972 pour le centre opérationnel; 1971 pour les CTM; 2000 pour l'escadrille.

Subordination organique : Force océanique stratégique (FOST), Brest.

Mission: depuis novembre 1972, au moins un des quatre Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) patrouille pour assurer la permanence de la dissuasion à la mer 365 jours par an. Invulnérable, le SNLE est garant de l'autonomie stratégique de la France.

Les SNLE ne pourraient mener à bien leur mission sans la contribution des unités qui leurs sont liées : base opérationnelle, état-major, centres de transmissions et escadrille.

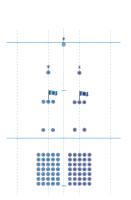
L'Île Longue est la base opérationnelle des SNLE. Ils y effectuent, au retour de chaque patrouille, un arrêt technique de quelques semaines pour leur entretien. L'état-major de la FOST assure le soutien et la coordination de la maintenance des sous-marins en vue de leur mise en œuvre. Il dispose d'un centre opérationnel. Les quatre Centres de transmission marine (CTM) sont capables de relayer en tout temps l'ordre présidentiel mais également les informations nécessaires aux SNLE pour conduire leurs patrouilles. Enfin, l'escadrille garantit le maintien en condition opérationnelle (exercice, entraînement) des équipages et du matériel.

En 2020, le programme de construction des SNLE de 3° génération passera en phase de réalisation afin d'assurer la pérennité de la composante océanique de la dissuasion.

Effectif défilant: 83.

Autorités défilant en tête: capitaine de vaisseau Fabrice Legrand, chef d'état-major de la FOST, suivi du capitaine de vaisseau Rémi Thomas, commandant l'équipage rouge du SNLE Le Vigilant, et du capitaine de frégate Jean-Philippe Anché, commandant le CTM de Rosnav.

Composition/articulation: le chef de détachement suivi des 2 commandants d'unité; les 2 fanions et leurs gardes; 4 cadres; 70 cadres et matelots.





- Une patrouille de SNLE peut durer jusqu'à 90 jours.
 Elle est uniquement limitée par la quantité de vivres embarqués.
- Le Vigilant est le premier SNLE à compter du personnel féminin (quatre officiers féminins) dans son effectif.
- Afin de préserver sa discrétion et garantir son endurance, un SNLE possède au sein de son équipage une équipe médicale composée d'un médecin et de deux infirmiers. Cette équipe est à même de prendre en charge les urgences à bord grâce à de nombreux moyens techniques dont un bloc chirurgical.

X

FLOTTILLES 17F ET 21F

La flottille 17F avec ses Rafale marine et la flottille 21F avec ses Atlantique 2, sont des unités de l'aéronautique navale qui constitue la composante aérienne de la marine nationale.

Lieux d'implantation: Landivisiau (Finistère) pour la 17F; Lann-Bihoué (Morbihan) pour la 21F.

Effectifs total des unités: 156 pour la 17F; 250 pour la 21F.

Dates de création: 1958 pour la 17F; 1940 pour la 21F.

Devise: «Ad Majorem Aquilae Gloriam» («À la plus grande gloire des aigles») pour la 17F.

Subordination organique : force de l'aéronautique navale, Toulon

Mission: avions polyvalents avec une capacité d'intervention à long rayon d'action, les Rafale marine de la flottille 17F participent principalement depuis le porte-avions Charles-de-Gaulle à la maîtrise de l'espace aérien et à la projection de puissance depuis la mer. Les marins du ciel de la 17F ont été déployés sur le porte-avions américain USS George H.W. Bush au mois de mai, dans le cadre du déploiement Chesapeake, afin de permettre aux pilotes et techniciens de s'entraîner en conditions réelles avant le retour à la mer du Charles-de-Gaulle. La flottille 17F a été engagée au profit de l'opération Chammal, notamment lors

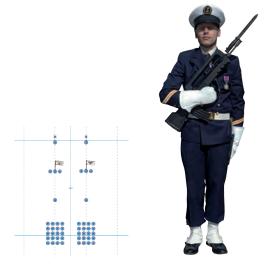
des combats pour la libération des villes de Mossoul et de Raggah.

Les Atlantique 2 (ATL2) de la flottille 21F assurent la sûreté et le soutien de la force océanique stratégique, en escortant les sous-marins de la force de dissuasion. Plus généralement, ils réalisent des missions de recueil de renseignement. Dotés de senseurs multiples et performants, les ATL2 sont capables de collecter du renseignement, sur terre, au-dessus et sous la mer. Ils disposent d'une capacité de frappe contre terre. Ils réalisent des missions de service public, des missions de guerre électronique, et participent aux opérations extérieures. Cette année, ils ont été déployés au Sahel, dans le cadre de l'opération Barkhane.

Effectif défilant : 50.

Autorités défilant en tête : capitaine de frégate Guillaume Denis, commandant la flottille 17F et capitaine de corvette Jean-Baptiste Verwaerde, commandant la flottille 21F.

Composition/articulation: les 2 chefs de détachements; les 2 fanions et leur garde; 2 cadres; 40 marins-aviateurs.



- La rénovation de 18 ATL2 est prévue dans le cadre de la Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025.
 Ils seront dotés d'un système de combat de toute dernière génération.
- Avec son envergure de 37 mètres, l'ATL2 est un aéronef qui possède d'excellentes qualités aéronautiques et peut ainsi voler à seulement 30 mètres au-dessus de la mer. Son long rayon d'action lui permet de réaliser des missions au milieu de l'océan Atlantique depuis la base de l'ann-Bihoué.
- Le Rafale marine est le seul avion de chasse français utilisant la capacité de ravitailleur en vol, dite « nounou », permettant de faire le plein en vol à un autre avion de combat. Cette capacité assure une totale autonomie aux avions du porte-avions lors de son déploiement.



BASE AÉRIENNE 107

L'action conjointe de l'escadron de transport 60, de l'escadrille aéro-sanitaire 6.560 «Étampes» et de l'antenne médicale, permet à la base aérienne 107 de garantir à tout militaire blessé en opération son rapatriement puis sa prise en charge en métropole dans des délais extrêmement courts.

Lieu d'implantation : Vélizy-Villacoublay (Yvelines).

Effectif total de l'unité: 1200.

Date de création: 1936.

Subordination organique: commandement des Forces aériennes stratégiques (FAS), Villacoublay.

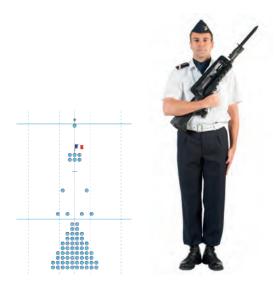
Mission: la Base aérienne 107 (BA 107) est une plateforme aéronautique active 24h/24, à proximité immédiate de Paris, qui assure le rapatriement des blessés depuis les théâtres d'opérations extérieures, le transport des hautes autorités civiles et militaires grâce aux escadrons de transport 60 et 41, et la protection de l'espace aérien parisien par les équipages de l'escadron d'hélicoptères 3.67 «Parisis» et ses tireurs embarqués.

La BA 107 assure également des missions de service public telles que l'accueil de l'agence de biomédecine pour le transport d'organes ou des missions de recherche et de sauvetage par les hélicoptères de l'escadron 3.67 «Parisis».

Effectif défilant : 73.

Autorité défilant en tête : colonel Sébastien Rabeau, commandant la BA 107.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 6 cadres; 60 cadres et militaires du rano.



Infos complémentaires

 - La base aérienne 107 a commémoré le 4 avril 2018 le centenaire de la N99 - SPA 99 dont l'escadron d'hélicoptères 3.67 « Parisis » est l'héritier.



BASE AÉRIENNE 709

- La BA 709 contribue quotidiennement aux missions de protection et d'intervention avec l'unique escadron de drones Reaper MALE français stationné à Cognac et déployé au Sahel depuis 2013.
- Elle forme tous les futurs pilotes de combat à voilure fixe de l'armée de l'air, ainsi que certains pilotes de l'aéronavale et partenaires étrangers.

Lieu d'implantation : Cognac (Charente).

Effectif total de l'unité: 800.

Date de création : 1938.

Subordination organique : DRHAA.

Mission: la Base aérienne 709 (BA709) participe aux opérations extérieures, notamment avec la présence permanente d'un détachement de l'escadron de drones déployé dans le cadre de l'opération Barkhane. Fort de cinq drones Moyenne altitude longue endurance (MALE) Reaper, le détachement démontre quotidiennement son rôle essentiel pour renseigner et agir dans la lutte permanente contre les Groupes armés terroristes (GAT) qui est menée au Sahel.

La BA 709 est en pleine transformation : ses effectifs vont s'accroître de 20% d'ici 2020 avec la création d'une escadre de reconnaissance et le transfert progressif de l'école de chasse de Tours à Cognac dès 2019 dans le cadre du nouveau programme de Formation modernisée et entraînement différencié des équipages de chasse (FOMEDEC).

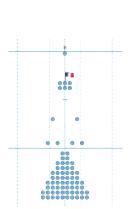
Plateforme aéronautique, la BA709 accueille régulièrement des appareils du Service d'aide médicale urgente (SAMU) et de transport d'organes dans le cadre des missions de service public.

Le radar et le centre radio de la BA 709 fonctionnent en permanence pour alimenter le réseau national de défense aérienne et ainsi assurer la souveraineté de l'espace aérien.

Effectif défilant : 73.

Autorité défilant en tête : colonel Vincent Coste, commandant la BA709.

Composition/articulation: le chef de détachement, le drapeau et sa garde; 6 cadres; 60 cadres et militaires du rang.





- Le drone MALE Reaper est équipé de multiples capteurs optroniques très performants ainsi que de systèmes de désignation et de guidage laser qui permettent aux équipages d'assurer des missions de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et de désignation d'objectifs. Il peut opérer sur des zones particulièrement étendues, à grande distance et sur de très longues durées.
- Le programme FOMEDEC a pour ambition de rationaliser la formation des équipages de chasse, à partir d'un système d'armes plus proche des standards actuels. Ainsi, les premiers appareils, les PC 21, seront livrés dès septembre 2018. L'avionique et la capacité de simulation embarquée de ces nouveaux aéronefs se rapprochent de celles des avions de chasse modernes.



HÔPITAUX D'INSTRUCTION DES ARMÉES

Assurant le soutien médico-chirurgical des forces armées en opérations et sur le territoire national, les huit hôpitaux d'instruction des armées sont également des acteurs à part entière du système public de santé puisque 80 % de leur activité est consacrée au grand public.

Lieux d'implantation : Bordeaux (Gironde) pour l'HIA Robert Picqué ; Brest pour l'HIA Clermont Tonnerre ; Clamart (Hauts-de-Seine) pour l'HIA Percy ; Lyon pour l'HIA Desgenettes ; Marseille pour l'HIA Laveran ; Metz (Moselle) pour l'HIA Legouest ; Saint Mandé (Val-de-Marne) pour l'HIA Bégin ; Toulon pour l'HIA Sainte-Anne.

Effectif total des unités : 6 690.

Dates de création: 1843 pour Robert Picqué; 1684 pour Clermont Tonnerre; 1916 pour Percy; 1831 pour Desgenettes; 1896 pour Laveran; 1581 pour Legouest; 1858 pour Bégin; 1910 pour Saint-Anne.

Subordination organique: direction centrale du SSA.

Mission: les huit Hôpitaux d'instruction des armées (HIA) apportent un soutien médico-chirurgical aux forces armées, avant, pendant et après leur déploiement. Sur tous les théâtres d'opération, ils arment les différentes structures hospitalières.

Spécialisés en médecine de guerre, les HIA prennent en charge les blessés physiques et psychiques, du théâtre jusqu'à leur réinsertion.

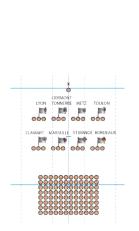
Pleinement intégrés dans leur territoire de santé et disposant d'un large panel de spécialités chirurgicales et médicales, ils accueillent le grand public dans leurs services dont l'expertise est reconnue au niveau national et international. Dotés de compétences dans les domaines NRBC et d'accueil d'afflux de victimes, ils participent à la réponse aux crises sanitaires survenant sur le territoire national ainsi qu'à la prise en charge des victimes d'attentats.

Les HIA sont également investis dans la recherche et la formation.

Effectif défilant : 121.

Autorité défilant en tête : pharmacienne en chef Manuela Oliver, adiointe au directeur de l'HIA Laveran.

Composition/articulation: le chef de détachement; les 8 fanions et leurs gardes; 24 officiers; 72 para et péri médicaux.





- Dans le cadre de l'évolution du SSA, les HIA se sont réorganisés pour se recentrer sur les besoins de soutien opérationnel des forces armées. Ainsi deux types d'établissements sont créés : les ensembles hospitaliers militaires toumés principalement vers l'opérationnel et les ensembles hospitaliers civils et militaires intégrés pleinement dans leurs territoires de santé avec des partenariats avec des établissements civils de proximité.
- Lors des attentats du 13 novembre 2015, les hôpitaux de l'ensemble hospitalier militaire d'Île-de-France ont pris en charge 52 blessés physiques (17 à l'HIA Percy et 35 à l'HIA Bégin) et ont réalisé plus de 100 consultations de soutien psychologique en moins de 48 heures.
- En 2014, l'HIA Bégin a été le seul hôpital en France à prendre en charge des malades contaminés par le virus Ebola.



COMMANDEMENT DE LA CYBERDÉFENSE

Le COMCYBER rassemble l'ensemble des forces de cyberdéfense des armées françaises sous une même autorité opérationnelle, unifiée, permanente et interarmées. Sous l'autorité directe du chef d'état-major des armées, l'officier général COMCYBER assiste la ministre des Armées en matière de cyberdéfense.

Lieu d'implantation : Paris.

Effectif total de l'unité: plus de 3400 cybercombattants répartis dans toutes les armées, directions et services au sein du ministère, ainsi que 70 à l'état-major.

Date de création : 2017.

Subordination organique: état-major des armées, Paris.

Mission: le Commandement de la cyberdéfense (COMCYBER) est responsable de la protection des systèmes d'information placés sous la responsabilité du chef d'état-major des armées, de la défense des systèmes d'information du ministère des Armées par dérogation de l'agence nationale de la sécurité des systèmes de l'information, et de la conception, de la planification et de la conduite des opérations militaires de cyberdéfense, sous l'autorité du sous-chef d'état-major «opérations».

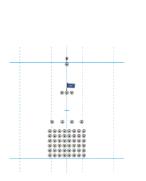
Le COMCYBER veille également à préparer l'avenir du domaine dans le cadre des politiques de ressources humaines, et des partenariats internationaux et nationaux.

Il dispose d'un état-major resserré et a autorité sur toutes les unités opérationnelles spécialisées dans la cyberdéfense du ministère, appartenant à toutes les armées, directions et services.

Effectif défilant : 56.

Autorité défilant en tête : capitaine de vaisseau Bertrand Le Sellier de Chezelles, chef d'état-major du COMCYBER.

Composition/articulation: le chef de détachement; le fanion et sa garde; 4 cadres; 48.





- Le COMCYBER est pour la première fois mis à l'honneur sur les Champs-Élysées pour le défilé du 14 Juillet.
- En 2017, environ 700 événements cyber de sécurité ont nécessité une investigation poussée de la part des équipes du ministère.
- Le terme « cybercombattant » englobe un large spectre d'emplois et de profils associés : des généralistes des opérations, des développeurs, des analystes qui travaillent sur des attaques informatiques, des auditeurs en charge de tester la robustesse du système, des spécialistes en réseau de chiffrement, des data scientists, des personnes en charge de la veille des réseaux sociaux, des spécialistes en renseignement.

DRAPEAU DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE



Lieu d'implantation : Paris.

Effectif total de l'unité: 1464.

Date de création : 1976.

Devise: «Protéger et servir».

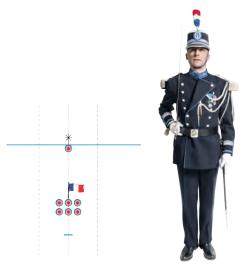
Subordination organique : Service de la protection (SDLP) de la Direction générale de la police nationale (DGPN).

Mission: la Sous-direction de la sûreté (SDS) assure la protection et la surveillance des sites du ministère de l'Intérieur et les services d'honneur au ministère de l'Intérieur. Elle est également chargée de la mise en place des services d'honneur qui lui sont liés et assure la garde du drapeau de la police nationale.

Effectif défilant : 7.

Autorité défilant: commissaire divisionnaire Didier Soulès, préfigurateur de la division du pilotage et de la maîtrise des risques de la Direction centrale de la police aux frontières (DCPAF) à Paris.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde.



- Pour le défilé, la garde au drapeau de la DGPN porte une coiffe de type « Shako » dont la couleur du plumet qu'il comporte dépend de la fonction et du grade : bleu-blanc-rouge pour le capitaine de police et bleu pour les brigadiers de police et les gardiens de la paix.
- La SDS est la seule unité du SDLP servant en uniforme, en raison de sa mission de garde au drapeau.



ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE LA POLICE

- L'ENSP conçoit, dispense et promeut les formations initiales et continues à destination des commissaires et des officiers de police nationale.
- Elle a pour ambition de devenir le centre de développement managérial des chefs de police.

Lieux d'implantation : Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône) pour les commissaires de police ; Cannes-Écluse (Seine-et-Mame) pour les officiers de police.

Date de création: 1941.

Subordination organique : DGPN.

Mission: l'École nationale supérieure de la police (ENSP) a pour vocation de concevoir, de dispenser et de promouvoir les formations initiales et continues des commissaires et des officiers de la police nationale. Les futurs commissaires et officiers sont recrutés par concours externe ou par voie interne.

L'école forme également des élus locaux, des hauts fonctionnaires et des cadres des collectivités et entreprises dans le domaine de la sécurité intérieure. Elle propose enfin des formations pour les dirigeants d'entreprises de sécurité ou de recherche privée.

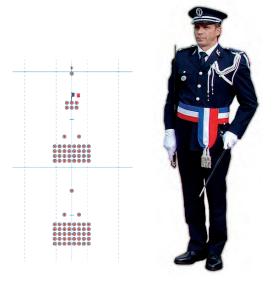
Dans le domaine de la coopération internationale, l'ENSP délivre une formation de haut niveau à destination de cadres supérieurs de police venus du monde entier et participe activement aux organes européens de formation.

Durée des formations : 22 mois pour les élèves commissaires : 19 mois pour les élèves officiers de police.

Effectif défilant: 84.

Autorité défilant en tête : commissaire divisionnaire Emmanuel Bonifay, chef de division et chargé de formation renseignement et sécurité nationale à l'ENSP.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 2 cadres; 32 élèves commissaires; 3 cadres; 40 élèves officiers de police.



- La 69º promotion de commissaires a choisi comme nom de baptême Pro patria vigilant (Pour la Patrie, ils veillent), devise de la DGPN qui résume l'essence et le rôle de la police nationale dans la République française.
- La 22º promotion d'officiers de police a choisi comme nom de promotion Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider pour rendre hommage au commandant de police et à l'adjointe administrative, assassinés le 13 juin 2016 à leur domicile par un terroriste.
- L'histoire de l'ENSP est marquée par le rapprochement en 2012 dans un même établissement public administratif de deux entités distinctes, dont l'une était chargée de la formation des commissaires et l'autre des officiers de police.



ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DE NÎMES ET ÉCOLE NATIONALE D'APPLICATION DE LA POLICE NATIONALE DE TOULOUSE



L'ENP de Nîmes est la plus grande structure de formation de la police nationale. Elle défile aux côtés de l'ENSAPN de Toulouse.

Lieux d'implantation: Nîmes (Gard) pour l'ENP; Toulouse (Haute-Garonne) pour l'ENSAPN.

Dates de création : 1998 pour l'ENP ; 1974 pour l'ENSAPN.

Devise: « Pro Patria Vigilant » (« Pour la Patrie, ils veillent » [devise de la police nationale]).

Subordination organique: direction zonale du recrutement et de la formation de la police nationale Sud. Nîmes.

Mission: l'École nationale de police (ENP) de Nîmes et l'École nationale d'application de la police nationale (ENSAPN) de Toulouse participent à la formation initiale et continue des gardiens de la paix, adjoints de sécurité et Cadets de la République.

L'ENP a la particularité de former le personnel de la police technique et scientifique, agents, techniciens et ingénieurs, pour tout le territoire national. Elle est le plus grand centre européen de police, et organise chaque année, pendant une semaine, des exercices de simulation de violences urbaines et de maintien de l'ordre avec l'ENSP.

L'ENSAPN a été une école de formation des officiers de police avant de former les gardiens de la paix à compter de 1993. Elle assure également les passerelles permettant aux gendarmes et aux militaires d'intégrer la police nationale.

Durée de la formation : 12 mois.

Effectif défilant : 112.

Autorité défilant en tête : commissaire Frédéric Pech, directeur adjoint de l'ENP de Nîmes.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 6 cadres; 56 élèves gardiens de la paix; 3 cadres; 40 élèves cadets de la République.



- Les Cadets de la République relèvent du plan Égalité des chances, qui a pour but de permettre à des jeunes non titulaires du baccalauréat d'intégrer l'institution policière.
- Les élèves gardiens de la paix sont formés depuis le printemps 2017 à l'utilisation du pistolet mitrailleur HK UMP et depuis l'automne depuis 2017, une présentation du fusil d'assault HK G36 leur est délivrée.



ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES OFFICIERS DE SAPEURS-POMPIERS

- L'ENSOSP est en charge de la formation des 25 000 officiers de sapeurs-pompiers de France, qu'ils soient professionnels, volontaires ou du service de santé (infirmiers, médecins, pharmaciens et vétérinaires).
- Elle a formé 5249 acteurs de la sécurité civile en 2017.

Lieu d'implantation : Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

Date de création: 1977.

Devise : «Cultiver le passé, enfanter l'avenir, tel est notre présent ».

Subordination organique : ministère de l'Intérieur.

Mission: l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) assure la formation initiale et continue des officiers de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, et du service de santé.

Elle organise des stages de mise en situation en matière d'incendie et de secours, et de gestion de crise, destinés, entre autres, aux élus, aux fonctionnaires, aux cadres des entreprises et aux experts français et étrangers.

Tournée vers la recherche, l'ENSOSP développe un centre d'études et de recherches interdisciplinaires sur la sécurité civile et un pôle « actions internationales et partenariales » dans les domaines de l'incendie et de secours.

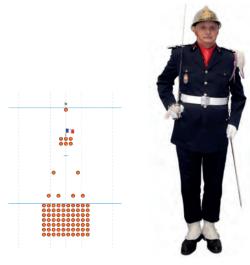
L'ENSOSP dispose de trois sites complémentaires (deux dans les Bouches-du-Rhône et un à Paris) et d'une structure pédagogique unique au travers notamment d'un simulateur à taille réelle, véritable ville de 23 hectares, de simulateurs d'accidents chimiques et radiologiques et de feux urbains, d'un simulateur d'urgence extrahospitalière, d'outils de réalité virtuelle, ainsi que d'une plateforme dédiée aux risques hydrogènes.

Durée des formations: 17 à 32 semaines.

Effectif défilant: 83.

Autorité défilant en tête : contrôleur général Hervé Enard, directeur de l'ENSOSP.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 6 cadres; 70 élèves.



Infos complémentaires

Le casque Franck de 1933, porté par les officiers de l'ENSOSP depuis 2012, est inspiré du casque des poilus de 1914-1918. Il a été porté par les sapeurs-pompiers en opération pendant plus d'un demi-siècle et a été remplacé en 1985 par le casque F1. Bien qu'il ne soit plus utilisé en intervention, il reste un symbole fort et est porté lors des cérémonies officielles.

11^E BATAILLON DES SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE

En 2017, les 247000 sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ont effectué plus de 4,4 millions d'interventions, soit une intervention toutes les 7 secondes, et ont pris en charge plus de 3,5 millions de victimes.

Lieux d'implantation: les sapeurs-pompiers qui défilent sont issus des 12 Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) de la zone de défense et de sécurité Sud-Est: Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Date de création : 1996.

Devise : «Courage et dévouement».

Subordination organique : les SDIS sont des établissements publics financés par les collectivités locales et administrés par des élus locaux sous l'autorité du président du conseil départemental. Sur le plan opérationnel, ils sont rattachés au ministère de l'Intérieur (direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises) et sont placés sous la responsabilité du préfet de département.

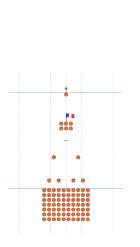
Mission: les SDIS sont chargés de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies. Ils concourent à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours d'urgence.

Ainsi, dans le cadre de leurs compétences, les sapeurspompiers exercent les missions de prévention et d'évaluation des risques de sécurité civile ; de préparation des mesures de sauvegarde et d'organisation des moyens de secours ; de protection des personnes, des biens et de l'environnement ainsi que de secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes et leur évacuation.

Effectif défilant: 83.

Autorité défilant en tête : contrôleur général Stéphane Sadak, chef d'état-major interministériel de zone de défense et de sécurité Sud-Est.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 6 cadres; 70 sapeurs-pompiers.





Infos complémentaires

Le bataillon des sapeurs-pompiers de France a pour fonction exclusive la représentation de l'ensemble des sapeurs-pompiers. Chaque année, un préfet de zone de défense et de sécurité est chargé de sa constitution. Il en confie le commandement à l'un des services d'incendie et de secours de la zone de défense et de sécurité concernée. Un drapeau lui est attribué. Le bataillon qui défile cette année est le 11° constitué



BRIGADE DE SAPEURS-POMPIERS DE PARIS

- Avec plus de 8500 soldats du feu, la BSPP est le plus grand corps de sapeurs-pompiers d'Europe et le troisième dans le monde, après ceux de Tokyo et New-York.
- Le statut militaire de la BSPP garantit un niveau sans égal de disponibilité et de performance contre les différents risques (incendie, explosion, crue) ainsi que la menace terroriste.
- En 2017, la BSPP a effectué 502 000 interventions et sauvé plus de 27 000 vies.

Lieux d'implantation: Paris et les trois départements de la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne).

Effectif total de l'unité: 8 500.

Date de création : 1811.

Devise: «Sauver ou périr».

Subordination organique : préfecture de police.

Mission: unité de l'armée de terre placée sous l'autorité du préfet de police, la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) lutte contre les incendies et assure les secours d'urgence dans la capitale et ses trois départements limitrophes. Elle concourt à la prévention et à la lutte contre les accidents, sinistres et catastrophes, et à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels. Le secours d'urgence aux personnes représente 81 % de ses missions.

La BSPP intervient en cas de catastrophe ou de cataclysme en France métropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger. Elle assure la mise



en œuvre opérationnelle des plans d'urgence et de secours dans les aéroports parisiens. Elle dispose de compagnies spécialisées sur des sites sensibles comme le centre spatial à Kourou ou encore le musée du Louvre.

La brigade possède une unité de lutte contre les menaces NRBC, dotée de véhicules de reconnaissance chimique et radiologique capables de mettre en œuvre trois chaînes de décontamination permettant de traiter plusieurs milliers de victimes potentielles.

Effectif défilant : 116 (+ 4 chiens).

Autorité défilant en tête : colonel Laurent Leygue, commandant le 3° groupement d'incendie et de secours.

Composition/articulation: le chef de détachement; le fanion et sa garde; 4 cadres et 4 maîtres-chiens et leur binôme; 108 cadres et militaires du rang.

In memoriam

Le 14 janvier 2018, la BSPP a déploré le décès du sergent-chef Jonathan Lassus-David, grièvement blessé lors d'un violent incendie à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) quatre jours plus tôt.

- C'est à la suite d'un bal tragique lors duquel l'Empereur Napoléon l™ échappe de peu au feu, que le corps des sapeurs-pompiers de Paris voit le jour. Le procès-verbal dressé à la suite de ce drame persuade Napoléon l™ de réorganiser et de professionnaliser la lutte contre le feu à Paris. Par décret impérial du 18 septembre 1811, il confie cette mission à un corps militaire, le Bataillon de sapeurs-pompiers de Paris.
- Chaque année, la BSPP recrute 1 200 sapeurs-pompiers.

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE



- L'administration pénitentiaire est la 3º force de sécurité intérieure avec plus de 40 000 agents, dont 27 800 de surveillance.
- Elle protège la société : 70 000 détenus sont sous sa garde et 180 000 personnes sont suivies à l'extérieur.
- En 2018, elle recrute 2500 agents de surveillance.

Lieux d'implantation: Paris (siège), 188 prisons et 103 services pénitentiaires d'insertion et de probation sur tout le territoire national.

Date de création: 1858.

Devise: «Honneur et discipline».

Subordination organique: ministère de la Justice, Paris.

Mission: sous l'autorité du garde des Sceaux, et avec le concours des autres services de l'État, des collectivités territoriales, des associations et d'autres personnes publiques ou privées, la direction de l'administration pénitentiaire assure le service public pénitentiaire. À ce titre, elle participe à l'exécution des décisions pénales, contribue à l'insertion ou la réinsertion des personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire, à la prévention de la récidive et à la sécurité publique dans le respect des intérêts de la société, des droits des victimes et des droits des personnes détenues.

Les lieutenants pénitentiaires ainsi que leurs supérieurs, les capitaines et les commandants, constituent le corps d'encadrement et de commandement du personnel de surveillance. Ils participent à l'élaboration de la politique de l'établissement de prise en charge des personnes détenues, organisent l'exécution des décisions pénales et assurent la sécurité générale de l'établissement.

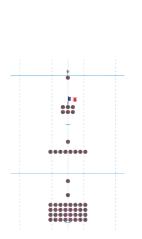
L'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP) assure la formation de l'ensemble des agents de l'administration pénitentiaire : du surveillant au directeur.

Durée des formations: 8 mois pour les surveillants pénitentiaires, 12 mois pour les lieutenants pénitentiaires, 2 ans pour les directeurs des services pénitentiaires.

Effectif défilant : 50.

Autorité défilant en tête : Audrey Revil, secrétaire générale de la Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) de Strasbourg.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 1 chef d'établissement pénitentiaire; 8 directeurs des services pénitentiaires; 2 cadres; 24 officiers et 8 surveillants stagiaires.





- Les officiers de l'administration pénitentiaire sont des agents de catégorie B, ils sont reconnaissables à leur uniforme bleu ciel.
- Les lieutenants pénitentiaires sont recrutés à bac +2 et les directeurs de services pénitentiaires à bac +3.
- 5300 agents des services pénitentiaires d'insertion et de probation prennent en charge les 70000 personnes détenues en prison et condamnées aux peines restrictives de liberté telles que le bracelet électronique ou le travail d'intérêt général (180000 personnes).



DOUANE FRANÇAISE

- La douane française surveille les flux de personnes et de marchandises. Elle participe à la lutte contre les trafics illicites et contre le terrorisme.
- Elle est également chargée de la perception des recettes fiscales et du soutien aux opérateurs du commerce international.

Lieux d'implantation : sur tout le territoire national.

Date de création: 1791.

Devise: «Agir pour protéger».

Subordination organique: Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) et ministère de l'Action et des Comptes publics, Paris.

Mission: la douane exerce trois grandes missions.

La première est la sécurité des citoyens et de l'espace national, contre les grands trafics, la criminalité organisée et le terrorisme (stupéfiants, tabacs, contrefaçons, armes, explosifs, flux financiers illicites, etc.) et contre l'introduction de marchandises dangereuses.

Elle assure également une mission économique à travers le dédouanement des échanges commerciaux et l'accompagnement et le conseil aux entreprises dans leurs opérations d'import et d'export, dans le but de soutenir l'économie et la création d'emploi.

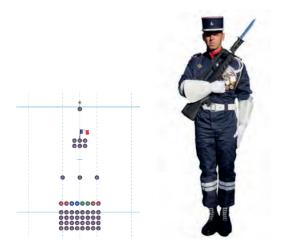
Enfin, la douane française assure une mission fiscale par la perception des droits et taxes sur les produits importés depuis les pays hors de l'Union européenne et d'autres impôts indirects comme ceux sur les tabacs, alcools et produits pétroliers.

La douane dispose d'une flotte de 2 655 véhicules légers, 469 motos, 10 avions, 9 hélicoptères et 34 bateaux, dont 15 vedettes garde-côtes et 3 patrouilleurs de haute mer.

Effectif défilant : 50.

Autorité défilant en tête : Julie Desbois, inspectrice des douanes, chef de la surveillance douanière, à Roissy Voyageurs.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 3 cadres; 8 douaniers spécialistes (motards, marins et maîtres-chiens); 32 douaniers.



- En 2017, la douane a saisi 958 armes à feu, plus de 8,4 millions d'articles de contrefaçon et 862 millions d'euros d'avoirs criminels. La douane a également saisi 66,1 tonnes de stupéfiants et 238,2 tonnes de tabac sur le territoire national.
- Les perceptions de la douane alimentent le budget de l'État et de l'Union européenne, ainsi que des collectivités locales et organismes sociaux. En 2017, elles se sont élevées à 79.5 milliards d'euros.



PIONNIERS DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE

- Les pionniers du 1^{er} RE de la Légion étrangère arment la section infrastructure en charge de l'entretien du casernement. Dans ses rangs, tous les corps de métier du bâtiment sont représentés : maçons, peintres, plombiers, menuisiers et électriciens.
- La vocation initiale des pionniers étant d'ouvrir le passage à la troupe qui suit, les pionniers de la Légion étrangère défilent, de fait, toujours en tête des troupes.

Lieu d'implantation : Aubagne (Bouches-du-Rhône).

Effectif total de l'unité: 39.

Date de création : 1841.

Devise : «Honneur et fidélité» (devise de la Légion étrangère).

Subordination organique : 1er Régiment étranger (1er RE), Aubagne.

Mission: les pionniers illustrent la tradition de soldats bâtisseurs qui, une fois les combats terminés, posaient leurs fusils pour se charger de l'entretien du quartier. Ils regroupent par conséquent tous les corps de métier du bâtiment. Les pionniers de la Légion étrangère sont avant tout des combattants de l'arme du génie. Engagés au-devant des troupes, ils formaient et forment encore aujourd'hui les têtes de colonne ouvrant et sécurisant le passage des autres unités.

Les sapeurs de la Légion étrangère sont reconnaissables à leur barbe, à leurs gants à crispin ainsi qu'à leur tablier de buffle de couleur fauve pour les régiments de métropole, ou de couleur blanche pour les unités d'outre-mer. Ce tablier servait à protéger les sapeurs contre la projection d'éclats de bois mais également de limiter le risque d'éventration.

Effectif défilant : 39.

Autorité défilant en tête : adjudant-chef Artur Zawada, chef de section des pionniers du 1er RE.

Composition/articulation: le chef de détachement; 2 cadres; 36 cadres et légionnaires.



- La cadence de 88 pas par minute pour la Légion, plus lente que celle des autres unités (116 pas par minute) est héritée du rythme de déplacement des armées de l'Ancien Régime et de l'Empire.
- Dès sa création en 1831, la Légion comptait dans ses rangs des sapeurs-pionniers. Ils étaient chargés des travaux d'aménagement du terrain, de la construction de ponts pour le franchissement des cours d'eau et de l'ouverture des routes. Engagés en avant des troupes ils formaient les têtes de colonne. Partout où la Légion est passée, les pionniers ont laissé derrière eux les preuves de leurs savoir-faire comme le tunnel de Foum Zabel au Maroc, ou encore la ville de Sidi-bel-Abbès en Algérie construite en grande partie par la Légion.
- Les pionniers portent la hache sur l'épaule, qui rappelle la vocation de soldat-bâtisseur du légionnaire et servait à ouvrir des brèches dans les défenses adverses.

133

MUSIQUE DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE

- La musique de la Légion étrangère a pour mission de contribuer au rayonnement de la Légion étrangère. Elle se produit partout dans le monde et maintient la tradition musicale lors des cérémonies militaires classiques, des spectacles en salle de concerts, festivals civils ou encore des aubades.
- Avant tout combattants, les musiciens de la Légion sont régulièrement désignés pour partir en opération ou renforcer des régiments de la Légion.

Lieu d'implantation : Aubagne.

Effectif total de l'unité : 57.

Date de création: 1841.

Devise : « Honneur et fidélité ».

Subordination organique: 1er RE.

Mission: la musique de la Légion étrangère contribue au rayonnement de cette demière en France et à l'étranger en veillant au maintien des traditions légionnaires.

Requise pour les prestations militaires, mais également sollicitée à l'occasion de festivals civils, nationaux ou internationaux, la musique de la Légion étrangère concourt à l'image d'excellence de cette dernière. Elle se distingue aussi par l'usage de fifres ainsi que par le port du tambour bas.

Ses musiciens, avant tout combattants, sont régulièrement engagés en opération extérieure et intérieure, en renfort de régiments de la Légion étrangère.

Effectif défilant : 57.

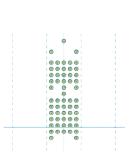
Autorité défilant en tête: adjudant-chef Jérôme Dumont, tambour major (le lieutenant-colonel Émile Lardeux chef de musique hors classe, chef de la musique de la Légion étrangère, défile au premier rang derrière le tambour-major).

Composition/articulation: le chef de détachement; deux cadres; la musique défile sur 5 colonnes en 2 blocs constituant la batterie (tambours, clairons et fifres) et l'harmonie, ces 2 blocs étant séparés par le chapeau chinois



- Du 24 au 28 mai 2018, la musique de la Légion étrangère a participé à la fête nationale géorgienne à Tbilissi. Ce fut l'occasion de rendre hommage au lieutenant-colonel Amilakvari, figure mythique de la Légion étrangère, ayant combattu dans les forces françaises libres durant la seconde guerre mondiale et originaire de la famille princière géorgienne. Il est l'auteur de la célèbre citation : «Nous étrangers, n'avons qu'une seule façon de prouver à la France notre gratitude pour l'accueil qu'elle nous a réservé : nous faire tuer pour elle».
- Le chapeau chinois, instrument de musique d'origine ottomane, est un pavillon de cuivre gami de clochettes. Progressivement abandonné au cours du XIX[®] siècle par la plupart des musiques militaires, il a été conservé par la Légion qui l'a omé de queues de cheval, en référence à une vieille coutume musulmane adoptée par les régiments d'Afrique : les queues des chevaux tués étaient témoignage de courage. Exposées devant la tente du chef (le caïd), elles devenaient le symbole du commandement.







2^E RÉGIMENT ÉTRANGER D'INFANTERIE

- Le 2° REI est un régiment de la Légion étrangère qui opère sur VBCI.
- Il est doté du système FÉLIN améliorant ses capacités tactiques au combat débarqué.
- Il bénéficie du programme SCORPION, modernisant l'équipement et améliorant la communication interarmées.

Lieu d'implantation : Nîmes (Gard).

Effectif total de l'unité: 1267.

Date de création: 1841.

Devise : « Être prêt ».

Subordination organique: 6º BLB, Nîmes.

Mission: le 2^e Régiment étranger d'infanterie (2^e REI) est l'un des deux régiments d'infanterie blindée de la 6^e BLB.

Toujours à la pointe des engagements de la Légion étrangère, les légionnaires du 2° REI sont experts du combat fantassin à pied ou en véhicule, notamment par l'utilisation du Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI).

Les sections de combat disposent d'une large gamme d'armement leur offrant une importante puissance de feu s'étageant de la courte distance à 1 200 mètres : Famas, fusils de précision FRF2 et PGM, mitrailleuses Minimi et 12.7 mm, lance-roquette anti-blindé, lance-grenades individuel et enfin. missiles antichars Ervx et Milan.

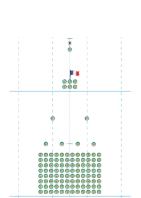
Les légionnaires du 2° REI sont pionniers de la numérisation de l'espace de bataille. À ce titre, ils bénéficient des équipements les plus avancés technologiquement.

Depuis le 1e janvier 2018, le régiment a été engagé au Sahel, aux Émirats arabes unis, à Mayotte, en Martinique, au Burkina Faso et en Irak.

Effectif défilant : 109.

Autorité défilant en tête : colonel Stève Carleton, chef de corps du 2° REI.

Composition/articulation: le chef de détachement; le drapeau et sa garde; 6 cadres légionnaires; 96 cadres et légionnaires.





- En hommage aux compagnies montées du 2º régiment étranger en Algérie, qui faisaient porter le matériel par des mulets permettant aux fantassins de marcher plus loin et plus longtemps, la mascotte officielle du régiment est un mulet appelé «Tapanar», qui a le grade de caporal-chef et reçoit une solde mensuelle pour l'achat de ses carottes.
- Le programme SCORPION, dont la direction générale de l'armement assure la maîtrise d'ouvrage, vise à assurer la modernisation des Groupements tactiques interarmes (GTIA) afin d'accroître dans une approche globale et coherente leur efficacité et leur protection, en utilisant au mieux les nouvelles capacités d'échanges d'informations.

DÉFILÉ DES HÉLICOPTÈRES

Cette année, le défilé des hélicoptères est composé de 30 appareils, dont 18 de l'Aviation légère de l'armée de terre (ALAT), cinq de l'armée de l'air, deux de la marine nationale, trois de la gendarmerie nationale et deux de la sécurité civile.

Le défilé est ouvert par les hélicoptères de l'ALAT illustrant les principales capacités du pilier aérocombat de l'armée de terre, suivis des hélicoptères de l'armée de l'air pour la protection du territoire et l'intervention extérieure, de ceux de la marine nationale pour le combat aéromaritime et la sauvegarde maritime, puis de la gendarmerie nationale. Il est clôturé par deux hélicoptères de la sécurité civile.

Les différentes formations défilantes soulignent l'engagement des équipages et des hélicoptères tant dans la protection du territoire national qu'en opération extérieure.

QUELQUES CHIFFRES

Altitude

Environ 400 pieds, soit 120 mètres.

Vitesse

90 nœuds, soit environ 170 km/h.

Distances

Élongation du défilé des hélicoptères : environ 8 km ;

Entre deux blocs: environ 1km;

Entre les aéronefs : de 5 m à environ 10 m ;

La Défense - Place de la Concorde : environ 7 km.

Ouverture du défilé



2 FENNEC EH 3/67 « Parisis »

1 FENNEC EH 5/67 « Alpilles » 2 CARACAL EH 1/67 « Pyrénées » **1 CAÏMAN** Flottille 33F

1 DAUPHIN Flottille 35F







Protection du territoire et intervention extérieure Labellisation des forces spéciales de l'EH 1/67 « Pyrénées » Combat aéromaritime et sauvegarde maritime

1 GAZELLE

3º RHC Etain

2 CAÏMAN

1e RHC Phalsbourg

2 PUMA

GIH Villacoublay

1 TIGRE HAP 1 GAZELLE GATLING 1 CARACAL

4º RHFS Pau



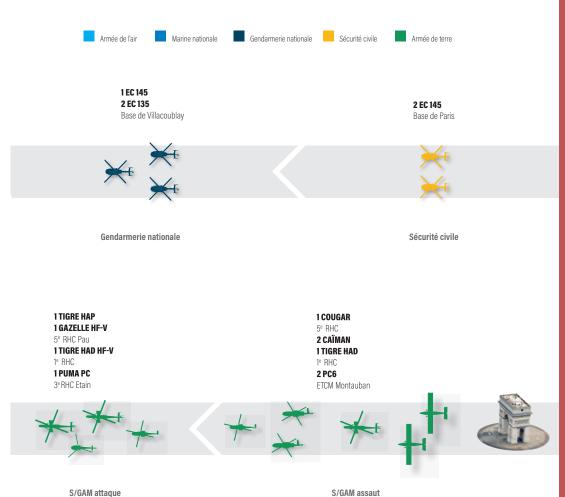




Territoire national

Module forces spéciales

EH: Escadron d'hélicoptères GIH: Groupe interarmées d'hélicoptères RHFS: Régiment d'hélicoptères des forces spéciales ETCM : Escadrille de transport et de convoyage de matériel RHC : Régiment d'hélicoptères de combat S/GAM : Sous-groupement aéromobile



Clôture du défilé

PRÉSENTATION DES BLOCS



PROTECTION DU TERRITOIRE ET INTERVENTION EXTÉRIEURE LABELLISATION DES FORCES SPÉCIALES DE L'EH 1/67 « PYRÉNÉES »



Les hélicoptères de l'armée de l'air permettent de réaliser des missions opérationnelles d'une grande diversité sur le territoire national comme en opération extérieure. Secours aux populations, missions de sûreté aérienne, police du ciel, renseignement ou encore appui aérien aux troupes au sol, les hélicoptères sont un atout indispensable. En 2017, ils ont ainsi permis de sauver 30 vies au cours d'opérations de recherche et sauvetage sur le territoire national, une mission de service public, qui contribue à la protection des Français et mobilise des escadrons d'hélicoptères en alerte 24h/24. Actuellement engagés dans le cadre de l'opération Barkhane, ils jouent un rôle essentiel dans la conduite des opérations, en conférant à la force, la souplesse et les capacités d'élongation indispensables pour prendre l'ascendant sur l'adversaire. L'armée de l'air présente deux Fennec de l'Escadron d'hélicoptères (EH) 3/67 « Parisis » et un Fennec de l'EH 5/67 « Alpilles », suivis de deux Caracal de l'EH 1/67 « Pyrénées ». L'EH 1/67 « Pyrénées », doté d'hélicoptères Caracal, est grâce à cet appareil la seule unité d'Europe qui maîtrise le ravitaillement en vol jour et nuit et l'emploi en opérations réelles. Labellisé depuis le début de l'année 2018 « forces spéciales », il permet des interventions héliportées discrètes dans la profondeur et à portée stratégique.



COMBAT AÉROMARITIME ET SAUVEGARDE MARITIME

La marine nationale présente deux de ses hélicoptères assurant des missions de combat aéromaritime et de sauvegarde maritime : le Caïman marine et le Dauphin. Le Caïman marine est un hélicoptère multirôle ; ses missions sont la lutte anti sous-marine, antisurface, le contreterrorisme maritime ou encore le sauvetage en mer. Le Dauphin est spécialisé dans les missions de recherche, secours et sauvetage en mer ou assure la sauvegarde des pilotes lors des mouvements de catapultage et d'appontage sur le porte-avions, selon sa configuration.



GENDARMERIE NATIONALE

Les hélicoptères de la gendarmerie nationale assurent les missions de sécurité publique générale (police judiciaire et administrative, sécurité routière, assistance aux personnes, lutte contre l'immigration irrégulière, anti-terrorisme, etc.), à bord d'hélicoptères de type EC135, EC145 ou Écureuil. Ils disposent de capacités inégalées pour accomplir ou appuyer l'ensemble des missions de police (captation et retransmission d'images, renseignement, enregistrement des opérations, suivi et interpellation, etc.) et des interventions (notamment au profit des unités spécialisées de la gendarmerie nationale - GIGN -, et de la police nationale - RAID). Le secours en milieux spécialisés (haute-montagne et outre-mer) compte également parmi leurs missions historiques. 20% des effectifs sont positionnés outre-mer où la gendarmerie participe notamment à la lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane, ou à la lutte contre l'immigration irrégulière et les trafics à Mayotte. Un appareil de type EC145 et deux EC135 sont présentés.



SÉCURITE CIVILE

La sécurité civile dispose d'une flotte de 35 hélicoptères de type EC145 Dragon, utilisée pour mener des missions d'évacuation médicale et sanitaire, des opérations de recherche et sauvetage, ainsi que des missions de soutien au profit des forces de l'ordre. Ses hélicoptères effectuent également des transports sanitaires et participent à la lutte contre les feux de forêts en guidant notamment les bombardiers d'eau. Plus de 10000 personnes sont secourues chaque année en mer, plaine et montagne. La modernisation de la suite avionique équipant les 35 hélicoptères est prévue à l'horizon 2020, le premier EC-145 Dragon modernisé étant opérationnel depuis le 1er juin 2018. Elle permettra à tous les appareils d'être équipés de systèmes plus performants, de conserver leur aptitude à intervenir dans toutes les conditions météorologiques, avec un niveau de sécurité maximal, et en conformité avec les dernières réglementations de navigation basée sur la performance. Deux hélicoptères EC145 Dragon défilent.



TERRITOIRE NATIONAL / OPÉRATION IRMA

L'Aviation légère de l'armée de terre (ALAT) participe à la protection du territoire national. Elle intervient dans le cadre du déclenchement du plan d'Organisation des secours (ORSEC), au titre de la sauvegarde terrestre, en renforcement du dispositif de lutte contre les feux de forêts (mission Héphaïstos), ou dans le cadre de missions de secours aux populations. L'ALAT arme également avec ses hélicoptères Puma, le Groupe interarmées d'hélicoptères (GIH) qui contribue à la posture permanente de contre-terrorisme sur le territoire national en support du GIGN et du RAID. Un détachement, composé de deux Puma du 3° Régiment d'hélicoptères de combat (3° RHC) a participé à l'opération Irma. Acheminés par voie aérienne (A400M) et par voie maritime (BPC Tonnerre), ces hélicoptères de manœuvre ont permis le transport de matériel et de personnel dans les zones les plus inaccessibles. Une Gazelle, suivie de deux Caïman et de deux Puma défilent.



MODULE FORCES SPÉCIALES

L'ALAT dispose de moyens dédiés aux opérations spéciales, rassemblés au sein du 4º Régiment d'hélicoptères des forces spéciales (4º RHFS). Cette unité offre la capacité, sur le territoire national ou en opérations extérieures, d'intervenir au niveau stratégique, sur des objectifs de haute valeur. La combinaison des différents types d'appareils et l'entraînement commun avec les commandos des autres unités des forces spéciales garantissent l'efficacité des opérations, en particulier celles de contre-terrorisme en opération extérieure. Trois hélicoptères du 4º RHFS sont présentés: un Tigre HAP, suivi d'un Cougar, et d'une Gazelle équipée d'une mitrailleuse Gatling.



SOUS-GROUPEMENTS AÉROMOBILES ATTAQUE ET ASSAUT

Les sous-groupements aéromobiles attaque et assaut sont composés des hélicoptères de l'ALAT qui réalisent des missions offensives, défensives et de sécurisation. Modulaires, c'est-à-dire s'articulant en fonction de la mission à mener, ils surprennent l'ennemi pour le frapper au moment où il s'y attend le moins et le déstabilisent par leur action groupée.



Leur capacité d'observation, la précision et la puissance de leurs feux permettent de mener des missions de reconnaissance comme de destruction, en étroite coordination avec les unités amies ou de façon autonome face au dispositif ennemi. Ils sont en mesure de participer, en renfort des troupes au sol, à des missions de saisie d'un point ou d'une zone, ou de réduction de résistance. Escorter des convois terrestres comme aériens, participer au contrôle voire au bouclage d'un secteur, participer ou appuyer un ratissage, mener des actions de harcèlement ou d'interception de mobiles adverses, est une partie du panel des missions assurées par les sous-groupements aéromobiles.



En complément du déploiement de ses hélicoptères en bande sahélo-saharienne, l'armée de terre engage quelques avions. Non armés, mais au coût de fonctionnement nettement inférieur à celui des hélicoptères, ils effectuent d'indispensables missions de soutien logistique et de liaison, voire ponctuellement de commandement, toujours au profit des forces terrestres. Ils permettent ainsi de disposer des hélicoptères de manœuvre et d'assaut pour des missions plus au contact de l'ennemi.

L'ALAT présente son sous-groupement aéromobile d'attaque avec un Tigre HAP, suivi d'une Gazelle HF-V, d'un Tigre HAD et d'un Puma PC. Défile ensuite le sous-groupement aéromobile d'assaut avec un Cougar, deux Caïman, un Tigre HAD, et deux avions Pilatus PC6.

Iroupes motoricées

SOMMAIRE DES TROUPES MOTORISÉES

Volice nationale Escadron motocycliste de la police nationale
Gendarmerie nationale
Escadron motocycliste du centre national de formation à la sécurité routière de la gendarmerie nationale
rmée de terre
1° division 135 152° régiment d'infanterie 137 5° régiment de dragons 139 3° régiment d'artillerie de marine 141 2° régiment étranger de génie 143 53° régiment de transmissions 145 61° régiment d'artillerie 147 4° régiment du matériel 149 Commandement de l'entraînement et des écoles du combat interarmes 151
rmée de l'air
Escadre aérienne de commandement et de conduite projetable
sapeurs-pompiers
Brigade de sapeurs-pompiers de Paris



ESCADRON MOTOCYCLISTE DE LA POLICE NATIONALE

Les motocyclistes de la police nationale participent à la lutte contre l'accidentalité routière et contribuent à la régulation du trafic.

Lieux d'implantation: Paris pour la DCSP; la DCCRS et la DRM; Sens (Yonne) pour le CNFM.

Dates de création: 1936 pour la DCSP; 1944 pour la DCCRS; 2009 pour le CNFM; 2011 pour la DRM.

Devises: «Discipline, valeur, dévouement » pour la DCSP; «Servir » pour la DCCRS; «Viam Monstramus » («Nous montrons la voie ») pour la DRM.

Subordinations organiques: DGPN pour la DCSP, la DCCRS et la DRM; direction centrale du recrutement et de la formation de la police nationale pour le CNFM.

Mission: constitué en 2010 lors de la première participation des motards de la police nationale au défilé du 14 Juillet, l'escadron motocycliste de la police nationale est composé de policiers de la Direction centrale de la sécurité publique (DCSP), de la Division régionale motocycliste de la préfecture de police (DRM), de la Direction centrale des compagnies républicaines de sécurité (DCCRS) et du Centre national de formation motocycliste de la police nationale (CNFM).



Les motocyclistes de la police nationale couvrent tout l'éventail des missions d'escorte, mais aussi le guidage et la sécurité des convois sensibles. Ils participent également à la régulation du trafic, ainsi qu'à la prévention des infractions aux règles de la circulation et à la lutte contre l'accidentalité routière définie comme objectif national.

Ces unités peuvent par ailleurs assurer des services particuliers comme les escortes d'ambulances et participent au dispositif de sécurité dans le cadre de sommets internationaux ou d'événements de grande ampleur.

Effectif défilant : 31 motos.

Autorité défilant en tête : capitaine de police Benoît Gallais, responsable du service de nuit pour l'agglomération parisienne de la division régionale motocycliste.

Composition/articulation: le chef de détachement; 2 cadres; 28 motocyclistes.

Les motocyclistes de la police nationale défilent aux côtés de ceux de la gendarmerie nationale.

Infos complémentaires

Le CNFM a toujours encadré les troupes motorisées de la police nationale lors des défilés du 14 Juillet, mais c'est la première fois que deux spécialistes motocyclistes, formateurs permanents au CNFM participent en tant que défilants.



ESCADRON MOTOCYCLISTE DU CENTRE NATIONAL DE FORMATION À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE DE LA GENDARMERIE NATIONALE

- Les motocyclistes de la gendarmerie nationale assurent les missions de lutte contre l'insécurité routière, de contrôle et gestion des flux, et de sécurité des mobilités.
- Leur centre de formation, le CNFSR propose près de 20 formations différenciées et reçoit près de 1 700 stagiaires par an, répartis sur plus de 80 stages.

Lieu d'implantation: Fontainebleau (Seine-et-Mame).

Effectif total de l'unité : 38.

Date de création: 1952.

Subordination organique: CEGN.

Mission: le Centre national de formation à la sécurité routière (CNFSR) a pour mission de former, évaluer et perfectionner les motocyclistes de la gendarmerie nationale, tant dans le domaine technique du pilotage que dans celui des connaissances professionnelles propres à la sécurité routière et de la législation des transports.

L'expertise du centre est reconnue par les administrations et sociétés privées qui lui confient la formation de leurs fonctionnaires ou salariés. Le CNFSR entretient également des partenariats européens et internationaux qui se concrétisent par l'accueil de stagiaires ou l'envoi de formateurs à l'étranger.

Durées des formations : de quelques jours à 12 semaines.

Effectif défilant: 31 motos.

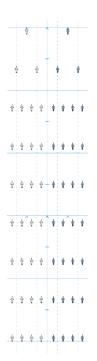
Autorité défilant en tête : lieutenant-colonel David Debiais,

commandant le CNFSR.

Composition/articulation: le chef de détachement;

2 cadres; 28 cadres et stagiaires.

Les motocyclistes du CNFSR défilent aux côtés de ceux de la police nationale.





- L'escadron motocycliste du CNFSR est constitué spécifiquement pour le défilé du 14 Juillet. Cet exercice groupé à allure réduite (14 km/h) nécessite technicité et précision.
- Le CNFSR a fêté en 2017 ses cinquante années de présence à Fontainebleau.

1^{RE} DIVISION



- Grande unité interarmes, la 1^{re} division est composée de quatre brigades, lui conférant une capacité blindée, amphibie, et de combat en montagne ainsi que le commandement des éléments français de la brigade franco-allemande.
- L'état-major de la 1^{re} division fournit en permanence l'ossature des postes de commandement des forces engagées sur les théâtres d'opération extérieurs, ainsi que sur le territoire national.

Lieu d'implantation : Besançon (Doubs) pour l'état-major.

Effectif total de l'unité : environ 25000, dont 288 à l'état-maior.

Date de création: 2016.

Devise: «Nomine et Virtute Prima» («La première par le nom et la valeur»).

Subordination organique: commandement des forces terrestres (CFT), Lille.

Mission: la 1^{re} division est une grande unité interarmes composée de son état-major ainsi que de quatre brigades et leurs régiments: la 7^e Brigade blindée (7^e BB), la 9^e Brigade d'infanterie de marine (9^e BIM), la 27^e BIM et la Brigade franco-allemande (BFA).

Appuyé ou renforcé par les autres commandements de l'armée de terre, l'état-major de la 1^{re} division a pour mission de préparer et d'engager les brigades interarmes, les régiments spécialisés placés sous son commandement organique et les éléments français de la BFA, afin de répondre aux contrats opérationnels des forces terrestres dans une opération de haute intensité.

Effectif défilant : 16 véhicules.

Autorité défilant en tête : général de division Frédéric Blachon, commandant la 1^{re} division.

Composition/articulation: Véhicule léger de reconnaissance et d'appui (VLRA) du chef de détachement; 4 Véhicules blindés léger (VBL) des commandants de la 7° BB, de la 9° BIM, de la 27° BIM et de la BFA; 5 VBL de l'état-major de la 1° division; 3 P4 (véhicules léger Peugeot) des éléments organiques de la force opérationnelle terrestre; 3 P4 porte-emblème du 1° régiment d'artillerie, du 19° régiment du génie et du 132° bataillon cynophile de l'armée de terre.





- Le général adjoint opérations de la 1^m division, Nicholas Nottingham, de nationalité britannique, défile aujourd'hui aux côtés du commandant de la division. Un officier général français est également en poste à l'état-major de la 1^m division de l'armée de terre britannique en tant que commandant adjoint. Cet échange, mis en place depuis l'été 2017, et sans précédent à ce niveau, traduit le rapprochement des deux puissances militaires européennes.
- La 1[®] division est l'héritière de la 1[®] division blindée, créée en 1943 et qui s'illustra, après avoir débarqué en Provence en août 1944, dans la campagne de Libération de la France au sein de la 1[®] Armée.



152^E RÉGIMENT D'INFANTERIE

- Le 152° RI bénéficie d'une exceptionnelle force de frappe grâce à la technologie moderne du VBCI. Il est équipé du système de combat individuel FÉLIN ainsi que du dernier fusil d'assaut (HK 416 et HK 417).
- Le 152° RI défile aux côtés de la brigade médiane belge avec laquelle il est jumelé.

Lieu d'implantation : Colmar (Haut-Rhin).

Effectif total de l'unité: 1176.

Date de création: 1794.

Devise: «Ne pas subir».

Subordination organique: 7º BB, Besançon.

Mission: le 152° Régiment d'infanterie (152° RI) a vocation à constituer le noyau dur d'un groupement tactique interarmes à dominante infanterie dont les capacités de mouvement, de protection, d'observation, de communication et de létalité ont été largement modernisées et augmentées par la mise en place du système d'arme FÉLIN, du nouveau VBCI et du dernier fusil d'assaut HK 416 et HK 417.

Le régiment est jumelé avec l'unité belge des carabiniers Prince Baudouin – grenadiers. Cette année, les deux unités se sont entraînées ensemble au Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (CENZUB) dans le cadre d'un exercice conjoint entre la 7° BB et la brigade médiane belge.

Effectif défilant : 14 véhicules.

Autorité défilant en tête : colonel François-Régis Dabas, chef de corps du 152° Rl.

Composition/articulation: Véhicule poste de commandement (VPC) du chef de détachement; VBCI porte-emblème; 4 VPC des commandants d'unité; 4 véhicules blindés belges Piranha; 4 VBCI.





- Sumommé régiment des « diables rouges » par les Allemands au cours des combats de la première guerre mondiale, le 152° RI a conservé son nom de tradition.
- Figure emblématique et historique des régiments français, le 152° RI fêtera l'année prochaine le centenaire de la remise de sa fourragère aux couleurs de la Légion d'honneur ainsi que sa centième année d'implantation physique en Alsace à Colmar.

5^E RÉGIMENT DE DRAGONS

- Le 5° RD participe à l'expérimentation des matériels futurs dans le cadre du programme SCORPION avec le char Leclerc rénové, et les nouveaux systèmes d'information et de communication des forces. Il sera le premier régiment SCORPION de l'armée de terre.
- Le régiment verra ses effectifs augmenter de 20 % d'ici la fin de l'année 2018.

Lieu d'implantation : Mailly-le-Camp (Aube).

Effectif total de l'unité: 932.

Date de création : 1668.

Devise: «Victoria Pinget» («Seule la victoire l'ennoblit»).

Subordination organique: 7° BB.

Mission: dissout en 2003 et récréé en juillet 2016, le 5° Régiment de dragons (RD) est le seul régiment interarmes stationné en métropole. Il rassemble ainsi cavaliers, fantassins, artilleurs et sapeurs.

Ce régiment projetable assure la préparation et l'entraînement de l'ensemble des unités de l'armée de terre. Il fournit en permanence deux unités qui simulent le rôle

de forces d'opposition au profit du centre d'entraînement au combat.

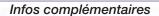
Le 5° RD est équipé des matériels les plus modernes de l'armée de terre tels que le char Leclerc, le VBCI, le Caesar et le système FÉLIN. Il participe à l'expérimentation des matériels futurs dans le cadre du programme SCORPION avec le char Leclerc rénové et les nouveaux systèmes d'information et de communication des forces.

Le régiment est engagé dans toutes les missions et opérations de l'armée de terre. Il a participé jusqu'en mai à la mission Lynx, mission opérationnelle française en Estonie dans le cadre de l'OTAN.

Autorité défilant en tête : lieutenant-colonel Nicolas de Fontanges, chef de corps du 5° RD.

Effectif défilant : 13 véhicules.

Composition/articulation: char Leclerc du chef de détachement; char Leclerc porte-étendard; 4 VBL; 1 VPC; 3 chars Leclerc; 3 VBCI.



- Le nouveau programme d'équipements SCORPION a pour objectif de créer un système de combat tactique évolutif et flexible, à même de remplir toutes les missions opérationnelles présentes et futures de l'armée de terre. Ce système de combat est composé d'engins de combat comme le Griffon, le Jaguar ou le char Leclerc rénové interconnectés grâce à des moyens de communication de nouvelle génération.
- Le char Leclerc rénové désigne la future version du char Leclerc. Les travaux de rénovation apportés renforceront sa puissance de feu et sa mobilité au sein des futurs groupements tactiques interarmes.
 Ce nouveau char sera également doté de kits de blindages spécifiques lui permettant de mieux faire face aux menaces.
- Le régiment célèbre cette année ses 350 ans.





3^E RÉGIMENT D'ARTILLERIE DE MARINE

- Le 3° RAMa est un régiment d'appui feux et de renseignement.
- Il est déployé sur tous les théâtres d'opération extérieurs et engagé de manière permanente sur le territoire national dans le cadre de l'opération Sentinelle.

Lieu d'implantation : Canjuers (Var).

Effectif total de l'unité: 800.

Date de création: 1803.

Devise: «À l'affut toujours, jamais ne renonce».

Subordination organique : 6° Brigade légère blindée (6° BLB), Nîmes.

Mission: le 3° Régiment d'artillerie de marine (3° RAMa) est un régiment d'appui feux et de renseignement équipé de tous les matériels majeurs de l'artillerie, tant sol-sol avec les mortiers de 120 mm (portée de 8 km) et les canons Caesar (portée d'environ 40 km), que sol-air avec les postes de tir MISTRAL.

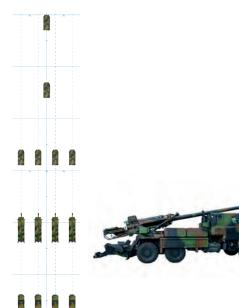
Les artilleurs de marine traditionnellement nommés les «bigors», sont de toutes les projections de l'armée de terre. En opération, ils mettent à profit leur savoir-faire : ils observent pour renseigner le commandement interarmes

avec leurs radars, drones, et leurs équipes de recueil de l'information et de guerre électronique; ils coordonnent les feux dans la profondeur et la 3° dimension (ils sont capables d'acquérir des cibles et de faire tirer des avions, des hélicoptères, des bateaux tout autant que les pièces d'artillerie sol-sol), et ils délivrent des feux au profit des troupes au contact de l'ennemi.

Effectif défilant : 14 véhicules.

Autorité défilant en tête : colonel Pierrick Michel, chef de corps du 3° RAMa.

Composition/articulation: VAB du chef de détachement; VAB porte-drapeau; 4 VAB des commandants d'unité; 4 Caesar; 4 VLRA équipés d'une Plate-forme d'adaptation MISTRAL équipée légère aérotransportable (PAMELA).



- Cette année, le 3º RAMa a été déployé au Mali, à Djibouti, en République de Côte d'Ivoire, aux Émirats arabes unis, au Gabon, au Sénégal, en Estonie ainsi qu'en Guyane. Il est également projeté pour la deuxième fois dans le cadre de l'opération Chammal avec ses canons Caesar. - La 2º batterie sol-air du 3º RAMa a participé à la sécurisation du décollage de trois lancements de fusées : Ariane 241, Soyouz DS 18, Ariane 242.
- On appelle « bigors » les artilleurs de marine. Ils conservent pieusement cette appellation qui les rattache à la longue tradition des artilleurs des vaisseaux. On pense que les matelots s'habituèrent à appeler ainsi leurs camarades de l'artillerie de marine du jour où ils quittèrent le service des canons du bord au profit des batteries à terre. Alors, fixés à leur rocher, les artilleurs de marine devinrent les « bigomeaux », puis par abréviation, les « bigors ». D'autres ve ibique dehors! » qui précédait l'ouverture du feu des canons sous sabords.



2^E RÉGIMENT ÉTRANGER DE GÉNIE

 - Le 2º REG est un régiment de génie d'assaut. Ses missions sont l'appui au combat et l'aide au déploiement des unités de la 27º BIM, sur tous les terrains, avec une spécialité montagne.

- Régiment de la Légion étrangère, il compte dans ses rangs plus de 80 nationalités.

Lieu d'implantation: Saint-Christol d'Albion (Vaucluse).

Effectif total de l'unité: 1000.

Date de création: 1999.

Devise: «Rien n'empêche».

Subordination organique: 27° BIM, Varces.

Mission: unité de génie d'assaut de montagne, le 2° Régiment étranger de génie (2° REG) remplit des missions d'appui à la mobilité (déminage, ouverture de passages, etc.), d'appui à la contre-mobilité (interdiction d'itinéraires, etc.), et d'aide au déploiement en urgence des unités de combat.

Entraînées à combattre dans des conditions climatiques extrêmes et sur terrains escarpés, les unités du 2º REG remplissent prioritairement leurs missions en zone montagneuse. Le régiment est ainsi spécialisé dans l'ouverture d'itinéraires enneigés, la création d'obstacles en montagne hivernale incluant le déclenchement

d'avalanches, ou encore l'appui au stationnement en altitude de sa brigade de rattachement, la 27° BIM. Le 2° REG compte également dans ses rangs un groupe de commandos montagne spécialisé dans le renseignement opérationnel et l'appui génie des commandos de la brigade.

Effectif défilant : 14 véhicules.

Autorité défilant en tête : colonel Grégoire Potiron de Boisfleury, chef de corps du 2° REG.

Composition/articulation: Petit véhicule protégé (PVP) du chef de détachement; PVP porte-drapeau; 3 VAB ULTIMA version génie; 3 Véhicule haute mobilité (VHM); 3 Trains routiers du génie (TRG) dont 2 avec leurs remorques chargées d'un Engin du génie rapide de protection (EGRAP) et 1 avec sa remorque chargée d'un Engin du génie d'aménagement (EGAME) avec matériel de déneigement; 3 MASSTECH dont 2 avec leurs remorques chargées de zodiacs et 1 avec sa remorque chargée d'une motoneige.



- Le déclenchement d'avalanche est un savoir-faire spécifique au 2º REG qui s'appuie sur ses compétences en matière de mise en œuvre des explosifs. Elle permet soit de faciliter la progression amie en sécurisant une zone instable, soit d'entraver la progression ennemie en bloquant un itinéraire.
- Les légionnaires du 2º REG ont récemment été engagés en Guyane dans le cadre de l'opération Harpie, et au Sahel dans le cadre de l'opération Barkhane où ils contribuent à armer la composante génie du groupe de commandos montagne.
- -Le 2º REG s'est particulièrement distingué en Afghanistan où il a été engagé quatre années consécutives en vallée de Kapisa.



53^E RÉGIMENT DE TRANSMISSIONS

- Régiment de haute technologie, le 53° RT met en œuvre les systèmes d'information et de communication des postes de commandement tout en assurant la sécurité des transmissions.
- Le régiment expérimente la nouvelle génération de matériel de transmissions du programme ASTRIDE, dont l'objectif est de fournir au poste commandement d'un groupement tactique interarmes, un véhicule unique permettant une mise en œuvre rapide et un accès aux réseaux informatiques.

Lieu d'implantation : Lunéville (Meurthe-et-Moselle).

Effectif total de l'unité: 864.

Date de création: 1969.

Devise: «Foudre dans l'azur».

Subordination organique: commandement des systèmes d'information et de communication (COMSIC), Rennes (Ille-et-Vilaine).

Mission: le 53° Régiment de transmissions (53° RT) met en œuvre des moyens de haute technologie permettant d'assurer le déploiement des systèmes d'information et de communication sur des postes de commandement, en opération dans un cadre national ou multinational, et au profit des grands commandements de l'armée de terre.

Depuis 2017, le régiment a été engagé en opération extérieure au Sahel dans le cadre de l'opération Barkhane, au Levant dans le cadre de l'opération Chammal et

en Guyane pour l'opération Harpie. Ses soldats ont également été déployés en Polynésie française et participent en permanence à l'opération Sentinelle.

Le 53° RT arme également une compagnie spécifique : la Compagnie d'exploitation des réseaux SCORPION (CERéS). Créée le 15 juin 2017, cette compagnie a pour mission principale, en coordination avec la Section technique de l'armée de terre (STAT), de participer aux évaluations et expérimentations du programme SCORPION dans le domaine des systèmes d'information et de communication.

Effectif défilant : 12 véhicules.

Autorité défilant en tête : colonel Nicolas Delort, chef de corps du 53° RT.

Composition/articulation: P4 du chef de détachement; P4 porte-drapeau; 2 PVP; 3 VAB; 3 GBC (véhicules cargotactiques 6x6) transportant des stations de desserte de T2; 2 stations satellitaires haut débit tractées par des camions de type SHERPA.





Infos complémentaires

Le 53° RT est engagé dans la transition vers le système d'armes d'Accès par satellite et par transmissions hertzienne au réseau de zone et à l'intranet de l'espace de bataille (ASTRIDE). L'expérimentation opérationnelle a été conduite par le régiment en juin 2018. Elle prépare le déploiement des réseaux de communication du programme SCORPION.



61^E RÉGIMENT D'ARTILLERIE

- Le 61° RA est le régiment de renseignement d'origine image de l'armée de terre. Il met en œuvre des drones tactiques et il est équipé de moyens de réception d'images issues de satellites.
- Le Système de drone tactique (SDT) Patroller équipera prochainement le 61° RA.

Lieu d'implantation : Chaumont-Semoutiers, (Haute-Marne).

Effectif total de l'unité: 789.

Date de création : 1910.

Devise: «61° en avant!».

Subordination organique: commandement du renseignement, Strasbourg (Alsace).

Mission: le 61° Régiment d'artillerie (61° RA) a pour mission de fournir du renseignement d'origine image en appui à l'engagement des forces terrestres. Il est capable de délivrer au commandement, dans de courts délais, les renseignements de situation et d'objectif nécessaires à la conception, puis à la conduite de la manœuvre, ainsi qu'au traitement des objectifs dans la profondeur.

Pour cela, il s'appuie notamment sur son groupe d'exploitation images dont la mission est l'exploitation

de l'imagerie, aussi bien fournie par les drones que par d'autres types de capteurs, dont les satellites d'observation.

Le régiment est engagé au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane, au sein des groupements de recherche multi capteurs ; il achève une année de projection en République centrafricaine en appui de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Les soldats du régiment qui défilent sont coiffés du béret bleu qui leur est attribué dans le cadre de cette mission.

Effectif défilant : 13 véhicules.

Autorité défilant en tête : colonel Éric Faisans, chef de corps du 61° RA.

Composition/articulation: VBL du chef de détachement; VBL porte-étendard; 4 VBL; 3 GBC (véhicules cargo tactiques 6x6) transportant des drones sur plateau; 4 GBC dont 2 Systèmes de transport et de stockage (GBC STS) et 2 Bras de manutention hydraulique (GBC BMH).





- Les artilleurs du 61º RA sont appelés les «diables noirs». Ils conservent ce sumom attribué par les Allemands en 1914, traduisant leur courage, la couleur de leur uniforme et la poudre à canon qui noircissait leurs visages.
- Créé en 1910 à Verdun, le 61° RA a participé à tous les conflits du XX° siècle sur différents systèmes d'artillerie. Le 1° juillet 1999, il s'installe à Chaumont et devient le régiment de renseignement image et de drones tactiques de l'armée de terre. Ses faits d'armes au cours de la Grande Guerre lui valent d'être décoré de la fourragère à la couleur du ruban de la Légion d'honneur.
- Le SDT (Patroller) est le nouveau drone du renseignement de l'armée de terre. Doté d'une plus grande endurance et d'une meilleure qualité d'images transmises, il offre un gain capacitaire dans le domaine du renseignement. Le SDT équipera bientôt le 61° RA dont la physionomie, l'organisation et les métiers seront articulés autour de trois spécialités : aéronautique, renseignement et feux.

4^E [

4^E RÉGIMENT DU MATÉRIEL

- Le 4° RMAT assure le maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres des régiments situés dans sa sphère géographique de compétence (ensemble de l'arc méditerranéen).
- Il contribuera directement au soutien des premiers véhicules Griffon livrés aux forces terrestres fin 2018 dans le cadre du programme SCORPION.

Lieu d'implantation : le 4° RMAT est implanté à Draguignan et Canjuers (Var), Carpiagne et Miramas (Bouches-du-Rhône), son état-major est à Nîmes.

Effectif total de l'unité: 1027.

Date de création : 1985.

Devise: «Servir sans subir».

Subordination organique: commandement de la maintenance des forces, Lille (Nord).

Mission: le 4º Régiment du matériel (4º RMAT) est un des régiments œuvrant à la maintenance des matériels de l'armée de terre. Il assure la réparation et l'entretien des véhicules, ainsi que l'approvisionnement en pièces de rechange et matériel pour les unités situées dans l'arc méditerranéen (22 formations soutenues, appartenant majoritairement à la 6º BLB). Le régiment garantit ainsi le maintien en condition opérationnelle d'environ 3000 matériels majeurs.

Ses militaires, à la fois combattants et mécaniciens éprouvés, assurent la maintenance des équipements des régiments en métropole et en opération extérieure, en atelier comme dans les conditions les plus rustiques. Le 4° RMAT a notamment commandé le groupement tactique logistique de l'opération Barkhane au Sahel, de septembre 2017 à janvier 2018.

Au titre de sa mission de soutien du parc d'entraînement Provence à Canjuers, le régiment contribuera directement, dès 2018, à l'entretien des premiers véhicules blindés multirôle Griffon qui seront livrés aux forces terrestres dans le cadre du programme SCORPION.

Le 4° RMAT armera également un pôle national de tri du matériel pour les opérations extérieures dont l'expérimentation débutera en 2018. Ce pôle permettra de fiabiliser l'état du matériel projeté en opération mais également de faciliter sa régénération lors de son retour en métropole.

Effectif défilant : 16 véhicules.

Autorité défilant en tête : colonel Benoît Léger, chef de corps du 4^e RMAT.

Composition/articulation: P4 du chef de détachement; P4 porte-drapeau; 4 P4; 3 camions de type GBC 180; 2 PPLD et 1 grue Liebherr; 2 PPLOG, 1 Porte engin blindé (PEB) avec AMX10RC.









- Le 4º RMAT est équipé du Porteur polyvalent lourd de dépannage (PPLD), du Porteur polyvalent logistique (PPLOG), et de la grue Liebherr.
- Le PPLD est un véhicule qui assure le halage d'autres véhicules immobilisés à l'aide d'un treuil de 18 tonnes, le levage jusqu'à 12 tonnes de divers organes (groupe motopropulseur, tourelles, etc.) à l'aide d'une grue, et le remorquage tracté-tiré ou tracté-levé des principaux véhicules en services.
- Le PPLOG est un véhicule de transport logistique doté d'un système autonome de chargement. Il permet l'emport de 19 tonnes en capacité maximale dans sa version non protégée. Avec sa remorque, cette capacité est doublée.

COMMANDEMENT DE L'ENTRAÎNEMENT ET DES ÉCOLES DU COMBAT INTERARMES

- Le COM E2CIA regroupe quatre écoles d'application d'armes (infanterie, cavalerie, artillerie et génie), le centre interarmées de défense NRBC ainsi que les centres d'entraînement interarmes des forces terrestres.
- Il est l'expert et le référent du combat interarmes du niveau sous-groupement (environ 150 hommes) jusqu'au niveau brigade (6500 hommes), dans les domaines du commandement, du tir et de la manœuvre.

Lieu d'implantation : Mourmelon-le-Grand.

Effectif total de l'unité : 3 000 hommes et femmes dédiés à l'entraînement et à la formation.

Date de création : 2018.

Subordination organique: CFT, Lille.

Mission: le Commandement de l'entraînement et des écoles du combat interarmes (COM E2CIA) a pour mission de développer la formation au combat interarmes, tout en assurant sa cohérence. Il programme et conduit l'entraînement dans les centres et espaces consacrés.

Ce nouveau commandement regroupe quatre écoles d'application d'armes (infanterie, cavalerie, artillerie et génie), le centre interarmées de défense NRBC ainsi que les centres d'entraînement interarmes des forces terrestres. Les centres d'entraînement sont répartis en trois pôles dédiés à l'entraînement interarmes générique, à l'entraînement interarmes spécifique et à la mise en condition finale, ainsi qu' à l'entraînement spécialisé. Ils démontrent leur expertise en suscitant l'intérêt d'une soixantaine de nations étrangères (visites de délégations et coopération bilatérale).

Effectif défilant : 16 véhicules.

Autorité défilant en tête : général de division Jean-François Lafont Rapnouil, commandant le COM E2CIA.

Composition/articulation: le chef de détachement et son porte-fanion; 4 P4 des commandants des écoles et leurs porte-fanions; 4 P4 des commandants de formation et leurs drapeaux et étendards; 3 VAB des chefs de corps de centres de formation et leurs emblèmes; 4 VBCI de centres de formation et leurs emblèmes.





Infos complémentaires

- Les centres d'entraînement interarmes sont répartis en trois pôles. Le premier est dédié à l'entraînement interarmes générique. Il s'appuie sur le centre d'entraînement au combat (CENTAC), le centre d'entraînement interarmes et du soutien logistique (CENTIAL), le centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (CENZUB), et le centre d'entraînement et de contrôle des postes de commandement (CEPC). Le second pôle dédié à l'entraînement interarmes spécifique et à la mise en condition finale regroupe le 1er régiment de chasseurs d'Afrique et le détachement de l'assistance opérationnelle (DAO) de Canjuers. Le troisième pôle est dédié à l'entraînement spécialisé avec le centre national d'entraînement commando (CNEC), le 17º groupe d'artillerie, le groupement d'aquerrissement en montagne (GAM) et le camp de la Courtine.

(5)

ESCADRE AERIÉNNE DE COMMANDEMENT ET DE CONDUITE PROJETABLE

- L'EAC2P, escadre de l'armée de l'air, est un outil unique qui concourt directement aux opérations aériennes, par la mise en œuvre des systèmes de surveillance d'information et de communication, et de commandement et de contrôle, sur le territoire national ou en opération extérieure.
- Les techniciens et contrôleurs de cette escadre sont déployables, sous très faible préavis, et réalisent plus de 150 jours de découchés par an.

Lieu d'implantation : Évreux (Eure).

Effectif total de l'unité: 539.

Date de création : 2015.

Devise: «Ad Impossibilia Tenemur» («À l'impossible nous

sommes tenus»).

Subordination organique: Commandement des forces aériennes (CFA), Bordeaux.

Mission: l'Escadre aérienne de commandement et de conduite projetable (EAC2P) constitue le premier réservoir de forces de l'armée de l'air spécifiquement dédié au déploiement et à la mise en œuvre des Systèmes de surveillance d'information et de communications (SSIC), et de commandement et de contrôle, indispensables aux opérations aériennes.

L'escadre est composée d'un échelon de commandement et de quatre escadrons opérationnels : l'Escadron des systèmes de télécommunication tactiques (ESTT 11.550 Marly) ; l'Escadron des systèmes de surveillance tactiques (ESST 12.550 Frescaty) ; l'Escadron des systèmes d'information tactiques (ESIT 13.550 Bricy) ; et l'Escadron de détection et de contrôle mobile (EDCM 90.550 Augny).

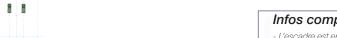
Les missions et domaines d'expertise de ces escadrons sont nombreuses et complémentaires : raccordement tactique des structures de commandement, déploiement et administration des systèmes d'information et réseaux informatiques, déploiement et mise en œuvre de radars et de systèmes de communication tactiques, ou encore contrôle aérien tactique.

L'EAC2P garantit en outre à l'armée de l'air son autonomie en «entrée en premier de théâtre». Elle exerce ses missions au profit des forces aériennes qui sont déployées, mais également au profit de structures et forces interarmées.

Effectif défilant : 11 véhicules.

Autorité défilant en tête : lieutenant-colonel Laurent Rigal, commandant l'EAC2P.

Composition/articulation: P4 du chef de détachement et porte-emblème; 4 P4; 1 système PARNG-D (Précision approche radar nouvelle génération déployable) tracté par un camion, 1 radar GIRAFFE sur porteur avec en attelage 1 groupe électrogène, 1 vigie COSCA-D (Centre d'opérations des services de la circulation aérienne déployable); 1 SAMD (Structure d'accueil mobile déployable) sur porteur avec en attelage 1 groupe électrogène, 1 Ground Master 200 (radar tactique 3D de surveillance aérienne de dernière génération) sur porteur avec en attelage un groupe électrogène, 1 station satellitaire haut débit tractée par 1 camion de type SHERPA.



- L'escadre est engagée dans la politique de promotion de l'innovation de l'armée de l'air. Elle héberge ainsi dans ses locaux une pépinière numérique réunissant trois start-up. Cette initiative favorise la fertilisation croisée des savoir-faire et des expertises entre les spécialistes militaires et des entreprises civiles.
- L'EAC2P a été créée le 1^{er} septembre 2015. Stationnée sur la base aérienne d'Évreux, elle est issue du rassemblement, au sein d'une structure unique, des unités tactiques des systèmes d'information et de communication de l'armée de l'air, et de l'escadron de détection et de contrôle mobile.



SAPEURS DOMPURS SAVIET OF ERIE

BRIGADE DE SAPEURS-POMPIERS DE PARIS

- Avec plus de 8500 soldats du feu, la BSPP est le plus grand corps de sapeurs-pompiers d'Europe et le troisième dans le monde, après ceux de Tokyo et New-York.
- Le statut militaire de la BSPP garantit un niveau sans égal de disponibilité et de performance contre les différents risques (incendie, explosion, crue) ainsi que la menace terroriste.
- En 2017, la BSPP a effectué 502 000 interventions et sauvé plus de 27 000 vies.

Lieux d'implantation: Paris et les trois départements de la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne).

Effectif total de l'unité: 8500.

Date de création : 1811.

Devise: «Sauver ou périr».

Subordination organique : préfecture de police.

Mission: unité de l'armée de terre placée sous l'autorité du préfet de police, la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) lutte contre les incendies et assure les secours d'urgence dans la capitale et ses trois départements limitrophes. Elle concourt à la prévention et à la lutte contre les accidents, sinistres et catastrophes, et à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels. Le secours d'urgence aux personnes représente 81 % de ses missions.

La BSPP intervient en cas de catastrophe ou de cataclysme en France métropolitaine, dans les départements et

territoires d'outre-mer et à l'étranger. Elle assure la mise en œuvre opérationnelle des plans d'urgence et de secours dans les aéroports parisiens. Elle dispose de compagnies spécialisées sur des sites sensibles comme le centre spatial à Kourou ou encore le musée du Louvre.

La brigade possède une unité de lutte contre les menaces NRBC, dotée de véhicules de reconnaissance chimique et radiologique capables de mettre en œuvre trois chaînes de décontamination permettant de traiter plusieurs milliers de victimes potentielles.

Effectif défilant : 19 véhicules.

Autorit défilant en tête : général de brigade Jean-Claude Gallet, commandant la BSPP.

Composition/articulation: VLRA du chef de détachement; 2 véhicules sapeurs-pompiers tout terrain; 2 véhicules de liaison et 2 véhicules de secours et d'assistance aux victimes; 2 véhicules de premiers secours et 2 fourgons pompe tonne léger; 2 fourgons d'appui et 2 fourgons pompe tonne grande puissance; 4 échelles pivotantes automatiques à nacelle.

In memoriam

Le 14 janvier 2018, la BSPP a déploré le décès du sergent-chef Jonathan Lassus-David, grièvement blessé lors d'un violent incendie à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) quatre jours plus tôt.

- C'est à la suite d'un bal tragique au cours duquel l'Empereur Napoléon l™ échappe de peu au feu, que le corps des sapeurs-pompiers de Paris voit le jour. Le procès-verbal dressé à la suite de ce drame persuade Napoléon l™ de réorganiser et de professionnaliser la lutte contre le feu à Paris. Par décret impérial du 18 septembre 1811, il confie cette mission à un corps militaire, le Bataillon de sapeurs-pompiers de Paris.
- Chaque année, la BSPP recrute 1 200 sapeurs-pompiers.



FANFARE DU RÉGIMENT DE CAVALERIE DE LA GARDE RÉPUBLICAINE

La fanfare du régiment de cavalerie de la garde républicaine assure la pérennité des fanfares montées et fait revivre dans le cœur des Français le panache et le souvenir des prestigieux régiments de l'armée française.

Lieu d'implantation : Paris.

Effectif total de l'unité: 55.

Date de création : 1802.

Subordination organique : régiment de cavalerie de la garde républicaine, Paris.

Mission: la fanfare de cavalerie de la garde républicaine prend part, en tête du régiment de cavalerie, aux escortes officielles du Président de la République, des souverains et chefs d'État étrangers, aux défilés commémoratifs et aux prises d'armes.

Elle a la particularité d'être la seule au monde à jouer au trot enlevé tandis que le reste du régiment défile au trot assis. Remontée en chevaux gris pour ses timbaliers, en chevaux alezans pour ses trompettes, elle possède un répertoire unique et chargé d'histoire, qui prend sa source dans les fameuses sonneries d'ordonnance de trompettes, codifiées dès 1825. Par le pittoresque de son uniforme traditionnel, le brillant de ses cuivres, la somptuosité des flammes de ses trompettes et des tabliers de ses timbales, la fanfare de cavalerie demeure une formation très sollicitée en France et à l'étranger. La fanfare compte 52 gradés, gardes et gendames adjoints et défile à cheval à 28 ou 33 exécutants.

Effectif défilant : 35.

Autorité défilant en tête : capitaine Jacques Le Blay, trompette-major.

Composition/articulation: le trompette-major; 2 timbaliers; 18 trompettes; 4 cors; 4 trompettes basses; 4 contrebasses.



- C'est un arrêté de 1802 qui instaura une garde municipale à Paris, au sein de laquelle servaient alors 4 trompettes et un trompette-maître. En 1849, le chef de corps de la garde républicaine demanda à Jean-Georges Paulus, un musicien de marine de constituer une fanfare de 12 trompettes.
- La trompette de cavalerie servait de moyen de transmission sur les champs de bataille. Afin d'être aisément reconnaissable, le trompette arborait sur son casque une crinière rouge.



RÉGIMENT DE CAVALERIE DE LA GARDE RÉPUBLICAINE

Le régiment de la cavalerie de la garde républicaine réalise chaque année plus de 125 000 patrouilles par an et effectue en moyenne 500 services d'honneur.

Lieu d'implantation : Paris.

Effectif total de l'unité: 535.

Date de création : 1802.

Subordination organique: commandement de la garde

républicaine.

Mission: le régiment de cavalerie de la garde républicaine contribue à l'exécution des missions spécifiques de la garde républicaine en assurant des services d'honneur au profit des hautes autorités de l'État. En outre, il met en œuvre la grande escorte à cheval du Président de la République et des chefs d'États étrangers en visite officielle en France, et participe aux grandes cérémonies patriotiques.

Dernière unité montée de l'armée française, le régiment de cavalerie de la garde républicaine effectue quotidiennement des missions de sécurité publique dans Paris, en province et outre-mer. Il participe au plan de lutte contre la délinquance et encadre les grands événements. Il maintient également en alerte un peloton de 24 cavaliers en mesure d'être projetés à tout moment sur un événement inopiné.

Effectif défilant : 200

Autorité défilant en tête : colonel Philippe Delapierre, chef de corps du régiment de cavalerie de la garde républicaine.

Composition/articulation: le chef de détachement; le commandant en second; l'étendard et sa garde; 3 escadrons (à 66 sabres, escadrons remontés en chevaux bais).



- Chaque année, le régiment met en œuvre des postes à cheval saisonniers de sécurité publique sur tout le territoire national. Du 15 juillet au 31 août, 15 postes à cheval renforceront la gendarmerie départementale dans des zones touristiques très fréquentées (massifs forestiers, sites côtiers).
- Les chevaux de la garde républicaine s'adaptent aux différents contextes d'emploi grâce à un dressage fondé sur l'accouturmance progressive. Ils deviennent ainsi aptes à progresser dans un environnement hostile (ville, foule) et à rester calme dans des ambiances difficiles : lumière artificielle, fumigènes, bruits, musiques puissantes, détonations.

SOMMAIRE DE LA CLÔTURE DU DÉFILÉ

Animation de clôture	163
Départ du Président de la République	165
Opération de relations publiques	167

ANIMATION DE CLÔTURE

Le défilé du 14 Juillet se clôture par une animation musicale réalisée par la musique des équipages de la Flotte, le chœur de l'armée française, les tambours de la garde républicaine, ainsi que 36 jeunes du service militaire volontaire et en service civique.

La cantatrice Julie Cherrier rejoindra le chœur pour interpréter l'Hymne à l'Amour et La Marseillaise.

En adéquation avec le thème «Fraternité d'armes sous l'uniforme, l'engagement d'une vie », l'animation finale met en valeur l'excellence des formations musicales des différentes armées et de la garde républicaine. N'ayant pas pour habitude de travailler ensemble, ni de produire les mêmes effets, ces formations se réunissent exceptionnellement pour l'événement.

Programme:

- The Journey: marche militaire d'ouverture composée par Alan Silvestri, s'ouvrant sur une fanfare de trompettes jouant un groove entraînant de percussions rock.
- Show Time: pièce de tambours composée par Nicolas Lefebvre, rythmée par un jeu de baguettes.
- Méditerranée: arrangement de la chanson tirée de l'opérette du même nom par Marc Fontana.
- L'Hymne à l'Amour : chanson française en clin d'œil au Boléro de Ravel, orchestrée par Jean-Jacques Charles pour un orchestre d'harmonie accompagné d'un chœur d'hommes et de la cantatrice Julie Cherrier.
- La Marseillaise : version de l'hymne national orchestré par Hector Berlioz, chantée par Julie Cherrier.
- La Marche des Cols Bleus : marche de départ, chanson de la marine nationale.

cioture du défilé

DÉPART DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

À l'issue de l'animation finale du défilé, le gouverneur militaire de Paris descend de son VLRA et vient saluer le Président de la République, face à la tribune officielle.

Le Président de la République rejoint le GMP et répond à son salut.

Le Président de la République va ensuite saluer les familles des militaires morts pour la France et les blessés des armées.

Une musique militaire joue «Aux Champs » à son départ de la place de la Concorde.

Clôture du défilé

OPÉRATION DE RELATIONS PUBLIQUES

Cette année une opération de relations publiques est organisée : «Les Français à la rencontre de leurs armées». Elle permettra à la population de rencontrer les militaires défilants et leur matériel. La thématique du défilé, «Fratemité d'armes sous l'uniforme, l'engagement d'une vie », sera le fil rouge de cette opération.

Lieu: esplanade des Invalides

Horaires: 13h30 à 18h00

Au programme :

- Stands des trois armées, du service de santé des armées, du commandement de la cyberdéfense, de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, de la gendarmerie nationale, du régiment du service militaire adapté de Mayotte et de la préfecture de police de Paris;
- Expositions statiques de matériel, d'hélicoptères et de véhicules terrestres ;
- Démonstrations dynamiques ;
- Témoignages ;
- Village de recrutement (avec les écoles militaires défilantes) ;
- Animation musicale avec la musique de la Légion étrangère ;
- Don du sang organisé par le centre de transfusion sanguine des armées.

Contact presse ORP:

Commandant Jean-Christophe Pastor Bureau communication du gouverneur militaire de Paris 01 44 42 43 79 — 06 65 39 15 91

SOMMAIRE DES FICHES THÉMATIQUES

Le défilé du 14 Juillet
Fraternité d'armes sous l'uniforme, l'engagement d'une vie
Engagés pour la défense de la France et des Français
La dissuasion
La cyberdéfense militaire
L'opération Sentinelle
La contribution des forces à la suite de l'ouragan Irma
L'opération Barkhane
L'opération Chammal
La France engagée au sein de la FINUL
L'axe Indo-Pacifique
La Loi de programmation militaire 2019-2025
Le budget des armées 2018
La France moteur de la défense européenne
L'innovation au sein du ministère des Armées
La transformation numérique au sein du ministère des Armées
Le maintien en condition opérationnelle
L'accompagnement des militaires et de leurs familles
Les armées et la Nation
Les armées dans l'opinion

LE DÉFILÉ DU 14 JUILLET

Les Français célèbrent chaque 14 Juillet leur fête nationale. À cette date, symbole de l'unité, de l'histoire et des valeurs de notre pays, se déroule, devant le Président de la République, le défilé militaire du 14 Juillet. Toujours aussi nombreux, les Français se rassemblent pour assister à cette vibrante tradition républicaine qui réunit les citoyens et leur armée et met en lumière les femmes et les hommes qui ont choisi de s'engager pour servir la France.

Alors qu'elle doit encore faire face à la menace terroriste et qu'elle est confrontée à un environnement stratégique imprévisible et durablement dégradé, la France porte la responsabilité de protéger les Français, le territoire national, et de défendre les valeurs qui sont les siennes. Cet engagement, c'est celui de la Nation et de tous ceux qui œuvrent au quotidien pour la défense et la sécurité nationale.

Le thème retenu cette année est « Fratemité d'armes sous l'uniforme, l'engagement d'une vie ». Militaires des armées et de la gendarmerie, policiers, pompiers, douaniers, volontaires, membres de l'administration pénitentiaire, tous ont pris la décision de se mettre au service de la Nation. Ils s'engagent quotidiennement pour la défense et la sécurité de leurs concitoyens. Dans des environnements souvent difficiles, face à la violence de l'ennemi ou des éléments naturels, ils exécutent leurs missions avec sens du devoir et exemplarité, en affrontant les épreuves et les risques jusqu'au sacrifice ultime.

Le défilé 2018 est l'occasion de rendre hommage à ces femmes et ces hommes engagés pour servir la Nation, sur le territoire national, en mer et dans les airs, en métropole comme en outre-mer, ou hors des frontières en opérations extérieures et dans le cadre des forces de présence.

Cette année, les militaires, les membres des forces de l'ordre, pompiers et militaires de la sécurité civile, qui ont répondu à l'urgence des besoins des populations sinistrées après le passage de l'ouragan Irma aux Antilles, seront plus particulièrement mis à l'honneur.

Parmi les plus performants et les plus modernes dans le monde, les matériels de l'armée française sont également mis en lumière. Lors de missions sur le territoire national ou sur les théâtres d'opération, leur efficacité est prouvée. Aux côtés des matériels majeurs comme le Rafale et le véhicule blindé de combat d'infanterie, défilent, pour la première fois, l'avion ravitailleur A330 MRTT.

FRATERNITÉ D'ARMES SOUS L'UNIFORME, L'ENGAGEMENT D'UNE VIE

L'environnement stratégique mondial connait une dégradation rapide et durable. La menace terroriste est toujours présente. La France est également confrontée aux défis que représente le retour des stratégies de puissance, avec la banalisation de l'usage de la force dans les relations entre États au détriment du multilatéralisme qui doit avoir cours au niveau mondial. Cela n'efface pas non plus les autres menaces qui portent atteinte à la stabilité de nos sociétés : crime organisé transnational, trafics de stupéfiants, trafic d'êtres humains, menaces cybernétiques, sans oublier les conséquences déjà visibles du changement climatique.

Dans un tel environnement, la France doit demeurer maîtresse de son destin. Elle doit apporter une réponse à toutes les crises qui toucheraient ses intérêts. Elle doit faire face à toutes les menaces qui pèseraient sur les Français et, enfin, porter haut les valeurs qu'elle défend. La sécurité et la défense de la Nation représentent un véritable effort collectif, un engagement de toutes les ressources de la communauté nationale.

Les armées, mais également les forces de sécurité intérieure sont profondément et particulièrement marquées par cette notion d'engagement.

Porter la responsabilité de la défense et la sécurité de ses concitoyens dépasse le cadre simple dicté par les nécessités d'un savoir-faire professionnel impeccablement mis en œuvre. Ces femmes et ces hommes s'engagent quotidiennement pour notre défense et notre sécurité. Ils sont prêts à aller jusqu'au bout d'eux-mêmes alors qu'ils sont régulièrement confrontés à la violence et aux drames que l'ennemi, que les criminels ou même que le sort ou les éléments naturels provoquent. Certains le paient de leur vie, d'autres de leur santé. Tous en sont marqués pour la vie que ce soit dans les drames, mais aussi par la satisfaction d'avoir contribué collectivement à une réalité qui les dépasse tous individuellement : la protection de leurs concitoyens.

Au service d'une politique interministérielle cohérente, chacun d'entre eux partage un socle de valeurs communes : courage, abnégation, sens du service, loyauté, justice. Ces valeurs partagées constituent la matrice d'une véritable fratemité d'armes.

Cette fratemité d'armes puise ses racines dans les valeurs citoyennes que chaque militaire, chaque policier, chaque agent de l'État sous l'uniforme, a reçu de la société. En retour, elle est un exemple quotidien pour chaque Français, une inspiration pour les amis et alliés de la France, et un avertissement pour ses adversaires.

«Cet engagement, les Français le connaissent ; ils savent combien il est essentiel à la vie de notre Nation. Nos concitoyens savent [...] vous êtes en permanence mobilisés pour leur défense et leur sécurité. Ils vous sont aussi reconnaissants de ce que vous êtes, des valeurs que vous incarnez et qui sont comme des repères au sein de notre société : l'esprit collectif, la solidité face aux épreuves, le courage, l'abnégation, le service des autres.» Emmanuel Macron, Président de la République – 19 janvier 2018 – Vœux aux Armées.

ENGAGÉS POUR LA DÉFENSE DE LA FRANCE ET DES FRANÇAIS

Dans un contexte stratégique dégradé, face à l'instabilité croissante aux frontières de l'Europe et à la multiplication des crises, alors que la menace terroriste est durable, nos armées sont mobilisées à un degré très élevé afin de protéger les Français et de défendre les intérêts de la Nation.

En métropole, dans les outre-mer et à l'étranger, près de 30000 militaires sont directement engagés à terre, en mer et dans les airs, qu'ils soient en posture opérationnelle, en alerte ou en mission.

Clé de voûte de notre stratégie de défense, la dissuasion nucléaire, mise en œuvre par les deux composantes océanique et aéroportée, garantit la sécurité, la protection des intérêts vitaux et l'indépendance de la Nation. Elle est assurée chaque jour par l'équipage d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins de la force océanique stratégique en patrouille opérationnelle dans les espaces océaniques et par l'alerte tenue par les équipages de Rafale des forces aériennes stratégiques depuis leur base à vocation nucléaire.

La protection du territoire national, de notre souveraineté et de nos intérêts mobilise directement et quotidiennement 13000 militaires qui assurent en permanence la sûreté du territoire, de l'espace aérien et de nos approches maritimes, en métropole comme dans nos départements et collectivités d'outre-mer.

Sur notre sol, les armées sont déployées en permanence pour la protection des Français, en particulier à travers l'opération Sentinelle mais également dans des missions plus ciblées de lutte contre les activités illicites (lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane - opération Harpie) ou de secours aux populations (intempéries et cyclones, dispositif Héphaïstos de lutte contre les feux de forêts).

En mer, dans les approches maritimes, depuis le littoral jusqu'à la haute mer, mais également sur les côtes, les unités de la marine participent à la protection du territoire national grâce à un dispositif permanent et polyvalent de sauvegarde maritime. Les opérations de lutte contre les trafics et activités illicites en mer, de sécurisation des espaces et voies d'approvisionnement, et de surveillance de nos zones économiques exclusives tiennent une place importante, notamment outre-mer comme au large de la Guyane ou des Antilles.

La posture permanente de sûreté aérienne et les missions de protection-sécurité spécifiquement conduites par l'armée de l'air complètent ce dispositif militaire large destiné à assurer une protection du territoire national dans toutes ses dimensions.

Plus de 11 000 militaires sont également déployés dans des missions de prévention et en opérations extérieures.

Les forces de présence stationnées à Djibouti, au Gabon, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et aux Émirats arabes unis, assurent la défense des intérêts français et la sécurité de nos ressortissants sur ces territoires ou dans les régions voisines. Ces quelques 3700 militaires stationnés à l'étranger permettent également d'accroître notre réactivité opérationnelle et de contribuer à la stabilité de zones présentant un enjeu direct pour notre sécurité

Par ailleurs, dans le respect des populations et du droit international, les armées françaises sont projetées en opérations extérieures pour prévenir et lutter contre les menaces qui s'exercent sur la France et les Français.

Au Levant, au sein d'une coalition internationale contre Daech, l'opération Chammal mobilise 1 100 militaires.

Au Sahel, ce sont 4 500 militaires qui sont déployés dans le cadre de l'opération Barkhane, pour lutter contre les groupes terroristes et appuyer les pays partenaires à poursuivre ce combat à leur compte.

Dans le Golfe de Guinée, l'opération Corymbe de protection des intérêts français dans cette zone mobilise en permanence un à deux bâtiments de la marine nationale.

Dans le cadre de l'OTAN, les armées participent également aux forces de présence déployées temporairement sur le territoire de pays alliés du flanc est de l'Europe. Sont ainsi déployés, aujourd'hui, un détachement aérien de police du ciel en Estonie et un détachement terrestre en Lituanie. La marine nationale assure une présence navale régulière en mer Baltique et en Atlantique Nord.

Dans le cadre d'une coalition navale internationale, les armées contribuent, au sein de la Combined Task Force 150, à la lutte contre les trafics et activités illicites liées au terrorisme, de la mer Rouge jusqu'à la corne de l'Afrique, en garantissant la sûreté des espaces maritimes.

Les armées françaises contribuent aussi aux opérations militaires menées par l'Union européenne, et notamment à l'opération navale Sophia de la lutte contre les trafiquants d'êtres humains en Méditerranée centrale.

Enfin, sous mandat des Nations unies, les armées sont employées dans des opérations de stabilisation et de maintien de la paix. L'opération Daman, qui célèbre cette année ses 40 ans de présence au Liban, mobilise aujourd'hui 700 militaires.

LA DISSUASION

Depuis plus de 50 ans, la dissuasion nucléaire est la clé de voute de la stratégie de défense française. Elle protège la France de toute agression d'origine étatique contre ses intérêts vitaux, d'où qu'elle vienne et quelle qu'en soit la forme. Strictement défensive, elle est la garantie ultime de la sécurité, de la protection et de l'indépendance de la Nation. Elle préserve en toutes circonstances l'autonomie stratégique et la liberté d'action de la France.

La dissuasion nucléaire est fondée sur la posture permanente des deux composantes océanique et aéroportée, indissociables et complémentaires, soutenues par un ensemble de capacités conventionnelles. Toutes deux concourent à l'ensemble des missions de la dissuasion, leur complémentarité offrant au Président de la République une gamme élargie d'options stratégiques :

- La composante océanique : elle est assurée par quatre Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) dotés de missiles mer-sol balistiques intercontinentaux M 51. Cet été aura lieu la 500° patrouille opérationnelle d'un SNLE français, permanence tenue sans interruption depuis 1972.
- La composante aéroportée : avec le retrait à l'été 2018 des derniers Mirage 2000N, elle sera intégralement mise en œuvre par des avions Rafale provenant des Forces aériennes stratégiques (FAS armée de l'air) et de la Force aéronavale nucléaire (FANU marine nationale), embarquée sur le porte-avions. Les Rafale emportent le missile Air-sol moyenne portée amélioré (ASMPA).

Tout en restant à un niveau de stricte suffisance, la nécessaire adaptation de la dissuasion nucléaire française doit se poursuivre pour permettre le maintien d'un outil crédible à long terme face aux transformations du contexte stratégique international, à l'évolution des menaces et aux progrès des défenses aériennes et antimissiles.

À cet effet, la loi de programmation militaire 2019-2025 engage le renouvellement des deux composantes conformément à la volonté du Président de la République :

- La composante océanique bénéficiera de la mise en service du missile M51.3 et du développement de la future version du missile M51. Les travaux de conception du SNLE de troisième génération (SNLE 3G) permettront le lancement de la phase de réalisation.
- La composante aéroportée bénéficiera du renouvellement des avions ravitailleurs avec la mise en service dès 2018 des premiers MRTT (Multi Role Tanker Transport), une accélération de la cadence de livraison et une augmentation de la cible finale. Le missile ASMPA connaîtra une rénovation à mi-vie et les études de développement de son successeur (ASN 4G) seront poursuivies.

En outre, les capacités de simulation dont la France s'est dotée après l'arrêt de ses essais nucléaires assurent la pérennisation de la fiabilité et de la sûreté des armes nucléaires.

L'effort d'équipement au profit de la dissuasion s'élèvera à environ 25 milliards d'euros sur la période 2019-2023, tout en garantissant la tenue de la posture permanente de dissuasion.

Par ses exigences en termes d'efficacité, de fiabilité et de sûreté, la dissuasion nucléaire nourrit un important effort de recherche et de développement et contribue directement à l'excellence et à la compétitivité de notre industrie de défense. Elle exerce par ailleurs un effet d'entraînement sur l'ensemble des capacités conventionnelles des armées.

De nombreux moyens qui concourent à la dissuasion sont utilisés pour les opérations conventionnelles comme l'a récemment démontré l'opération Hamilton de frappes longue distance en Syrie après l'attaque chimique à Douma.

LA CYBERDÉFENSE MILITAIRE

Champ de confrontation à part entière, l'espace numérique constitue un nouveau domaine, théâtre de combat stratégique et militaire intense. La numérisation massive de nos sociétés depuis une dizaine d'années et l'interconnexion globale des systèmes d'information et de communication, civiles comme militaires, suscitent l'émergence de nouvelles opportunités mais également de nouvelles menaces que l'État doit appréhender et combattre dans toutes leurs dimensions. Publiée en février 2018, la revue stratégique de cyberdéfense a réaffirmé une nouvelle ambition pour la France. La réalité, l'ampleur et la permanence de la menace cybernétique font peser des risques sur les infrastructures vitales de la Nation et ouvrent par là-même de nouveaux champs de vulnérabilité pour nos institutions et forces armées.

La cyberdéfense militaire a connu une montée en puissance progressive depuis 2008, et est aujourd'hui portée par deux principaux acteurs : le Commandement de la cyberdéfense (COMCYBER), et la Direction générale de l'armement (DGA).

Le COMCYBER est une unité opérationnelle, intégrant l'ensemble des forces de cyberdéfense des armées françaises sous une même autorité permanente et interarmées. Créé en 2017 et placé sous l'autorité directe du chef d'état-major des armées, le COMCYBER est responsable de la manœuvre cyber globale : informatique d'influence, lutte informatique défensive, et lutte informatique d'influence. Il a pour mission la protection des systèmes d'information de l'état-major des armées, la défense des systèmes d'informations du ministère, et la conception, la planification, la conduite des opérations militaires dans l'espace numérique. Le COMCYBER exerce une tutelle opérationnelle sur près de 3400 cybercombattants au sein du ministère des Armées.

La DGA sécurise les programmes d'armement et est l'expert technique référent du ministère des Armées en matière de cybersécurité. De l'anticipation de la menace à la mise en œuvre de cyber solutions pour la défense et les hautes autorités de l'État, la DGA assure, depuis la conception d'algorithmes cryptographiques jusqu'aux architectures sécurisées de systèmes complets : un rôle de conseil et de soutien à la lutte informatique défensive du ministère des Armées, la connaissance et l'anticipation de la menace, le développement et l'évaluation de produits de cybersécurité, la prise en compte de la cybersécurité dans tous les programmes d'armement et l'animation de la recherche et technologie cyber en lien avec les autres entités étatiques, l'industrie et le monde de la recherche.

La Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 permettra de mieux promouvoir l'autonomie stratégique de la France dans ce domaine. La LPM renforce en effet les capacités des armées en matière de prévention, détection et caractérisation des cyberattaques. Un effort significatif portera également sur la protection des systèmes d'armes et des systèmes d'information, dès leur phase de conception et pendant leur utilisation. Avec près de 1,6 milliard d'euros consacrés sur la période, et le recrutement d'un millier de nouveaux cyber combattants, l'objectif est de disposer, en 2025, d'un dispositif militaire capable de mettre en œuvre les moyens humains et techniques propres à garantir la surveillance 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, des systèmes numérisés et de mener la lutte informatique défensive : la «posture permanente cyber». La France sera ainsi dotée d'une capacité d'innovation, de protection et de combat cyber à la hauteur de ses ambitions stratégiques et de ses engagements sur la scène internationale.

L'OPÉRATION SENTINELLE

Défini par le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013, le contrat de protection du territoire national par les armées est mis en œuvre depuis les attentats survenus à Paris en janvier 2015.

Cette décision du Président de la République s'est traduite par le déploiement en trois jours de plus de 10 000 soldats sur le territoire national, sous la forme d'une opération dénommée Sentinelle et le renforcement des postures permanentes, déjà mises en œuvre, de sûreté aérienne et de sauvegarde maritime.

Sentinelle est une opération militaire de lutte contre le terrorisme visant à renforcer la protection des Français avec des moyens militaires, humains et matériels. Elle met en œuvre des savoir-faire militaires aux côtés et en complément des forces de sécurité intérieure, dont elle soutient l'action.

En septembre 2017, le Président de la République a décidé de revoir l'organisation du dispositif Sentinelle afin d'optimiser ses effets et de pouvoir l'adapter en permanence à la menace. Dans le respect du contrat de protection fixé aux armées, il a ainsi été décidé de passer d'un dispositif de surveillance fixe à un dispositif de surveillance plus mobile qui applique les modes d'action dynamiques propres aux armées. Cette évolution a permis de gagner en flexibilité, en réactivité et en imprévisibilité.

Validée début 2018 par le chef de l'État, chef des Armées, la nouvelle articulation de l'opération Sentinelle repose aujourd'hui sur un dispositif à trois niveaux :

- un socle opérationnel pérenne, qui assure les missions permanentes de sécurisation des lieux les plus sensibles,
- un échelon de manœuvre offrant une capacité de renforcement, qui permet de porter un effort là où le besoin est le plus prégnant,
- une réserve stratégique de 3000 hommes qui peut être engagée sur décision du Président de la République pour faire face à un événement d'ampleur exceptionnelle.

Environ 7000 militaires sont ainsi engagés au quotidien dans l'opération Sentinelle, avec une capacité à mobiliser jusqu' à 10000 militaires sous une semaine pendant une durée maximale d'un mois.

L'opération Sentinelle constitue une réponse adaptée à la continuité de la menace entre théâtres extérieurs et territoire national. En déployant sur l'ensemble du territoire national un dispositif dissuasif de lutte contre la menace terroriste, les armées contribuent à la sécurité intérieure de la même manière qu'elles garantissent sa sécurité extérieure, volets inséparables de la défense de la France.

LA CONTRIBUTION DES FORCES À LA SUITE DE L'OURAGAN IRMA

Dans la nuit du 5 au 6 septembre 2017, l'ouragan Irma classé catégorie 5 passait sur l'arc antillais, dévastant les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. D'une puissance jamais observée dans les Petites Antilles, Irma causait la mort de onze personnes et endommageait 95 % du bâti sur les deux îles.

Afin de venir en aide aux sinistrés et rétablir au plus vite des conditions de vie acceptables pour la population, l'État a déployé des moyens exceptionnels.

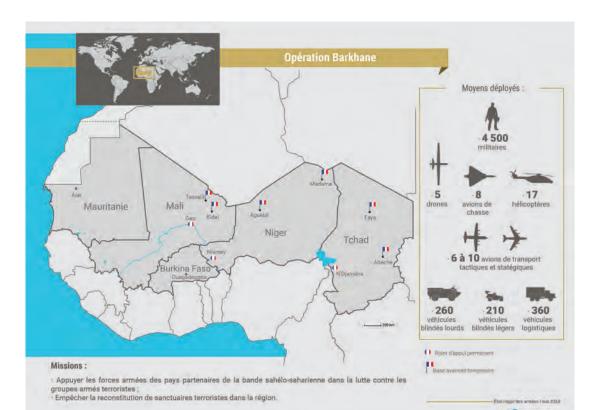
Anticipant le passage de l'ouragan, les services de l'État en Guadeloupe et la préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ont travaillé en lien direct avec l'état-major interministériel de la zone de défense Antilles (EMIZA), sous l'autorité de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise. Une centaine de personnes de secours a été prépositionnée, sous l'autorité du préfet de la zone de défense Antilles, et une cellule interministérielle de crise a été activée pour coordonner les renforts.

Afin de faire face aux dégâts, le gouvernement a répondu à plusieurs priorités : mener des opérations de reconnaissance, fournir eau et nourriture aux sinistrés, effectuer les évacuations sanitaires d'urgence, assurer la sécurité et l'ordre public et rétablir l'électricité.

Au cours des jours qui ont suivi le passage de l'ouragan, un dispositif logistique exceptionnel a été mis en place avec une forte participation du personnel de secours et de sécurité. Ainsi plus de 2 000 militaires et membres des forces de l'ordre, gendarmes, policiers, pompiers et militaires de la sécurité civile ont été déployés dans les Antilles afin d'assurer la sécurité des habitants, dégager les grandes voies de circulation et réaliser la sécurisation d'une vingtaine de chantiers.

Dès le 7 septembre, un important pont aérien et maritime a été mis en place entre la métropole, Saint-Martin et les autres îles françaises des Antilles. Ce dispositif d'ampleur, auquel l'armée de l'air et la marine nationale ont largement participé, a permis, d'acheminer les secouristes et de transporter 1 800 tonnes de fret.

Grâce à leur prépositionnement mais également à leur grande réactivité et leur savoir-faire, les armées ont pris part au déploiement exceptionnel des services de l'État, aux côtés des gendarmes, policiers, pompiers, personnel médical et sanitaire et opérateurs d'infrastructure, afin de secourir la population et contribuer au retour à la vie normale.



L'OPÉRATION BARKHANE

La stratégie de la France au Sahel a pour objectif de donner aux États partenaires du G5 Sahel (Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) la capacité d'assurer leur sécurité de façon autonome. L'approche française est globale (politique, sécuritaire et de développement) et s'étend à toute la Bande sahélo-saharienne (BSS).

L'opération Barkhane, lancée le 1er août 2014 à la suite de l'opération Serval, en constitue le volet militaire.

Le partenariat avec les pays du G5 Sahel sur l'ensemble de la BSS vise en priorité à favoriser le développement d'une sécurité collective et coordonnée face aux Groupes armés terroristes (GAT). Barkhane participe activement à la montée en puissance opérationnelle de la Force conjointe du G5 Sahel et coopère étroitement avec les forces armées locales ainsi qu'avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Pour mener en permanence des opérations dans une zone aussi vaste que l'Europe, la force Barkhane a établi un dispositif qui s'articule autour de trois points d'appui principaux : Gao au Mali, Niamey au Niger et N'Djamena au Tchad.

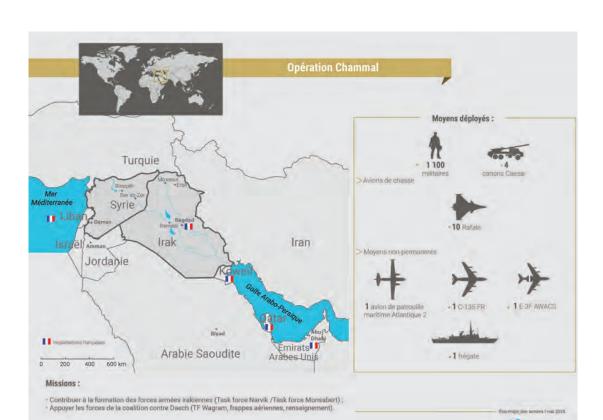
Les près de 4500 militaires engagés au sein de Barkhane mènent des opérations planifiées avec les armées partenaires et des opérations d'opportunité sur la base de renseignements d'intérêt immédiat.

La composante terrestre met en œuvre près de 470 véhicules blindés et logistiques. Elle est constituée de deux groupements tactiques, d'un groupement logistique, et d'un groupement de transmissions déployés sur l'ensemble de la BSS. Elle comprend également des détachements de partenariat militaire opérationnel, éléments à effectifs réduits placés au plus près des forces partenaires pour les accompagner, les conseiller et les appuyer en opérations. Ces moyens sont appuyés par un groupement d'aérocombat mettant en œuvre 17 hélicoptères de combat et de manœuvre, qui confèrent à la force la souplesse et les capacités d'élongation indispensables pour prendre l'ascendant sur l'adversaire. Ils sont complétés par un dispositif aérien mis en œuvre depuis deux bases aériennes projetées : Niamey au Niger et N'Djamena au Tchad. Aujourd'hui, la force dispose de huit avions de chasse, d'une dizaine d'avions de transport tactique et stratégique et de cinq drones Reaper.

Les militaires de l'opération Barkhane connaissent une activité opérationnelle particulièrement soutenue : près de 500 opérations distinctes ont été menées depuis août 2014, le plus souvent en partenariat avec les forces armées locales ainsi qu'avec la MINUSMA. En coordination avec le dispositif des forces françaises prépositionnées en Afrique, ils ont par ailleurs réalisé près de 300 actions de formation au profit des armées des pays du G5, dont la force conjointe.

En bientôt quatre ans, Barkhane a mis hors de combat plusieurs centaines de terroristes, tués en opérations ou remis aux autorités maliennes, en particulier durant les douze derniers mois, grâce à une participation toujours plus accrue des forces locales. Parallèlement, plus de 22 tonnes d'armes et de munitions ont été saisies et détruites.

144000 soins infirmiers, 25000 consultations médicales et près de 1500 opérations chirurgicales ont par ailleurs été réalisés depuis le début de l'opération ainsi que de nombreuses actions civilo-militaires concernant notamment l'accès aux ressources ou à l'éducation.



L'OPÉRATION CHAMMAL

Depuis le 19 septembre 2014, à la demande du gouvernement irakien et sur ordre du Président de la République, la France est engagée dans la lutte contre Daech au sein de l'opération Inherent Resolve, menée par une coalition internationale regroupant plus de 70 pays.

L'opération Chammal est le volet français de l'opération Inherent Resolve ; dans ce cadre, les armées françaises apportent un soutien militaire aux forces locales engagées dans la lutte contre Daech en Irak et en Syrie en les appuyant par des frappes aériennes ou d'artillerie, mais aussi en formant et en entraînant leurs soldats.

Cette opération mobilise 1 100 militaires français et s'articule autour de deux piliers complémentaires ;

Le pilier « appui », destiné à soutenir les troupes engagées au sol et à frapper les capacités militaires de l'organisation terroriste comprend un volet aérien, avec une dizaine de chasseurs Rafale déployés sur les bases aériennes en Jordanie et aux Émirats arabes unis.

Le dispositif aérien peut être renforcé par des avions de patrouille maritime Atlantique 2, de détection et de contrôle aéroportés E3F (AWACS) et de ravitaillement en vol Boeing C135-FR. Depuis plus de trois ans d'opérations, plus de 8000 sorties aériennes ont été effectuées. Elles ont donné lieu à plus de 1 450 frappes ayant permis de détruire près de 2 250 objectifs.

Ce pilier comprend également un volet terrestre sous la forme d'un groupement tactique d'artillerie, la Task Force (TF) Wagram. Equipé de canons Caesar, il soutient l'action des troupes irakiennes engagées au sol dans les combats contre Daech. Déployée au lancement de l'offensive sur Mossoul, la TF Wagram a mené plus de 1 600 missions de tirs en appui des forces armées irakiennes.

Ces moyens aériens et d'artillerie sont complétés en permanence par une frégate déployée en Méditerranée orientale.

Le pilier « formation » est composé d'une centaine d'instructeurs français basés à Bagdad au sein de deux détachements.

La TF Monsabert est chargée de conseiller et d'instruire l'état-major et les unités de la 6° division d'infanterie irakienne. La TF Narvik est quant à elle chargée d'instruire les soldats et les cadres de l'Iraki Counter Terrorism Service (ICTS).

Ces instructeurs dispensent notamment des formations dans les domaines de la lutte contre les engins explosifs, du combat et de la conduite des opérations. En trois ans, les TF Narvik et Monsabert ont formé plus de 8 000 militaires irakiens.

Sous la pression militaire de la coalition et face à l'avancée des forces locales de sécurité, Daech a perdu la quasi-totalité du territoire qu'il contrôlait. Seules quelques poches résiduelles persistent aujourd'hui dans la moyenne vallée de l'Euphrate.

LA FRANCE ENGAGÉE AU SEIN DE LA FINUL

Depuis 40 ans, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) est déployée au Liban. Comptant jusqu'à 15000 militaires, elle a été mise en place en mars 1978 par les résolutions 425 et 426 des Nations unies à la suite de l'invasion du Liban par Israël. Son mandat a été élargi en 2006, lors de la poursuite de l'escalade des hostilités au Liban et en Israël. Elle a pour missions principales le contrôle de cessation des hostilités, l'accompagnement et l'appui des forces armées libanaises dans leur déploiement au sud du pays et l'assistance à la population pour l'accès à l'aide humanitaire et pour favoriser le retour volontaire des déplacés dans des conditions de sécurité.

La France, présente au sein de la FINUL depuis sa création, est le 7° pays contributeur avec 700 militaires français qu'elle déploie dans le cadre de l'opération Daman. L'officier général français commandant le détachement est en même temps le chef d'état-major de la FINUL. Il est basé à Naqoura avec une cinquantaine de militaires français intégrés à l'état-major. L'essentiel du détachement constitue par ailleurs l'unité de réserve opérationnelle directement aux ordres du commandant de la FINUL, la Force Commander Reserve, prête à intervenir dans toute la zone d'action de la Force depuis sa base de Dayr Kifa.

Cette Force Commander Reserve est constituée d'un escadron de reconnaissance, d'une unité de commandement et d'appui dotée de moyens du génie et de lutte anti aérienne, et d'une unité de soutien logistique. Depuis le printemps 2017, elle accueille une compagnie d'infanterie finlandaise, en vertu de la clause de solidarité prévue par l'article 42-7 du Traité de l'Union européenne et invoquée par le Président de la République après les attentats de Paris en novembre 2015.

En 2017, les militaires de l'opération Daman ont mené plus de 700 patrouilles conjointement avec les forces armées libanaises. Ils ont également conduit avec elles près de 50 entraînements d'une journée à une semaine, dans une dizaine de domaines de spécialité différents tels que le secourisme, le tir, la lutte contre les mines, la maintenance, la logistique ou encore les techniques cynophiles.

L'année 2018 correspond au 40° anniversaire de la création de la FINUL et au 70° anniversaire du début des opérations de maintien de la paix sous mandat de l'ONU (1948 : création de l'ONUST, Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine).

Plus de 100 000 militaires, policiers et civils de 125 pays participent actuellement à 14 opérations de maintien de la paix. La France est principalement engagée au sein de la FINUL, de la MINUSCA (Centrafrique) et de la MINUSMA (Mali).

L'AXE INDO-PACIFIQUE

Le Président de la République a affirmé lors de son déplacement en Australie, en mai demier, sa volonté de construire un axe Indo-Pacifique fort : cette région, qui concentre 60% de la population mondiale et un tiers du commerce international constitue en effet un enjeu stratégique essentiel pour la France et pour la sécurité internationale.

L'affirmation de logiques de compétition et de puissance, notamment par le développement du programme balistique nord-coréen et les tensions en mer de Chine, constitue un défi important. La menace terroriste est en expansion. La stabilité de la zone est menacée par l'affaiblissement du droit international et du multilatéralisme, ainsi que par l'accroissement des défis non-conventionnels.

La France est particulièrement attachée au respect de la liberté de navigation et de survol qu'elle considère comme fondamentale, et soutient l'application stricte de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer.

Face à ces défis, elle souhaite contribuer au renforcement de l'architecture régionale de sécurité. Elle est présente dans plusieurs enceintes de dialogue multilatéral, au sein desquelles elle propose de partager son savoir-faire opérationnel et de contribuer à la constitution d'un espace de paix et de sécurité. La participation de la ministre des Armées, Florence Parly au récent dialogue de Shangri-La, a notamment permis à la France de porter sa vision sur la coopération sécuritaire dans cette région.

La France développe des partenariats stratégiques de défense avec un nombre important de pays de la région : l'Inde, l'Australie, le Japon, la Malaisie, Singapour, la Nouvelle-Zélande, l'Indonésie et le Vietnam.

Notre pays a fait le choix d'une présence militaire significative et permanente dans la région Indo-Pacifique : 7 000 militaires sont déployés dans l'ensemble de cette zone, 4 100 dans l'océan Indien et 2 900 dans l'océan Pacifique.

Les forces armées françaises présentes dans la zone Indo-Pacifique veillent à la protection des territoires français et participent aux opérations de secours aux populations et de lutte contre les trafics illégaux. Elles participent aux missions de l'action de l'État en mer et aux actions de coopération internationale de défense avec nos partenaires.

De nombreux déploiements opérationnels et exercices avec nos alliés sont réalisés dans cette zone. Ainsi, le groupe amphibie « Jeanne d'Arc » a débuté en février demier sa campagne qui l'a conduit de la Méditerranée à l'Asie du Sud-Est. Celle-ci permet à la France d'assurer une présence dans la zone Indo-Pacifique, tout en offrant un cadre de formation concret aux officiers français et étrangers embarqués.

Outre l'exercice d'envergure Pitch Black qu'elle mènera avec les forces australiennes, l'armée de l'air conduira quant à elle une mission de projection d'un dispositif aérien d'envergure en Asie du Sud-Est (PEGASE) du 19 août au 4 septembre. Cette mission, qui s'articule autour d'un dispositif d'avions de combat, de transport et de ravitaillement en vol, visera notamment à valoriser, auprès de nos partenaires régionaux, les capacités aériennes de projection de puissance et l'industrie aéronautique de défense française.

LA LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE 2019-2025

La Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025, adoptée par le Parlement début juillet, a pour ambition de redonner aux armées les moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions au service de la France et des Français.

Cette LPM de renouveau met fin à plusieurs décennies de décroissance de notre effort de défense. Elle répond aux impératifs d'autonomie stratégique de la France et de consolidation de l'Europe de la défense, ainsi que de souveraineté budgétaire. Elle permettra à la France d'atteindre l'objectif fixé par le Président de la République de consacrer 2% du PIB à la défense d'ici 2025.

Cette nouvelle LPM se distingue notamment par le volume des crédits investis et des effectifs consentis : 295 milliards d'euros sont programmés pour la défense sur la période 2019-2025, dont 198 milliards pour les années 2019 à 2023. 6 000 postes supplémentaires seront créés. La trajectoire financière s'appuiera uniquement sur des crédits budgétaires, afin de ne plus dépendre de l'aléa des recettes exceptionnelles.

Le choix a été fait de consolider le format actuel de notre modèle d'armée par le renforcement de certaines capacités stratégiques, le renouvellement et l'accélération de nos grands programmes d'armement (patrouilleurs, ravitailleurs, blindés médians), ainsi que la modernisation de l'ensemble de nos équipements.

Un important investissement dans les domaines de la recherche, de l'innovation, du renseignement et de la cyberdéfense ouvrira la voie à des armées plus modernes et innovantes et permettra de mieux anticiper l'avenir. Les coopérations stratégiques seront développées.

Cette LPM se place à hauteur d'homme, en accordant une attention particulière aux femmes et aux hommes, militaires et civils, qui servent nos armées, ainsi qu'à leurs familles. La loi prévoit un effort particulier au profit du personnel du ministère, pour améliorer ses conditions d'exercice du métier des armes ainsi que ses conditions de vie et de travail, adapter les ressources humaines aux missions et renforcer le lien armées-Nation.

Face aux enjeux pour la défense de la France et l'avenir des armées, la LPM a été adoptée dans un esprit de consensus avec un seul et même objectif : la remontée en puissance des armées françaises dans un environnement stratégique en constante mutation. Elle permettra à la France de disposer à l'horizon 2030 d'un modèle d'armée complet et équilibré, capable de garantir son excellence et son efficacité sur l'ensemble des fonctions stratégiques qui fondent sa défense : la dissuasion, la prévention, la connaissance et l'anticipation, la protection et l'intervention.

LE BUDGET DES ARMÉES 2018

Dans un environnement géostratégique marqué par l'instabilité, les armées françaises continuent de jouer un rôle de premier plan tant en opérations extérieures que sur le territoire national.

Dans ce contexte de fortes sollicitations, le Président de la République, chef des Armées, a décidé un effort important en faveur du budget des armées. Il a ainsi été porté à 34,2 milliards d'euros pour cette année 2018, soit 1,8 milliard d'euros de plus par rapport à la loi de finances initiale de 2017.

Cette augmentation de 5% du budget des armées représente un effort inédit, trois fois supérieur à la hausse précédente du budget entre 2016 et 2017. Elle s'inscrit dans la trajectoire de ralliement d'un budget de défense à 2% du PIB en 2025.

Cette inflexion sans précédent sur les trente demières années vise à soutenir l'engagement de nos forces et leur préparation opérationnelle, de poursuivre la modernisation de nos équipements et d'améliorer les conditions dans lesquelles les femmes et les hommes de la défense, mais aussi leurs familles, vivent l'exercice de leurs missions.

Le montant des crédits d'équipements augmente de 1,2 milliard d'euros, pour atteindre 18,5 milliards d'euros de ressources. Parallèlement, le montant de la provision inscrite dans le projet de Loi de finances initiale (LFI) pour la couverture des opérations extérieures est porté à 650 millions d'euros pour 2018 contre 450 millions d'euros l'année précédente.

Un effort marqué continue d'être consacré aux priorités fixées par le chef de l'État que sont la protection des forces, la cyberdéfense et le renseignement. En 2018, le ministère des Armées voit ses effectifs croître à nouveau de plus de 500 postes dans ces domaines.

Ce double effort, budgétaire et réformateur, permettra de poser dès 2018 les bases d'une ambition plus large, à savoir maintenir dans la durée des forces armées modernes, aptes à s'engager au plus près comme au plus loin, au service de la sécurité de nos concitoyens, de la défense de nos intérêts et de la place de la France sur la scène internationale. Ce budget marque ainsi un premier jalon d'importance dans la construction de nos armées pour les quinze prochaines années, objet de la Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025, adoptée par le Parlement en juillet 2018.

LA FRANCE MOTEUR DE LA DÉFENSE EUROPÉENNE

La France, acteur majeur de la défense européenne, est fortement engagée dans la sécurité du territoire européen, la stabilisation de son environnement stratégique et la construction d'une autonomie stratégique européenne. Sa volonté est ainsi de renforcer le dialogue et la coopération entre les États européens, de consolider l'interopérabilité opérationnelle et de promouvoir une industrie de défense forte et compétitive. Elle travaille en collaboration avec les États membres de l'Union européenne (UE) à définir et promouvoir des mécanismes destinés à accélérer la construction de la défense de l'Union.

La France a ainsi porté avec l'Allemagne le projet de Coopération structurée permanente (CSP), cadre juridique européen ambitieux, inclusif et engageant, prévu par le traité de Lisbonne. Son objectif est de réunir les États-membres de l'UE les plus avancés en matière de défense pour faire émerger de nouveaux projets d'équipements par des investissements dans la sécurité et la défense de l'UE. Les 25 signataires se sont fermement engagés pour développer des capacités militaires conjointes. La CSP permettra à l'ensemble des États participants de développer leur coopération ainsi que leurs moyens militaires et leurs capacités de défense respectifs, grâce à des initiatives coordonnées et des projets concrets. Le Conseil européen du 6 mars 2018 a formellement adopté un premier paquet de 17 projets. Parmi eux, on peut citer : l'European Secure Software defined Radio (ESSOR), l'EUFOR CROC (EUFOR Crisis Response Operation Core), l'amélioration de la surveillance maritime de l'Union européenne, ou plusieurs projets en termes de lutte contre les cybermenaces.

La France est également attachée à la création du Fonds européen de défense (FED), destiné à consolider l'autonomie stratégique européenne par la prise en compte de nos besoins militaires. La commission européenne a présenté en juin dernier une proposition de règlement afin de pérenniser le Fonds européen de défense, actuellement en phase pilote. Pour la période 2021-2027, une enveloppe de 13 milliards d'euros sera dédiée à la recherche de défense et au développement de capacités comme le drone MALE européen. Le fonds catalysera la formation d'une puissante industrie européenne de défense en stimulant les capacités de défense et en tissant des partenariats transfrontaliers.

La France souhaite par ailleurs aller plus loin dans le développement concret d'une culture stratégique européenne appelée de ses vœux par le Président de la République Emmanuel Macron, le 26 septembre 2017 (discours de la Sorbonne). Pour y parvenir, le Président de la République a formulé sa volonté de contribuer à la création de conditions destinées à faciliter la préparation d'interventions militaires européennes communes, et de leur exécution si nécessaire, au travers d'un cadre de coopération flexible, pragmatique et ambitieux : l'Initiative européenne d'intervention (IEI). Cette initiative permettra de renforcer la capacité des Européens volontaires, à agir militairement ensemble, indépendamment du cadre d'engagement retenu, dans quatre domaines de coopération identifiés : l'anticipation stratégique, les scénarios d'emploi, le soutien aux opérations, et l'élaboration d'une doctrine. L'IEI est destinée à rassembler les pays moteurs, capables et volontaires, sans effet d'exclusion envers les pays non membres de l'UE. Elle est susceptible d'évoluer et de voir son périmètre s'agrandir.

Dans le même temps, la France, dans le cadre de l'OTAN, soutient le Defense Investment Pledge (DIP) adopté lors du sommet de Varsovie en 2016, par lequel les États alliés s'engageaient à tendre vers un effort de défense équivalent à 2 % du PIB. La loi de programmation militaire 2019-2025 permettra ainsi d'atteindre cet objectif d'ici 2025. OTAN et UE partagent 22 nations membres en commun et sont confrontées aux mêmes enjeux stratégiques pour la sécurité du continent européen.

L'ensemble de ces mesures tendent, selon l'ambition de la France pour l'Europe, au renforcement individuel et collectif de nos moyens de défense afin de construire l'autonomie stratégique de l'Europe, garante de sa liberté d'appréciation et d'action.

L'INNOVATION AU SEIN DU MINISTÈRE DES ARMÉES

Le ministère des Armées se place à l'avant-garde de l'innovation qui est un axe fort de sa modernisation. Levier majeur de la loi de programmation militaire 2019-2015, l'innovation garantit l'autonomie stratégique de la France et la supériorité opérationnelle des armées. Permettant de faire face aux défis du futur, elle optimise toutes les ressources du ministère aussi bien technologiques qu'organisationnelles, sans oublier le quotidien du soldat.

Une nouvelle organisation se met en place avec la création de l'agence de l'innovation de défense. Placée sous la responsabilité de la Direction générale de l'armement (DGA), elle associera l'ensemble des acteurs du ministère d'ici fin 2018. Cette agence sera ouverte sur l'économie civile, les start-up, tournée vers l'Europe. Elle initiera de nouveaux modes d'interventions du ministère, de nouveaux outils, notamment pour favoriser les expérimentations rapides.

De nouveaux outils servent à bâtir le processus :

- l'Innovation Défense Lab, pour capter et développer très rapidement les idées les plus prometteuses issues du domaine civil (notamment dans le secteur numérique) ;
- les partenariats avec des incubateurs et des écoles, pour ouvrir le ministère à l'écosystème des start-up ;
- un fonds d'investissement Definvest, doté de 50 millions d'euros, pour accompagner le développement des Petites et moyennes entreprises (PME) de défense ;
- une démarche d'intrapreneuriat renforcée, pour cultiver l'innovation du personnel du ministère.

De nouvelles ressources dédiées et sanctuarisées :

- le budget dédié à la science, à la technologie et à l'innovation sera progressivement augmenté pour atteindre un milliard d'euros par an dès 2022 ;
- la création du fonds européen de défense, qui comprend dès 2018 un volet recherche et innovation, doté d'un budget annuel qui devrait atteindre 500 millions d'euros en 2020.

Une nouvelle ambition qui se décline selon trois axes :

- la transformation numérique du ministère : pour conforter le dynamisme et la modernité des armées et assurer une montée en puissance de la défense sur les technologies clés que sont l'intelligence artificielle, les data sciences, les objets connectés et la cybersécurité ;
- le développement de technologies porteuses de ruptures opérationnelles majeures pour préparer le combat à horizon 2030-2050 (nanotechnologies, drones et robots, hypervélocité, furtivité);
- une politique ambitieuse de coopération européenne pour développer des liens entre les politiques d'innovation et de recherche au niveau européen.

L'innovation participative, c'est plus de 1 400 projets soutenus, 30 000 euros accordés en moyenne par projet d'une durée de 12 à 18 mois.

La DGA entretient un vivier de 600 PME innovantes, sources de technologies futures, qu'elle renouvelle constamment (4000 PME sont impliquées dans les marchés de défense).

730 millions d'euros ont été investis dans les études amont chaque année sur la période 2014-2017. Environ 11% des crédits d'études amont sont dédiés au soutien à l'innovation, soit 82 millions d'euros par an en moyenne.

LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE AU SEIN DU MINISTÈRE DES ARMÉES

L'ambition de transformation numérique du ministère des Armées s'inscrit dans la démarche globale «Action publique 2022 » voulue par le Président de la République et le Premier ministre. Elle contribue à renforcer le dynamisme et la modernité du ministère.

Les métiers, les usages et le quotidien constituent le point de départ de la révolution numérique du ministère des Armées. Au-delà de l'adoption de nouvelles technologies, la transformation numérique est une démarche volontaire visant à s'approprier au plus vite et dans les meilleures conditions les technologies émergentes, pour générer des ruptures dans les usages et les modes de travail, permettant in fine de mieux remplir les missions dévolues au ministère des Armées. Cette transformation doit relever trois défis majeurs :

- le défi de la donnée dont la sécurisation, la maîtrise et le traitement sont au cœur de la performance digitale ;
- le défi de la refondation d'un socle numérique sécurisé, ouvert et performant pour le ministère ;
- le défi des compétences.

La création de la Direction générale du numérique (DGNUM) en tant que «chef d'orchestre» de cette dynamique permettra d'accélérer et de structurer cette démarche de profonde modernisation et de transformation.

En avril dernier, la ministre des Armées et le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique, ont ainsi présidé la présentation du plan de transformation numérique du ministère des Armées.

Ce plan répond à trois objectifs stratégiques en matière de transformation numérique :

- garantir la supériorité opérationnelle et la maîtrise de l'information sur les théâtres d'opérations ;
- renforcer l'efficience des soutiens et faciliter le quotidien du personnel ;
- améliorer la relation au citoyen et aux agents et l'attractivité du ministère.

Déclinaison concrète de l'ambition de transformation numérique, le schéma directeur définit les actions à mener pour créer les conditions favorables à la réalisation de la transformation numérique des métiers et l'atteinte de ces trois objectifs.

Inscrivant sa démarche de transformation numérique dans un dialogue constant avec les acteurs privés et publics, le ministère a mis en place le « Cercle Défense Connect ». Véritable espace de discussion, d'échange et d'acculturation privilégié sur les sujets de la transformation numérique du ministère des Armées, il regroupe des partenaires de l'écosystème français et de hauts responsables du ministère.

LE MAINTIEN EN CONDITION OPÉRATIONNELLE

«Le Maintien en condition opérationnelle (MCO), c'est notre capacité à agir. Le MCO, c'est l'assurance que l'effort financier, technique, humain, considérable, auquel nous consentons tous, est bien employé. Le MCO, c'est notre souveraineté.»

Florence Parly, discours sur la base aérienne 105 d'Evreux-Fauville, le 11 décembre 2017.

Le MCO est la clé de la disponibilité des matériels à l'extérieur de nos frontières comme en métropole. Celle-ci conditionne l'efficacité opérationnelle de nos forces. Améliorer la disponibilité technique des matériels des armées est donc aujourd'hui essentiel pour continuer à assurer notre souveraineté.

Dans le cadre de la politique de modernisation du ministère, la Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 soutiendra cet effort de modernisation de l'entretien et la maintenance de matériels particulièrement sollicités en opérations. Un effort financier significatif sera consacré à l'Entretien programmé du matériel (EPM) : 22 milliards d'euros sur la période 2019-23, soit 4,4 milliards d'euros par an en moyenne. C'est un milliard d'euros supplémentaires par an par rapport à la LPM précédente.

Cette augmentation sensible des ressources consacrées à l'entretien programmé des matériels s'accompagne d'une modernisation des processus et outils du MCO. Dans le secteur aéronautique, une Direction de la maintenance aéronautique (DMAé) a été mise en place le 1er mars 2018. Service interarmées relevant du chef d'état-major des armées, la DMAé assure la maîtrise d'ouvrage du MCO aéronautique. En métropole et pour chaque aéronef, tous les travaux, étatiques ou privés, seront coordonnés par un maître d'œuvre unique (industriel) et regroupés pour mieux chaîner les opérations aboutissant à la disponibilité.

Les flottes traitées en priorité par la DMAé sont pour les avions, l'Atlantique 2 et l'A400M, et pour les hélicoptères, le Cougar, le Caracal, le Dauphin et le Panther.

Dans le milieu naval, le Service de soutien de la flotte (SSF) assure l'entretien de la flotte. La LPM 2019-2025 prévoit un effort porté sur les bâtiments de nouvelle génération (FREMM et sous-marins Barracuda notamment) et sur les plus anciens (sous-marins nucléaires d'attaque, chasseurs de mines tripartite) indispensables à la tenue des contrats opérationnels.

Concernant le MCO des matériels terrestres, la Structure intégrée du maintien en condition des matériels terrestres (SIMMT) poursuivra les efforts de transformation de la maintenance. Au maintien au plus haut niveau de la disponibilité des matériels en opérations, s'ajoutent la reconstitution du potentiel technique des équipements actuels et la préparation de l'arrivée des futurs parcs SCORPION.

L'ACCOMPAGNEMENT DES MILITAIRES ET DE LEURS FAMILLES

Au service de la Nation, les militaires sont des citoyens qui remplissent une mission exceptionnelle dans des conditions exceptionnelles. Dans ce cadre exigeant et quelle que soit la nature des opérations, ce sont souvent les forces morales et l'entourage qui font la différence. Il n'y a pas de soldats forts sans familles heureuses. Ce sont elles qui, les premières, souffrent de l'absence, connaissent les difficultés et subissent les contingences de la vie militaire. Le Plan Famille a pour ambition de compenser les contraintes réelles et spécifiques de la vie militaire, et plus globalement des agents du ministère.

Le plan d'accompagnement des familles et d'amélioration des conditions de vie des militaires est une ambition partagée. C'est d'abord l'ambition du Président de la République qui, dans la lettre de mission à Florence Parly, a mentionné tout le prix qu'il attachait à ce que le militaire et sa famille soient mieux pris en compte, au regard de l'engagement opérationnel croissant sur le territoire national ou à l'étranger. C'est aussi l'ambition de la ministre des Armées qui, quelques mois après sa prise de fonction, a annoncé la mise en œuvre du Plan Famille, et a sécurisé les crédits nécessaires (527 millions d'euros) dans le cadre de la Loi de programmation militaire (LPM).

Pour la conception du plan à l'été 2017, mais également tout au long de son exécution, l'état-major des armées, les armées, directions et services sont étroitement associés. De même, les membres du conseil supérieur de la fonction militaire et des conseils de la fonction militaire, le conseil central de l'action sociale où siègent des représentants du personnel civil et du personnel militaire, les associations reconnues par le ministère des Armées, les familles, sont consultés et invités à formuler des propositions d'amélioration des actions que le ministère mène dans le cadre de ce plan.

Le Plan Famille se décline en cinq axes majeurs, complété par un axe sur l'hébergement et les conditions de vie des célibataires et des célibataires géographiques.

Il comprend 26 mesures avec 46 actions:

- mieux prendre en compte les absences opérationnelles ;
- faciliter l'intégration des familles dans la communauté militaire et de défense ;
- mieux vivre la mobilité;
- améliorer les conditions de logement familial et favoriser l'accession à la propriété;
- faciliter l'accès des familles à l'accompagnement social du ministère ;
- améliorer les conditions d'hébergement et de vie des célibataires et des célibataires géographiques (axe complémentaire).

Dès 2018, les actions mises en œuvre permettent notamment :

- d'améliorer les offres de garde d'enfant, avec une augmentation de 240 places en crèche ;
- aux militaires séparés ayant un ou plusieurs enfants, d'exercer leur droit de visite avec hébergement dans de meilleures conditions financières :
- d'optimiser le dispositif annuel de déménagement grâce à la plateforme multi-déménageurs ;
- de rénover le parc de logements en métropole et outre-mer afin d'améliorer la qualité et l'attractivité des logements proposés aux ressortissants ;
- de simplifier et de renforcer l'accompagnement social des ressortissants de la communauté de défense en développant une offre digitale de service au travers de l'«e-social» des armées ;
- d'améliorer le cadre de vie des militaires dans les garnisons au travers d'une offre de réseau Wi-Fi gratuit à l'ensemble des lieux de convivialité ainsi qu'à l'hébergement des troupes et cadres en enceinte militaire.

LES ARMÉES ET LA NATION

Les attentats qui ont touché la France en 2015 ont rappelé à quel point le lien entre la Nation et ses armées est essentiel. Fondé sur un engagement mutuel entre les citoyens et leurs armées, ce lien repose sur la perception que la société a de ses armées d'une part et sur les actions de celles-ci au profit de la Nation d'autre part.

En matière de recrutement, de transmission de l'esprit de défense, de développement de la citoyenneté, la jeunesse est au cœur des priorités du ministère des Armées.

Chaque année, 800 000 jeunes Françaises et Français sont sensibilisés aux questions de défense via l'enseignement de défense et la Journée défense et citoyenneté (JDC). Enceinte inédite de rencontre entre les jeunes et la communauté militaire, la JDC est la troisième étape du « parcours de citoyenneté ».

Vecteur du lien entre les jeunes et les armées, le Plan égalité des chances (PEC) offre chaque année à près de 35 000 jeunes de nombreuses possibilités d'insertion, contribuant ainsi à réduire les inégalités et les discriminations tout en favorisant la mixité sociale. Parmi elles, on retrouve par exemple les classes de défense et de sécurité globales, des offres de tutorats ou de formations qualifiantes. Plusieurs partenariats réunissent également les efforts du ministère des Armées et d'organismes extérieurs, publics ou privés, qui développent des projets d'insertion sociale et professionnelle au profit des jeunes défavorisés.

Créé en 2015 par le ministère des Armées, le Service militaire volontaire (SMV) est un dispositif de formation professionnelle. Implanté dans cinq grandes régions (Île-de-France, Grand-Est, Bretagne, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine), le SMV vise à insérer professionnellement des jeunes, filles et garçons âgés de 18 à 25 ans, en difficulté scolaire ou sociale. Pendant une année, les volontaires vivent en internat, sous statut militaire. Ils bénéficient d'un encadrement militaire qui les aide à acquérir un savoir-être et, par la suite, des savoir-faire professionnels adaptés à leurs talents. À terme, l'objectif est de favoriser leur employabilité dans un métier et dans leur région.

En 2015 et en 2016, 72 % des jeunes volontaires ont trouvé un emploi à l'issue de leur parcours au sein du SMV dont 56 % dans un emploi stable (CDD de plus de six mois ou CDI). Depuis trois ans, le SMV a formé plus de 2000 jeunes.

Alors que les engagements en opérations extérieures et intérieures se poursuivent à un degré élevé, la réserve opérationnelle est un complément indispensable aux armées et formations rattachées. Composante essentielle au fonctionnement quotidien des forces armées, elle leur permet de remplir l'ensemble de leurs missions et de concourir à la réalisation de leurs contrats opérationnels.

Créée en octobre 2016, la Garde nationale regroupe des réservistes opérationnels de premier niveau des trois armées, des formations rattachées, de la gendarmerie nationale et de la réserve civile de la police. Début 2017, elle comptait au total 65 700 volontaires. L'objectif du Gouvernement est de porter cet effort à 85 000 femmes et hommes dont plus de 9000 employés chaque jour sur le territoire national d'ici fin 2018 (police et gendarmerie nationales comprises).

La loi de programmation militaire 2019-2025 prévoit un budget spécifique de 200 millions d'euros par an pour la réserve opérationnelle au sein du ministère des Armées. Cet effort permettra de maintenir l'objectif de 40000 réservistes sous engagement à servir, pour un emploi annuel moyen d'environ 37 jours. Il créera également les conditions de leur fidélisation simplifiant notamment l'administration et la gestion et poursuivant le développement de mesures incitatives.

LES ARMÉES DANS L'OPINION

Source : Baromètre externe des armées, IFOP-DICoD, mai 2018 Enquête réalisée du 18 au 23 avril 2018 sur un échantillon de 1 007 personnes, représentatif de la population française.

Image des Armées et des soldats français

La sécurité des Français demeure une de leurs principales préoccupations.

Dans un contexte sécuritaire et géopolitique instable où les menaces se multiplient, l'image des armées est excellente dans l'opinion publique puisque 84% des Français ont une bonne opinion des armées françaises.

Plus des trois quarts des Français jugent les armées efficaces (79%), réactives (79%), rassurantes (77%) capables d'assurer la protection de la France (76%). Plus de deux Français sur trois estiment ainsi que les forces conventionnelles sont crédibles (70%, +5 points depuis 2017) et 77% d'entre eux estiment leurs armées au moins aussi performantes que celles des autres grands pays européens.

L'opinion publique attribue aux soldats des valeurs telles que le courage (47%), l'engagement (45%) et la discipline (38%), le professionnalisme (26%), le respect (21%) ou encore le sens du service (21%).

Les missions des Armées

Interrogés sur l'emploi des forces armées, les Français ont identifié leurs missions prioritaires :

- la destruction d'un foyer de terrorisme menaçant la France (88%);
- la protection de la population française (87%);
- les secours à la population en cas de catastrophes (87%);
- la libération d'otages français (82%);
- la lutte contre le cyber-terrorisme (81%).

Dissuasion nucléaire

67 % des Français jugent l'arme nucléaire crédible et 54 % estiment que les capacités actuelles doivent être maintenues et modernisées régulièrement pour en préserver la crédibilité.

Europe de la Défense

54% des Français souhaitent dans les années à venir qu'il y ait une défense européenne plus intégrée. Le contenu que les Français donnent au projet d'Europe de la Défense se résume essentiellement à l'idée d'une participation commune des partenaires européens aux opérations extérieures (lutte contre Daech, etc.) désignée comme une priorité par près d'un Français sur deux.

Le budget et les attentes

Une majorité de Français estime que le budget actuel des armées est insuffisant (56%).

La situation sécuritaire actuelle rend nécessaire un effort budgétaire supplémentaire de la France pour plus des deux tiers des Français (67%), notamment en matière de recrutement et de modernisation des forces.

Réserve, garde nationale et jeunesse

82 % des Français ont connaissance de la garde nationale et 74 % des réserves militaires. 23 % d'entre eux pourraient envisager d'intégrer la garde nationale.



Délégation à l'information et à la communication de la Défense

Directrice de la publication : Valérie Lecasble

Chefs de projet : capitaine Marie Pérochain, Anastasia Seban Directeur artistique : Jean-Charles Mougeot Graphiste : Thierry Véron

Couverture: Thibault Caizergues
Fabrication: Jean-François Munier
Impression: Corlet Imprimeur

Création DICoD / Éditions - juillet 2018

Vive la République! Vive la France!